

N° 13-010-XIF au catalogue



Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens



Deuxième trimestre de 2005



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Division des comptes des revenus et dépenses, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-3640; iead-info-dcrd@statcan.ca).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des services de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des services de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements pour accéder au produit

Le produit n° 13-010-XIF au catalogue est disponible gratuitement. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.ca et de choisir la rubrique Nos produits et services.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec [Statistique Canada](http://www.statcan.ca) au numéro sans frais 1 800 263-1136. Les normes de service sont aussi publiées dans le site www.statcan.ca sous À propos de Statistique Canada > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada
Système de comptabilité nationale

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Deuxième trimestre de 2005

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2005

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication peut être reproduit, en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux, et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire quelque contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, ou de le transmettre sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

Septembre 2005

N° 13-010-XIF au catalogue, vol. 4, no 2

Périodicité : trimestrielle
ISSN 1703-7573

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-010-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Produits et services connexes

PIB en termes de revenus et de dépenses

Tableaux CANSIM	380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0058, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, et 384-0036.
Publication:	
Comptes nationaux des revenus et dépenses	13-001-XIB
Tableaux et document analytique:	
Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB
Chiffriers	13-001-DDB, 13F0016DDB, 13-213-DDB, 13-001-XDB, 13F0016XDB, 13-213-XDB

PIB par industrie

Tableaux CANSIM	379-0017 à 379-0022
Publication:	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

Balance des paiements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0001 à 376-0036 et 376-0060 à 376-0061
Publication:	
Balance des paiements internationaux du Canada	67-001-XIF

Flux financiers

Tableaux CANSIM	378-0001, 378-0002
Tableaux et document analytique	13-014-PPB
Chiffriers	13-014-DDB, 13-014-XDB,

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableaux CANSIM	383-0008 à 383-0015
Publication:	
Croissance de la productivité au Canada	15-204-XIF

Bilan des investissements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0037 à 376-0042 et 376-0051 à 376-0059
Publication:	
Bilan des investissements internationaux du Canada	67-202-XIF

Comptes du bilan national

Tableaux CANSIM	378-0003 à 378-0010
Publication:	
Comptes du bilan national, estimations trimestrielles	13-214-XIF
Chiffriers	13-214-DDB, 13-214-XDB

Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens

Publication	13-605-XIF
-------------	------------

Table des matières

À propos de cette publication	5
Politique de révision	5
Révisions dans cette édition	5
Aperçu	6
Les dépenses de consommation continuent d'alimenter la croissance	6
Reprise du secteur du logement après une pause au premier trimestre	7
Le ralentissement des exportations de biens fait fléchir la production du secteur de la fabrication	7
Le PIB par industrie : Faits saillants pour juin 2005	8
PIB en termes de revenus et de dépenses	10
Les dépenses des consommateurs continuent de croître, après une performance spectaculaire au premier trimestre ...	10
Les exportations de machinerie et de matériel entraînent les exportations totales à la hausse	10
Reprise du secteur du logement, après une pause au premier trimestre	12
Ralentissement de l'accumulation des stocks	12
Les prix des produits de base accroissent les profits des sociétés	13
L'épargne nationale augmente après deux trimestres de baisse	14
PIB par industrie	20
La pluie ralentit l'exploration pétrolière et gazière	21
Le commerce de gros et de détail continue de progresser	21
La construction atteint de nouveaux sommets	21
Vigueur renouvelée dans la fabrication de produits des TIC	21
Autres secteurs	22
Profil des industries, deuxième trimestre de 2005	22
Balance des paiements internationaux	26
Compte courant	26
Rebondissement de l'excédent au titre des marchandises	26
Encore une légère hausse du déficit au titre des services	27
Le déficit au titre des revenus de placement s'amplifie légèrement	27
Compte financier	27
Poursuite de la forte demande canadienne pour des titres étrangers	27
L'investissement direct à l'étranger modère à nouveau	28
L'investissement direct étranger au Canada demeure timide après un premier trimestre vigoureux	28
Les avoirs étrangers de titres canadiens demeurent inchangés	28
Les prêts dominent l'entrée de capitaux pour les autres investissements	29
Flux financiers	32
La demande de crédit des ménages demeure à la hausse	32
Les sociétés continuent d'augmenter leur excédent	33
La demande de fonds des administrations publiques est à la baisse	33

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre	39
La productivité n'a presque pas varié dans le secteur des services et celui des biens.	40
Les coûts unitaires de main-d'oeuvre en hausse du côté des entreprises	41
Une productivité nulle qui se prolonge depuis deux ans	41
Augmentation des coûts unitaires de main-d'oeuvre canadiens en dollars américains	43
Des révisions à la baisse de la croissance de productivité aux États-Unis	44
Bilan des investissements internationaux	49
Actif : Bond important des investissements directs canadiens à l'étranger et des avoirs en obligations étrangères	49
Passif : Investissement direct étranger record au Canada	50
Comptes du bilan national	52
La croissance de la valeur nette nationale s'accélère	52
La valeur nette des ménages continue d'augmenter grâce aux biens immobiliers et aux actions	52
L'endettement des sociétés diminue	53

À propos de cette publication

Cette publication offre un aperçu des événements économiques présentés dans les comptes nationaux du Canada pour le plus récent trimestre. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; 2) le PIB par industrie, 3) la balance des paiements internationaux; 4) les comptes des flux financiers 5) la productivité du travail et d'autres variables connexes; 6) le bilan des investissements internationaux et 7) les comptes du bilan national.

On y examine aussi les tendances trimestrielles des principaux agrégats du PIB sur le plan des revenus et des dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. Par ailleurs, on analyse le PIB par industrie pour le dernier mois du trimestre et pour l'ensemble du trimestre. On présente un résumé des opérations trimestrielles du Canada avec les non-résidents en ce qui a trait au commerce international, aux flux des revenus de placements, aux transferts et aux activités internationales d'investissement et de financement. Les mesures trimestrielles de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées. Les bilans complets au niveau national fournissent des estimations de la richesse du Canada. On y trouve aussi le bilan financier du pays avec le reste du monde. L'aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques dans lesquels on explique les méthodes des comptes nationaux ou on analyse un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (n° 11-001-XIF au catalogue), sous les rubriques suivantes : Comptes économiques et financiers nationaux, Balance des paiements internationaux du Canada et Produit intérieur brut par industrie.

Politique de révision

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:

Les trimestres précédents de l'année sont révisés au moment de la publication des données du trimestre courant. Chaque année, lors de la publication des données du premier trimestre, les révisions sont apportées aux données des quatre années précédentes. Elles ne sont généralement pas révisées à nouveau, sauf lors de révisions historiques.

PIB par industrie:

Les révisions sont attribuables à la mise à jour des données et/ou des divers projecteurs ainsi qu'à la désaisonnalisation suivant la procédure suivante: pour les données relatives aux mois de janvier à juin, la période de révision s'étend jusqu'au début de l'année précédente; pour juillet, la période de révision s'étend jusqu'en janvier de la cinquième année précédente; enfin, pour août à décembre, elle remonte à janvier de l'année courante. Occasionnellement, des révisions historiques ont lieu à la suite de modifications dans les concepts, les méthodologies ou la classification, la plus récente révision ayant eu lieu avec la publication des données du PIB de juillet 2002.

Révisions dans cette édition

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2005.

PIB par industrie:

Depuis la diffusion de la *Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens* du troisième trimestre, les estimations ont été révisées jusqu'en janvier 2004.

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre:

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2005 au niveau agrégé et au premier trimestre de 2004 au niveau industriel.

Aperçu

Deuxième trimestre de 2005 et juin 2005

Le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 0,8 % au deuxième trimestre, la robustesse soutenue des dépenses personnelles ayant contribué à la hausse de la production du secteur des services. En juin, la production économique a augmenté légèrement de 0,2 %, après avoir progressé de 0,3 % en mai et de 0,4 % en avril.

Produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (1997)¹

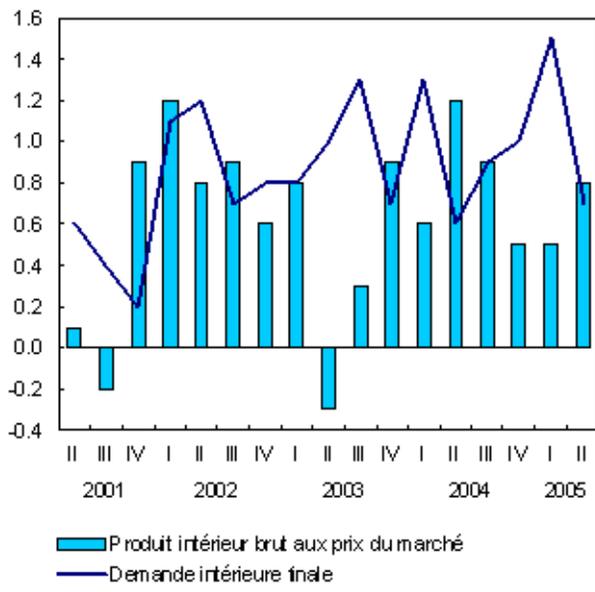
	Variation	Variation annualisée	Variation d'une année à l'autre
	%		
Premier trimestre de 2004	0,6	2,6	1,6
Deuxième trimestre de 2004	1,2	5,0	3,1
Troisième trimestre de 2004	0,9	3,5	3,7
Quatrième trimestre de 2004	0,5	2,1	3,3
Premier trimestre de 2005	0,5	2,1	3,2
Deuxième trimestre de 2005	0,8	3,2	2,7

¹ La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

L'économie canadienne a affiché un taux de croissance annualisé de 3,2 % au deuxième trimestre de l'année, par rapport à 2,1 % pour le trimestre précédent.

Accélération du PIB au deuxième trimestre

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (1997)



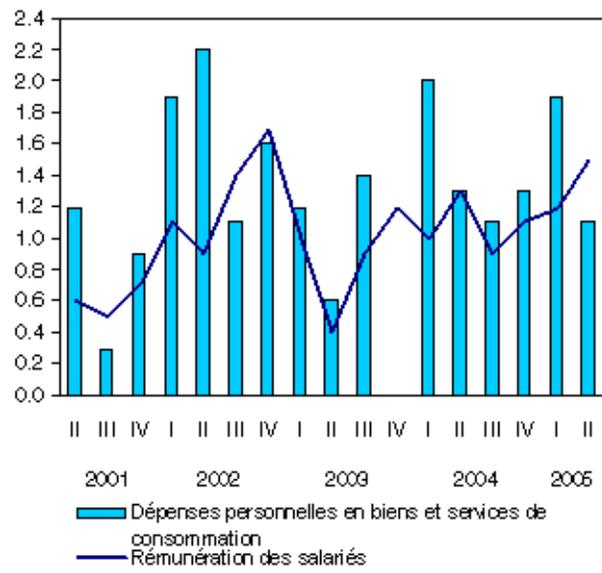
La demande intérieure finale a augmenté de 0,7 % au deuxième trimestre, un ralentissement par rapport au premier alors qu'elle avait affiché un bond marqué de 1,5 %. Bien que la croissance de la demande intérieure finale ait été beaucoup plus forte au premier trimestre, elle a été comblée en grande partie par une hausse importante des importations plutôt que par la production intérieure, ce qui a atténué la croissance globale du PIB. Cela a été toutefois l'inverse au deuxième trimestre: même si la demande intérieure finale a ralenti, une part beaucoup plus grande de cette demande a été satisfaite par la production intérieure, ce qui s'est traduit par l'accélération du PIB.

Les dépenses de consommation continuent d'alimenter la croissance

Les dépenses personnelles ont augmenté de 0,6 %, après avoir affiché des résultats spectaculaires au premier trimestre. Une forte demande de biens durables et semi-durables a continué d'alimenter la production du commerce de détail et du commerce de gros, qui ont affiché une hausse de 1,1 % et 2,3 %, respectivement.

Le revenu du travail augmente plus rapidement que la consommation au deuxième trimestre

Variation trimestrielle en %



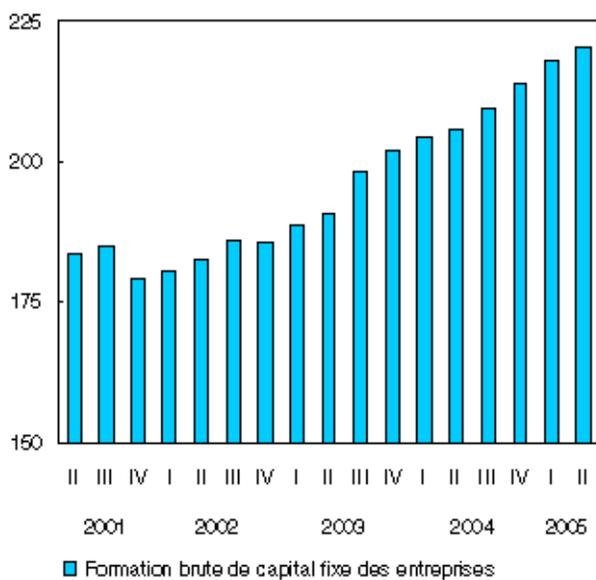
Une partie de la croissance récente des dépenses personnelles a été aiguillonnée par la croissance du revenu du travail, celui-ci ayant augmenté de 1,5 %. C'est la première fois depuis le quatrième trimestre de 2003 que la croissance du revenu du travail dépasse celle de la consommation.

Reprise du secteur du logement après une pause au premier trimestre

Les forts investissements des entreprises ont eu un effet d'entraînement sur l'économie, l'investissement dans le secteur du logement ayant augmenté (+1,9 %) après un léger fléchissement au trimestre précédent. Cette activité a contribué à la hausse de la production des secteurs des finances et de l'assurance ainsi que de l'immobilier, qui ont tous deux progressé de 0,9 %. La production des courtiers et des agents immobiliers a fait un bond de 4,4 %, en raison de la robustesse du marché de la revente des maisons. L'investissement en usines et matériel a encore crû (+0,9 %), après avoir bondi de 3,2 % au premier trimestre. Dans l'ensemble, l'investissement des entreprises a augmenté de 1,3 %, le dixième trimestre consécutif de croissance.

Croissance soutenue de l'investissement

Milliards de dollars enchaînés (1997)



Le ralentissement des exportations de biens fait fléchir la production du secteur de la fabrication

Les exportations ont affiché une modeste augmentation de 0,2 % au deuxième trimestre, après avoir bondi de 1,3 % au premier. La majeure partie de ce ralentissement s'explique par une chute appréciable des exportations de produits automobiles (-3,1 %) et de produits de l'énergie (-1,8 %). Le ralentissement des exportations a été ressenti chez les fabricants canadiens, qui ont vu leur production globale reculer de 0,4 %, en grande partie sous l'effet d'une production moindre de véhicules automobiles (-5,0 %) et de pièces (-2,1 %). Il y a eu un fléchissement généralisé dans les industries manufacturières reliées au pétrole, telles que celles fabriquant des produits chimiques et en plastique. Toutefois, le secteur des fabricants des produits de technologie de l'information et des communications se sont démarqués de cette tendance, ayant affiché une croissance de 5,8 %.

La production industrielle (production des usines, des mines et des services publics) a légèrement progressé, soit de 0,1 %. La croissance dans le secteur de l'extraction minière, du pétrole et du gaz (+1,4 %) et dans les services publics (+0,9 %) a presque été annulée par une production moindre dans le secteur de la fabrication (-0,4 %). Aux États-Unis, l'indice de la production industrielle a augmenté de 0,3 %, avec des gains dans les trois secteurs (la fabrication, les mines, et les services publics) ayant affiché des gains.

Les prix pour l'ensemble de l'économie, mesurés par l'indice des prix en chaîne du PIB, ont augmenté de 0,5 %. Si on fait abstraction de l'énergie, cet indice a augmenté de 0,1 %.

Produit intérieur brut réel, aux prix de base

	Janvier 2005 ^r	Février 2005 ^r	Mars 2005 ^r	Avril 2005 ^r	Mai 2005 ^r	Juin 2005 ^p
	Données désaisonnalisées, dollars enchaînés (1997), variation mensuelle en %					
Ensemble des industries	0,3	0,2	-0,1	0,4	0,3	0,2
Industries productrices de biens	0,2	-0,3	-0,6	0,3	0,6	-0,1
Industries productrices de services	0,3	0,4	0,1	0,4	0,2	0,4
Production industrielle	0,3	-0,6	-0,7	0,4	0,8	-0,3
Fabrication	-0,2	-1,2	-1,0	1,9	1,8	-2,0
Construction	-0,2	1,3	0,6	0,8	0,5	0,9
Commerce de gros	2,4	1,2	-0,3	1,3	-1,1	1,0

^r Données révisées

^p Données provisoires

Le PIB par industrie : Faits saillants pour juin 2005

L'économie canadienne a connu une légère progression de 0,2 % en juin. Cette croissance a été essentiellement confinée aux industries des services, l'activité économique ayant été handicapée par les mauvaises conditions météorologiques dans les Prairies, qui ont grandement nui à l'exploration pétrolière et gazière après un regain en mai, et par une diminution généralisée de la production du secteur de la fabrication. Les industries productrices de services ont connu une hausse de 0,4 %, tandis que les industries productrices de biens ont accusé un léger recul de 0,1 %.

La production industrielle (production des mines, des services publics et des usines) a diminué de 0,3 %, la baisse dans le secteur de l'extraction minière, du pétrole et du gaz et le repli des industries manufacturières ayant plus que contrebalancé le bond de 2,8 % enregistré dans la production des services publics à la suite de la vague de chaleur dans le Canada central, qui a débuté en juin et qui a duré la majeure partie de l'été. Aux États-Unis, l'indice de la production industrielle a augmenté de 0,8 %.

La production manufacturière a fléchi de 0,2 % en juin, 15 des 21 groupes principaux qui représentent 73 % de la production de ce secteur ayant connu une diminution. Les gains les plus importants ont été enregistrés par les fabricants de machinerie et de produits des technologies de l'information et des communications. Ces gains ont cependant été annulés par la diminution généralisée dans les autres secteurs de la fabrication, notamment les produits chimiques et les équipements de transport.

Le commerce de gros a augmenté de 0,9 % en juin, profitant de la demande d'ordinateurs et d'autres équipements électroniques. Les concessionnaires de véhicules automobiles neufs ont connu un bon mois, ce qui a contribué à hausser la production du commerce de détail de 1,0 %. Exclusion faite des concessionnaires de véhicules automobiles neufs, le commerce de détail a enregistré un gain modeste de 0,2 %.

Dans le secteur de la construction, l'activité a connu une hausse de 0,5 % en juin. La majeure partie de cette hausse est attribuable à la construction résidentielle (+1,0 %), qui a atteint de nouveaux sommets après un repli observé au cours des trois premiers mois de l'année. Le secteur financier a profité de la demande accrue d'habitations et des volumes supérieurs de transactions sur les bourses canadiennes.

Indicateurs principaux des Comptes économiques canadiens[1]

	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	2003	2004
désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars aux prix courants								
PIB en termes de revenus et de dépenses								
Rémunération des salariés	633 052	641 204	647 288	654 312	661 864	671 856	617 753	643 964
	<i>1,0</i>	<i>1,3</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>	<i>4,2</i>	<i>4,2</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	163 128	177 176	178 804	181 484	184 580	188 828	147 592	175 148
	<i>8,4</i>	<i>8,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,5</i>	<i>1,7</i>	<i>2,3</i>	<i>8,7</i>	<i>18,7</i>
Intérêts et revenus divers de placements	51 828	55 380	57 112	57 312	57 572	57 972	50 223	55 408
	<i>3,3</i>	<i>6,9</i>	<i>3,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>6,5</i>	<i>10,3</i>
Revenu net des entreprises individuelles	81 496	83 712	85 068	85 296	85 324	85 480	78 438	83 893
	<i>1,8</i>	<i>2,7</i>	<i>1,6</i>	<i>0,3</i>	<i>0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>4,4</i>	<i>7,0</i>
Impôts moins subventions	144 672	148 568	150 276	151 212	152 476	155 376	141 424	148 682
	<i>-0,1</i>	<i>2,7</i>	<i>1,1</i>	<i>0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>1,9</i>	<i>2,1</i>	<i>5,1</i>
Revenu personnel disponible	733 644	747 232	751 336	757 772	761 980	770 072	719 553	747 496
	<i>1,1</i>	<i>1,9</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>3,7</i>	<i>3,9</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	1,4	1,9	1,4	1,0	-0,4	-0,5	2,4	1,4

désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	633 820	637 204	642 702	648 794	659 323	663 207	619 401	640 630
	<i>1,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>1,6</i>	<i>0,6</i>	<i>3,1</i>	<i>3,4</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	208 019	209 664	210 713	211 801	213 700	215 332	204 593	210 049
	<i>0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>2,9</i>	<i>2,7</i>
Formation brute de capital fixe	236 204	237 551	241 206	245 637	250 127	252 735	225 199	240 150
	<i>1,4</i>	<i>0,6</i>	<i>1,5</i>	<i>1,8</i>	<i>1,8</i>	<i>1,0</i>	<i>5,9</i>	<i>6,6</i>
Investissements en stocks	3 944	2 367	17 458	22 370	15 292	11 444	11 065	11 535

Exportations de biens et services	449 268	469 204	465 940	462 289	468 491	469 458	439 784	461 675
	<i>0,1</i>	<i>4,4</i>	<i>-0,7</i>	<i>-0,8</i>	<i>1,3</i>	<i>0,2</i>	<i>-2,1</i>	<i>5,0</i>
Importations de biens et services	422 115	433 860	446 727	455 772	467 840	463 738	406 664	439 619
	<i>0,3</i>	<i>2,8</i>	<i>3,0</i>	<i>2,0</i>	<i>2,6</i>	<i>-0,9</i>	<i>4,1</i>	<i>8,1</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 107 771	1 121 455	1 131 229	1 137 256	1 143 279	1 152 277	1 092 388	1 124 428
	<i>0,6</i>	<i>1,2</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>2,0</i>	<i>2,9</i>
PIB aux prix de base, par industrie								
Industries productrices de biens	322 736	327 377	331 595	332 153	332 506	333 289	317 208	328 465
	<i>0,6</i>	<i>1,4</i>	<i>1,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>1,7</i>	<i>3,5</i>
Industries productrices de services	709 228	715 757	721 138	725 709	731 911	738 518	697 886	717 958
	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>2,5</i>	<i>2,9</i>
Production industrielle	241 580	245 842	248 988	248 848	248 497	248 763	238 435	246 314
	<i>0,3</i>	<i>1,8</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,7</i>	<i>3,3</i>
Fabrication de biens non durables	73 212	74 183	74 933	74 458	73 906	73 344	72 913	74 196
	<i>0,4</i>	<i>1,3</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,7</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,0</i>	<i>1,8</i>
Fabrication de biens durables	103 661	106 761	109 321	109 589	110 741	110 548	101 679	107 333
	<i>0,3</i>	<i>3,0</i>	<i>2,4</i>	<i>0,2</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>5,6</i>
Secteur des technologies de l'information et des communications (TIC)	60 472	61 276	62 150	62 785	63 991	65 113	57 076	61 671
	<i>2,8</i>	<i>1,3</i>	<i>1,4</i>	<i>1,0</i>	<i>1,9</i>	<i>1,8</i>	<i>3,8</i>	<i>8,0</i>
Fabrication	177 071	181 108	184 391	184 164	184 723	183 956	174 820	181 684
	<i>0,3</i>	<i>2,3</i>	<i>1,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>3,9</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	23 444	23 595	24 180	24 249	24 340	24 438	22 842	23 867
	<i>1,9</i>	<i>0,6</i>	<i>2,5</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>7,6</i>	<i>4,5</i>
Construction	58 168	58 319	58 815	59 503	60 180	60 637	56 273	58 701
	<i>1,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>1,2</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>4,4</i>	<i>4,3</i>
Commerce de gros	63 792	65 349	66 649	67 585	68 915	70 518	61 941	65 844
	<i>-0,5</i>	<i>2,4</i>	<i>2,0</i>	<i>1,4</i>	<i>2,0</i>	<i>2,3</i>	<i>5,6</i>	<i>6,3</i>
Commerce de détail	58 581	58 897	59 796	60 323	61 627	62 281	57 126	59 399
	<i>2,0</i>	<i>0,5</i>	<i>1,5</i>	<i>0,9</i>	<i>2,2</i>	<i>1,1</i>	<i>2,8</i>	<i>4,0</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

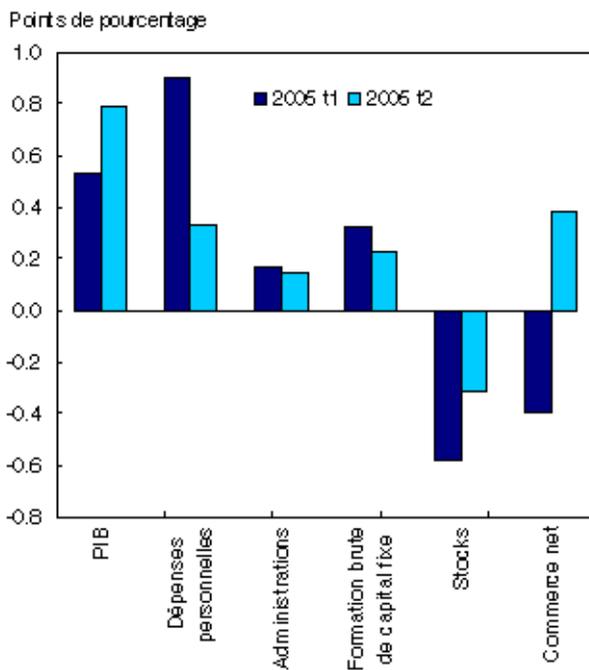
2 Taux actuel.

PIB en termes de revenus et de dépenses

Deuxième trimestre de 2005

La croissance généralisée de la demande de biens et de services s'est traduite par une augmentation de 0,8 % du PIB réel au deuxième trimestre, après une augmentation de 0,5 % au premier. La robustesse soutenue des dépenses personnelles et une reprise dans le secteur du logement ont contribué au solide rendement du deuxième trimestre.

Contribution à la variation en pourcentage du PIB



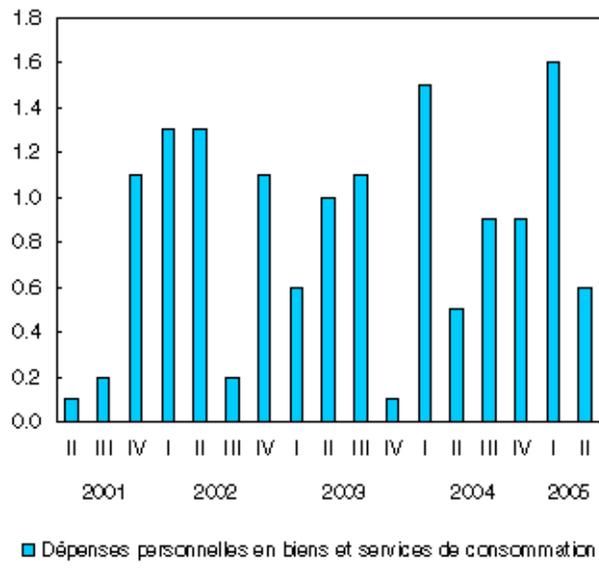
Les dépenses des consommateurs continuent de croître, après une performance spectaculaire au premier trimestre

Les dépenses des consommateurs en biens et services ont augmenté de 0,6 %, après une hausse marquée au premier trimestre de 1,6 %. Les achats de biens durables comme les véhicules automobiles, les équipements récréatifs, de sport et de camping et les appareils ménagers ont été particulièrement vigoureux. Les dépenses en biens non durables ont légèrement fléchi, en raison du déclin dans l'achat des carburants et des lubrifiants pour véhicules automobiles, attribuable à une utilisation moindre par les consommateurs, en réaction à l'augmentation de prix de 4,9 % de ces derniers auxquels ils ont fait face.

Bien que la croissance des dépenses personnelles ait ralenti, elle suit néanmoins cinq trimestres de performance solide et continue d'expliquer une bonne partie de la croissance du PIB global.

Les dépenses des consommateurs augmentent encore après un premier trimestre spectaculaire

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (1997)



La majeure partie de la croissance récente des dépenses personnelles a été financée par l'emprunt. Au cours des quatre dernières années, on a constaté une augmentation trimestrielle constante de l'emprunt net du secteur des ménages (c.-à-d. la différence entre les transactions financières trimestrielles en termes d'actif et de passif). Une partie importante de cette croissance est attribuable à l'augmentation trimestrielle soutenue du crédit à la consommation et des hypothèques, les consommateurs profitant des faibles taux d'intérêt. Bien que l'emprunt net et l'endettement du secteur des ménages aient augmenté de façon constante, ceci a été plus que contrebalancé par une augmentation de la valeur marchande de leurs actifs, notamment les biens immobiliers résidentiels. Le résultat net est que, même en tenant compte de l'augmentation de l'emprunt au cours des dernières années, la valeur nette du secteur des ménages continue de croître.

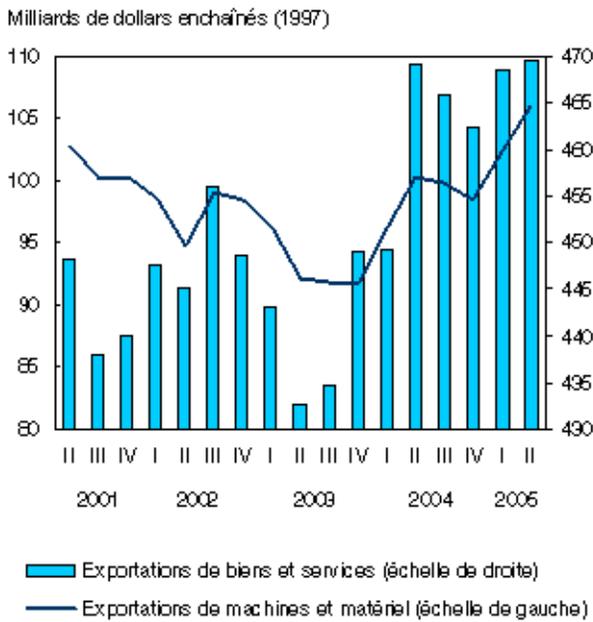
Les exportations de machinerie et de matériel entraînent les exportations totales à la hausse

Les exportations ont légèrement augmenté de 0,2 % au deuxième trimestre de 2005, et sont maintenant revenues aux sommets du deuxième trimestre de 2004. La croissance a été mixte, des gains étant enregistrés dans les exportations de biens industriels, de machines et matériel, de produits de l'agriculture et de la pêche et d'autres biens et services de consommation d'une part,

alors qu'une baisse était enregistrée d'autre part dans les exportations de produits automobiles, de produits de l'énergie et de produits de la forêt.

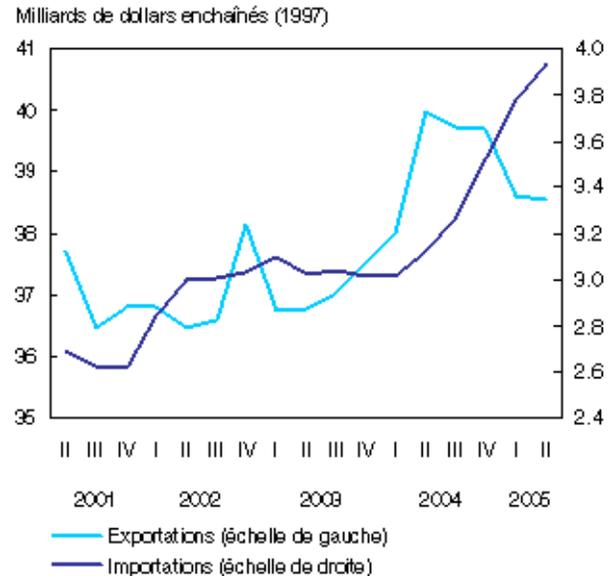
Les exportations de machines et matériel ont fait un bond de 3,7 %, après une augmentation de 3,9 % au premier trimestre, ce qui correspond au taux de croissance enregistré au cours de la première moitié de 2004. Les exportations de matériel de télécommunications, de machinerie agricole et d'aéronefs, de moteurs et de pièces ont représenté la majeure partie de cette augmentation. Les exportations de matériel de télécommunications ont augmenté de plus de 10 % au cours de la dernière année, et la production a augmenté de plus de 5 % au cours des premier et deuxième trimestres, un signe positif pour l'industrie des télécommunications qui connaît des moments difficiles.

Les exportations de machines et matériel contribuent à la hausse des exportations totales



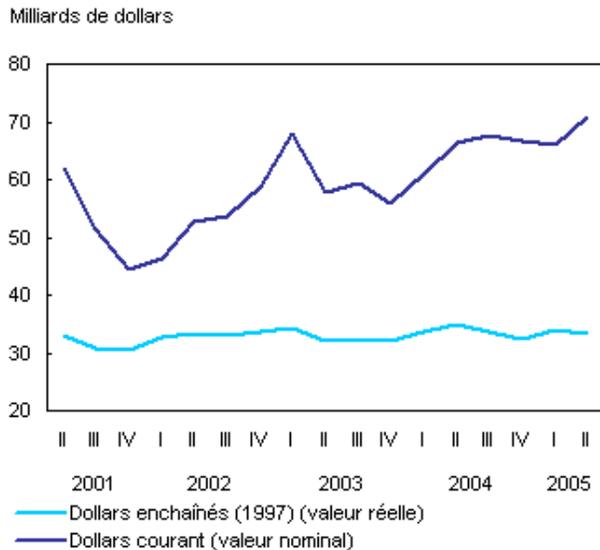
Après avoir affiché de solides gains au cours de la première moitié de 2004, les exportations de produits de la forêt ont fléchi pour un quatrième trimestre consécutif. Par ailleurs, la croissance des importations est demeurée forte. Cependant, même si les importations de produits de la forêt représentent un dixième des exportations, elles ont néanmoins enregistré une cinquième augmentation consécutive de plus de 3 %. La croissance dans le secteur de la construction a eu un impact sur les importations de produits de la forêt, car les compagnies canadiennes utilisent des matériaux qui viennent de l'étranger en plus de ceux produits au Canada. L'augmentation des produits fabriqués en bois, comme les revêtements, les planchers et les portes en bois, représente la majeure partie de cette augmentation.

Les importations de produits de la forêt augmentent alors que les exportations fléchissent



Bien que l'augmentation des prix de l'énergie ait eu un impact important sur la valeur des exportations d'énergie, le volume des exportations d'énergie a fléchi de 1,8 %, après avoir augmenté de 5,3 % au premier trimestre. Depuis le début de 2000, la valeur des exportations d'énergie du Canada a presque doublé et a été soumise à d'importantes oscillations trimestrielles. Par ailleurs, la quantité d'énergie exportée a été étonnamment stable, augmentant de 7 % depuis le début de 2000, soit une augmentation moyenne de 0,4 % par trimestre. En comparaison, la valeur des exportations d'énergie a augmenté de 84 %, ce qui représente une augmentation trimestrielle moyenne de 4 % pour la même période.

La valeur des exportations d'énergie fluctuent, alors que les volumes demeurent stables



Les importations totales ont fléchi de 0,9 % après quatre trimestres de croissance robuste. Les importations de produits automobiles, de produits de l'énergie, de biens et de matériaux industriels et autres biens de consommation ont toutes fléchi, alors que les machines et matériel ont affiché une augmentation modeste, pour un neuvième trimestre consécutif de croissance.

Reprise du secteur du logement, après une pause au premier trimestre

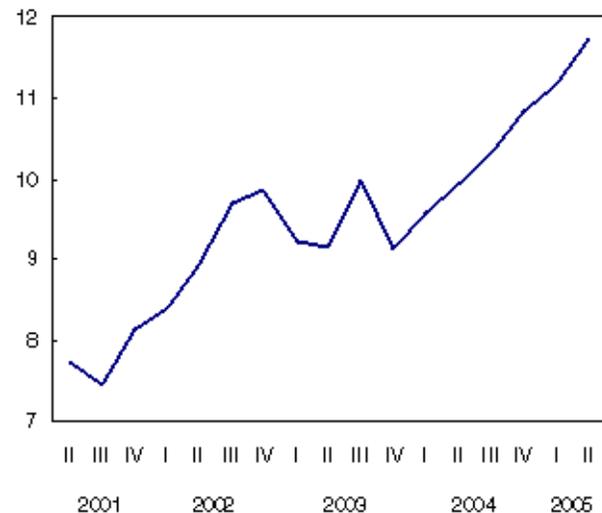
La construction résidentielle des entreprises a connu un regain ce trimestre-ci (+1,9 %), après un léger fléchissement au dernier trimestre (-0,4 %), son premier déclin depuis le premier trimestre de 2000. La force du secteur du logement continue de stimuler la demande d'hypothèques par le secteur résidentiel, qui a bondi de 5,3 % au deuxième trimestre. Les ventes de logements unifamiliaux achevés ont été de loin supérieures à celles des logements multiples, ce qui inverse la tendance constatée au trimestre précédent. Les activités de rénovation ont également repris ce trimestre-ci (+2,0 %), et elles ont affiché une augmentation de 2 % ou plus au cours de 6 des 10 derniers trimestres. Les coûts de transfert de propriété, qui sont indicatifs de la robustesse du marché de la revente des maisons, ont affiché une hausse spectaculaire (+7,6 %), marquant ainsi un retour au niveau record du milieu de 2004.

Alors que l'investissement en structures résidentielles ait rebondi après la baisse affichée au premier trimestre, l'investissement dans les ouvrages non résidentiels et ainsi qu'en machines et matériel ont tous deux ralenti, après un premier trimestre robuste. L'investissement en machines et

matériel, qui a contribué le plus à la croissance de l'investissement global des entreprises au cours des deux dernières années, a ralenti au deuxième trimestre, en raison de la baisse de l'investissement en machinerie industrielle, le matériel de télécommunications et en autres machines. L'investissement en des camions a continué sa poussée, la demande de camions lourds commerciaux étant sans cesse à la hausse depuis 2003. Les commandes augmentent, car les compagnies remplacent leur parc de camions vieillissants et accroissent leur capacité. Les rapports émanant de l'industrie indiquent que le taux d'exploitation des entreprises de camionnage est maintenant supérieur à 95 %, le niveau le plus élevé depuis plus d'une décennie.

L'investissement en camions continue de rouler

Milliards de dollars enchaînés (1997)



Ralentissement de l'accumulation des stocks

Les stocks des entreprises (exclusion faite des stocks agricoles) ont augmenté de 8,7 milliards de dollars au cours du trimestre, soit 3,8 milliards de dollars de moins qu'au trimestre précédent. L'accumulation massive des stocks au cours des deux derniers trimestres de 2004 a considérablement ralenti, particulièrement dans le secteur de la fabrication.

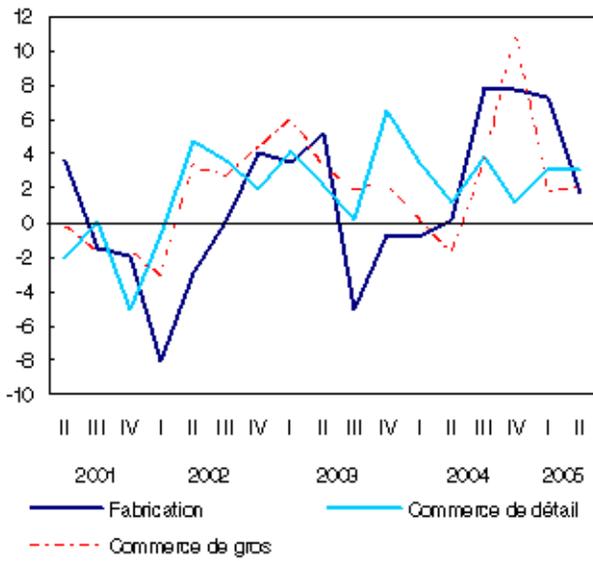
La majeure partie du ralentissement de l'accumulation des stocks dans le secteur de la fabrication au deuxième trimestre s'explique par une baisse des stocks d'aéronefs. L'investissement des grossistes en stocks a augmenté légèrement, après un ralentissement marqué de l'accumulation des stocks au cours du premier trimestre. L'augmentation constatée dans les matériaux de

construction, les véhicules automobiles et autres biens durables a été compensée par la baisse des stocks de machines et matériel.

Le ratio des stocks aux ventes pour l'ensemble de l'économie a augmenté légèrement, les stocks étant suffisants pour répondre à 62 jours de ventes aux prix courants.

L'investissement des fabricants en stocks ralentit considérablement

Milliards de dollars enchaînés (1997)

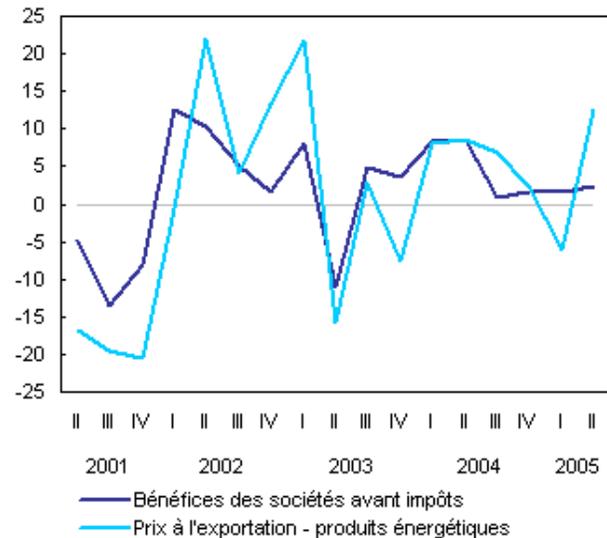


Les prix des produits de base accroissent les profits des sociétés

Les profits des sociétés ont augmenté de 2,3 %, une accélération par rapport à la hausse de 1,7 % du premier trimestre, mais bien en deçà des taux de l'année dernière. La croissance des profits a été concentrée dans les industries non financières, les industries minières et des combustibles minéraux affichant des profits importants, en raison des prix élevés des produits de base. La plupart des variations récentes des profits des sociétés ont été alimentées par les prix fluctuants des ressources.

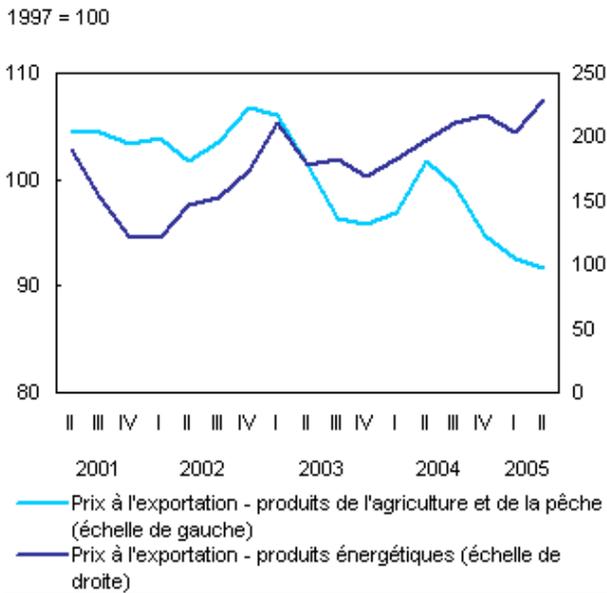
Les prix de l'énergie alimentent les profits des sociétés

Variation trimestrielle en %



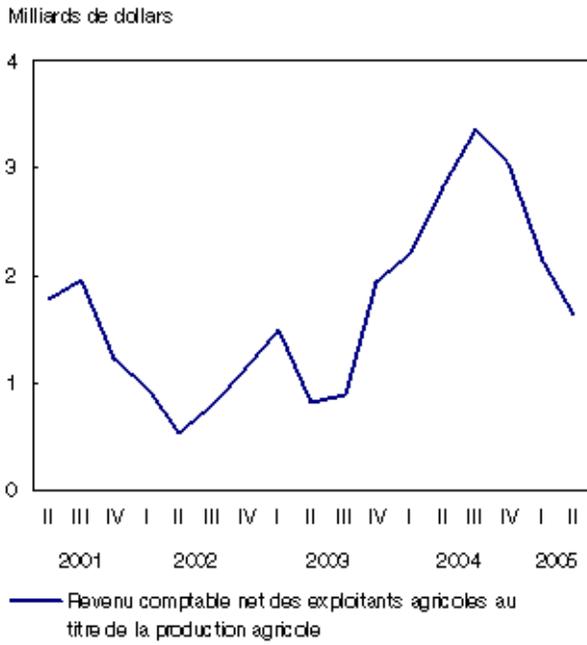
Bien que les prix dans le secteur de l'énergie aient contribué à la croissance du revenu, on ne peut en dire autant du secteur agricole. Les prix des denrées agricoles (céréales et graines oléagineuses) ont fléchi en raison de la piètre qualité des récoltes de céréales dans les Prairies en 2004, de la robustesse de la devise canadienne et des faibles prix mondiaux, attribuables aux importants stocks mondiaux.

Les prix des ressources n'évoluent pas tous dans la même direction



Le résultat final a été un fléchissement marqué du revenu des exploitants agricoles au titre de la production agricole, déclin qui s'est poursuivi pour un troisième trimestre consécutif.

Les prix moins élevés des denrées agricoles font chuter le revenu des fermiers



L'épargne nationale augmente après deux trimestres de baisse

L'épargne des administrations publiques a augmenté de 4,5 milliards de dollars par rapport au premier trimestre pour atteindre 29,6 milliards de dollars. Les revenus ont augmenté de 1,7 %, soit presque le double du taux enregistré au trimestre précédent, et attribuable principalement à une augmentation du revenu sur l'impôt des sociétés et des entreprises publiques (+2,6 %) et des particuliers (+3,4 %). Les dépenses ont ralenti, augmentant de 1,0 %, en raison du ralentissement des dépenses publiques courantes en biens et services (+1,3 %) et de la réduction des transferts des administrations publiques aux entreprises (-6,1 %) et aux non-résidents (-27,5 %).

L'épargne des ménages est demeurée relativement stable, les revenus et les dépenses augmentant tous deux de 1,5 %. La croissance du revenu personnel s'est accélérée au cours du dernier trimestre, profitant de la croissance du revenu du travail et de la hausse des paiements de transfert au titre de la sécurité sociale. Le taux d'épargne des ménages s'établit à -0,5 %.

L'épargne des sociétés a diminué légèrement au deuxième trimestre mais elle demeure près du niveau record atteint au trimestre précédent. L'épargne nationale—l'épargne des ménages, des entreprises et des administrations publiques canadiennes—a augmenté de 2,3 % au cours du trimestre.

Produit intérieur brut en termes de revenus, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	2003	2004
données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Rémunération des salariés	633 052 <i>1,0</i>	641 204 <i>1,3</i>	647 288 <i>0,9</i>	654 312 <i>1,1</i>	661 864 <i>1,2</i>	671 856 <i>1,5</i>	617 753 <i>4,2</i>	643 964 <i>4,2</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	163 128 <i>8,4</i>	177 176 <i>8,6</i>	178 804 <i>0,9</i>	181 484 <i>1,5</i>	184 580 <i>1,7</i>	188 828 <i>2,3</i>	147 592 <i>8,7</i>	175 148 <i>18,7</i>
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	11 836 <i>2,5</i>	11 324 <i>-4,3</i>	12 084 <i>6,7</i>	12 124 <i>0,3</i>	12 692 <i>4,7</i>	12 344 <i>-2,7</i>	11 630 <i>0,9</i>	11 842 <i>1,8</i>
Intérêts et revenus divers de placements	51 828 <i>3,3</i>	55 380 <i>6,9</i>	57 112 <i>3,1</i>	57 312 <i>0,4</i>	57 572 <i>0,5</i>	57 972 <i>0,7</i>	50 223 <i>6,5</i>	55 408 <i>10,3</i>
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	2 220 <i>14,9</i>	2 828 <i>27,4</i>	3 364 <i>19,0</i>	3 052 <i>-9,3</i>	2 140 <i>-29,9</i>	1 632 <i>-23,7</i>	1 280 <i>49,7</i>	2 866 <i>123,9</i>
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	79 276 <i>1,5</i>	80 884 <i>2,0</i>	81 704 <i>1,0</i>	82 244 <i>0,7</i>	83 184 <i>1,1</i>	83 848 <i>0,8</i>	77 158 <i>3,9</i>	81 027 <i>5,0</i>
Ajustement de la valeur des stocks	-4 444 ...	-5 856 ...	796 ...	2 828 ...	84 ...	-2 224 ...	5 075 ...	-1 669 ...
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	57 576 <i>0,8</i>	58 508 <i>1,6</i>	58 672 <i>0,3</i>	59 160 <i>0,8</i>	59 340 <i>0,3</i>	60 240 <i>1,5</i>	56 376 <i>4,4</i>	58 479 <i>3,7</i>
Produit intérieur net aux prix de base	994 472 <i>1,8</i>	1 021 448 <i>2,7</i>	1 039 824 <i>1,8</i>	1 052 516 <i>1,2</i>	1 061 456 <i>0,8</i>	1 074 496 <i>1,2</i>	967 087 <i>5,9</i>	1 027 065 <i>6,2</i>
Impôts moins subventions, sur produits	87 096 <i>-0,6</i>	90 060 <i>3,4</i>	91 604 <i>1,7</i>	92 052 <i>0,5</i>	93 136 <i>1,2</i>	95 136 <i>2,1</i>	85 048 <i>0,6</i>	90 203 <i>6,1</i>
Provisions pour consommation de capital	168 948 <i>1,6</i>	171 540 <i>1,5</i>	173 552 <i>1,2</i>	175 408 <i>1,1</i>	177 644 <i>1,3</i>	180 020 <i>1,3</i>	163 602 <i>4,9</i>	172 362 <i>5,4</i>
Divergence statistique	1 864 ...	1 220 ...	504 ...	-1 368 ...	-1 832 ...	-2 044 ...	454 ...	555 ...
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 252 380 <i>1,6</i>	1 284 268 <i>2,5</i>	1 305 484 <i>1,7</i>	1 318 608 <i>1,0</i>	1 330 404 <i>0,9</i>	1 347 608 <i>1,3</i>	1 216 191 <i>5,4</i>	1 290 185 <i>6,1</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Produit intérieur brut en termes de dépenses, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	2003	2004
données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	708 200	717 384	724 980	734 376	748 520	756 532	687 791	721 235
	<i>2,0</i>	<i>1,3</i>	<i>1,1</i>	<i>1,3</i>	<i>1,9</i>	<i>1,1</i>	<i>4,8</i>	<i>4,9</i>
Biens durables	93 688	94 412	95 236	96 964	99 772	100 528	93 600	95 075
	<i>2,6</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>1,8</i>	<i>2,9</i>	<i>0,8</i>	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>
Biens semi-durables	60 616	61 188	62 116	62 140	63 964	64 644	58 642	61 515
	<i>2,8</i>	<i>0,9</i>	<i>1,5</i>	<i>0,0</i>	<i>2,9</i>	<i>1,1</i>	<i>2,7</i>	<i>4,9</i>
Biens non durables	173 088	176 340	178 728	182 132	185 200	187 676	168 502	177 572
	<i>2,4</i>	<i>1,9</i>	<i>1,4</i>	<i>1,9</i>	<i>1,7</i>	<i>1,3</i>	<i>6,4</i>	<i>5,4</i>
Services	380 808	385 444	388 900	393 140	399 584	403 684	367 047	387 073
	<i>1,6</i>	<i>1,2</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>1,6</i>	<i>1,0</i>	<i>5,3</i>	<i>5,5</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	244 564	248 040	249 356	252 176	257 156	261 260	236 631	248 534
	<i>1,2</i>	<i>1,4</i>	<i>0,5</i>	<i>1,1</i>	<i>2,0</i>	<i>1,6</i>	<i>5,7</i>	<i>5,0</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	32 596	33 116	33 272	33 380	33 912	34 236	30 953	33 091
	<i>3,7</i>	<i>1,6</i>	<i>0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>1,6</i>	<i>1,0</i>	<i>4,1</i>	<i>6,9</i>
Investissements des administrations publiques en stocks	-76	260	156	-256	20	112	15	21
Formation brute de capital fixe des entreprises	218 556	224 716	228 744	231 452	237 424	242 600	207 120	225 867
	<i>2,1</i>	<i>2,8</i>	<i>1,8</i>	<i>1,2</i>	<i>2,6</i>	<i>2,2</i>	<i>5,8</i>	<i>9,1</i>
Bâtiments résidentiels	79 820	83 016	84 876	86 516	87 156	89 484	72 971	83 557
	<i>3,4</i>	<i>4,0</i>	<i>2,2</i>	<i>1,9</i>	<i>0,7</i>	<i>2,7</i>	<i>11,0</i>	<i>14,5</i>
Ouvrages non résidentiels	55 576	56 652	57 828	58 500	60 684	62 160	53 883	57 139
	<i>0,1</i>	<i>1,9</i>	<i>2,1</i>	<i>1,2</i>	<i>3,7</i>	<i>2,4</i>	<i>7,8</i>	<i>6,0</i>
Machines et matériel	83 160	85 048	86 040	86 436	89 584	90 956	80 266	85 171
	<i>2,1</i>	<i>2,3</i>	<i>1,2</i>	<i>0,5</i>	<i>3,6</i>	<i>1,5</i>	<i>0,1</i>	<i>6,1</i>
Investissement des entreprises en stocks	-764	-1 276	13 636	19 436	12 196	7 216	7 239	7 758
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Non agricoles	-1 968	-2 708	12 088	17 636	10 960	6 004	6 018	6 262
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Agricultures	1 204	1 432	1 548	1 800	1 236	1 212	1 221	1 496
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Exportations de biens et services	466 872	507 364	505 948	490 136	495 680	507 376	461 266	492 580
	<i>2,2</i>	<i>8,7</i>	<i>-0,3</i>	<i>-3,1</i>	<i>1,1</i>	<i>2,4</i>	<i>-3,5</i>	<i>6,8</i>
Biens	404 808	443 740	442 276	425 736	430 088	441 000	400 176	429 140
	<i>2,6</i>	<i>9,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>-3,7</i>	<i>1,0</i>	<i>2,5</i>	<i>-3,4</i>	<i>7,2</i>
Services	62 064	63 624	63 672	64 400	65 592	66 376	61 090	63 440
	<i>-0,4</i>	<i>2,5</i>	<i>0,1</i>	<i>1,1</i>	<i>1,9</i>	<i>1,2</i>	<i>-4,6</i>	<i>3,8</i>
Moins: Importations de biens et services	415 708	444 116	450 100	443 460	456 336	463 768	414 370	438 346
	<i>1,3</i>	<i>6,8</i>	<i>1,3</i>	<i>-1,5</i>	<i>2,9</i>	<i>1,6</i>	<i>-3,1</i>	<i>5,8</i>
Biens	340 772	367 712	375 832	368 000	378 680	384 480	342 611	363 079
	<i>1,4</i>	<i>7,9</i>	<i>2,2</i>	<i>-2,1</i>	<i>2,9</i>	<i>1,5</i>	<i>-4,0</i>	<i>6,0</i>
Services	74 936	76 404	74 268	75 460	77 656	79 288	71 759	75 267
	<i>1,2</i>	<i>2,0</i>	<i>-2,8</i>	<i>1,6</i>	<i>2,9</i>	<i>2,1</i>	<i>1,2</i>	<i>4,9</i>
Divergence statistique	-1 860	-1 220	-508	1 368	1 832	2 044	-454	-555
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 252 380	1 284 268	1 305 484	1 318 608	1 330 404	1 347 608	1 216 191	1 290 185
	<i>1,6</i>	<i>2,5</i>	<i>1,7</i>	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>5,4</i>	<i>6,1</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 203 916</i>	<i>1 223 256</i>	<i>1 236 352</i>	<i>1 251 384</i>	<i>1 277 012</i>	<i>1 294 628</i>	<i>1 162 495</i>	<i>1 228 727</i>
	<i>1,9</i>	<i>1,6</i>	<i>1,1</i>	<i>1,2</i>	<i>2,0</i>	<i>1,4</i>	<i>5,1</i>	<i>5,7</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	2003	2004
données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)[2]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	633 820	637 204	642 702	648 794	659 323	663 207	619 401	640 630
	<i>1,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>1,6</i>	<i>0,6</i>	<i>3,1</i>	<i>3,4</i>
Biens durables	96 473	97 320	98 552	100 130	102 841	104 293	95 189	98 119
	<i>3,1</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>	<i>2,7</i>	<i>1,4</i>	<i>2,1</i>	<i>3,1</i>
Biens semi-durables	58 512	59 140	60 337	60 344	61 932	62 698	56 474	59 583
	<i>3,3</i>	<i>1,1</i>	<i>2,0</i>	<i>0,0</i>	<i>2,6</i>	<i>1,2</i>	<i>3,4</i>	<i>5,5</i>
Biens non durables	142 733	142 697	143 747	145 154	147 201	147 032	140 349	143 583
	<i>1,2</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,7</i>	<i>1,0</i>	<i>1,4</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,3</i>	<i>2,3</i>
Services	336 948	339 036	341 202	344 352	348 810	350 935	328 208	340 385
	<i>1,0</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>0,6</i>	<i>3,7</i>	<i>3,7</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	208 019	209 664	210 713	211 801	213 700	215 332	204 593	210 049
	<i>0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>2,9</i>	<i>2,7</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	31 743	31 635	31 614	31 894	32 394	32 254	30 237	31 722
	<i>2,9</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,9</i>	<i>1,6</i>	<i>-0,4</i>	<i>4,5</i>	<i>4,9</i>
Investissement des administrations publiques en stocks	-68	224	136	-216	16	92	14	19
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Formation brute de capital fixe des entreprises	204 552	205 996	209 654	213 796	217 784	220 514	195 047	208 500
	<i>1,1</i>	<i>0,7</i>	<i>1,8</i>	<i>2,0</i>	<i>1,9</i>	<i>1,3</i>	<i>6,2</i>	<i>6,9</i>
Bâtiments résidentiels	65 048	66 017	67 165	68 019	67 765	69 058	61 436	66 562
	<i>2,1</i>	<i>1,5</i>	<i>1,7</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,4</i>	<i>1,9</i>	<i>6,2</i>	<i>8,3</i>
Ouvrages non résidentiels	47 785	47 815	48 018	48 124	49 631	50 132	47 534	47 936
	<i>-1,5</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>3,1</i>	<i>1,0</i>	<i>5,7</i>	<i>0,8</i>
Machines et matériel	91 328	91 675	94 175	97 838	101 025	101 815	85 415	93 754
	<i>2,0</i>	<i>0,4</i>	<i>2,7</i>	<i>3,9</i>	<i>3,3</i>	<i>0,8</i>	<i>6,4</i>	<i>9,8</i>
Investissement des entreprises en stocks	4 021	2 118	17 308	22 619	15 271	11 334	11 052	11 517
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Non agricoles	834	-610	14 331	19 281	12 462	8 681	7 327	8 459
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Agricultures	2 881	2 369	2 285	2 555	2 115	2 030	3 438	2 523
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Exportations de biens et services	449 268	469 204	465 940	462 289	468 491	469 458	439 784	461 675
	<i>0,1</i>	<i>4,4</i>	<i>-0,7</i>	<i>-0,8</i>	<i>1,3</i>	<i>0,2</i>	<i>-2,1</i>	<i>5,0</i>
Biens	392 184	411 461	408 164	404 037	409 216	409 557	383 414	403 962
	<i>0,3</i>	<i>4,9</i>	<i>-0,8</i>	<i>-1,0</i>	<i>1,3</i>	<i>0,1</i>	<i>-1,8</i>	<i>5,4</i>
Services	57 240	57 967	57 991	58 439	59 454	60 061	56 495	57 909
	<i>-1,1</i>	<i>1,3</i>	<i>0,0</i>	<i>0,8</i>	<i>1,7</i>	<i>1,0</i>	<i>-4,0</i>	<i>2,5</i>
Moins: Importations de biens et services	422 115	433 860	446 727	455 772	467 840	463 738	406 664	439 619
	<i>0,3</i>	<i>2,8</i>	<i>3,0</i>	<i>2,0</i>	<i>2,6</i>	<i>-0,9</i>	<i>4,1</i>	<i>8,1</i>
Biens	355 794	367 858	381 683	387 869	398 506	393 799	344 797	373 301
	<i>0,3</i>	<i>3,4</i>	<i>3,8</i>	<i>1,6</i>	<i>2,7</i>	<i>-1,2</i>	<i>3,6</i>	<i>8,3</i>
Services	65 934	65 924	65 358	68 008	69 496	69 925	61 787	66 306
	<i>0,3</i>	<i>-0,0</i>	<i>-0,9</i>	<i>4,1</i>	<i>2,2</i>	<i>0,6</i>	<i>6,4</i>	<i>7,3</i>
Divergence statistique	-1 645	-1 065	-440	1 180	1 574	1 748	-405	-493
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 107 771	1 121 455	1 131 229	1 137 256	1 143 279	1 152 277	1 092 388	1 124 428
	<i>0,6</i>	<i>1,2</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>2,0</i>	<i>2,9</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 077 392</i>	<i>1 083 788</i>	<i>1 093 886</i>	<i>1 105 353</i>	<i>1 122 149</i>	<i>1 130 237</i>	<i>1 048 895</i>	<i>1 090 105</i>
	<i>1,3</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>1,5</i>	<i>0,7</i>	<i>3,6</i>	<i>3,9</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

2 Les séries en dollars enchaînés sont calculées en multipliant l'indice de quantité de type chaîne par les séries en dollars courants correspondantes, le tout divisé par 100. Étant donné que la formule de calcul des indices de quantité de type chaîne utilisent des poids provenant de plus d'une période, les estimés de dollars en chaîne qui en sont dérivés ne sont généralement pas additifs.

Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation annualisée en pourcentage[1]

	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	2003	2004
	variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre aux taux annuels, dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	6,1	2,2	3,5	3,8	6,7	2,4	3,1	3,4
Biens durables	12,9	3,6	5,2	6,6	11,3	5,8	2,1	3,1
Biens semi-durables	13,9	4,4	8,3	0,0	10,9	5,0	3,4	5,5
Biens non durables	5,0	-0,1	3,0	4,0	5,8	-0,5	2,3	2,3
Services	3,9	2,5	2,6	3,7	5,3	2,5	3,7	3,7
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	2,6	3,2	2,0	2,1	3,6	3,1	2,9	2,7
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	12,2	-1,4	-0,3	3,6	6,4	-1,7	4,5	4,9
Investissement des administrations publiques en stocks[2]	-100	292	-88	-352	232	76	54	5
Formation brute de capital fixe des entreprises	4,6	2,9	7,3	8,1	7,7	5,1	6,2	6,9
Bâtiments résidentiels	8,8	6,1	7,1	5,2	-1,5	7,9	6,2	8,3
Ouvrages non résidentiels	-5,8	0,3	1,7	0,9	13,1	4,1	5,7	0,8
Machines et matériel	8,0	1,5	11,4	16,5	13,7	3,2	6,4	9,8
Investissement des entreprises en stocks[2]	-5 777	-1 903	15 190	5 311	-7 348	-3 937	9 252	464
Non agricoles[2]	-4 939	-1 444	14 941	4 950	-6 819	-3 781	4 936	1 132
Agricultures[2]	-864	-512	-84	270	-440	-85	4 193	-916
Exportations de biens et services	0,3	19,0	-2,8	-3,1	5,5	0,8	-2,1	5,0
Biens	1,1	21,2	-3,2	-4,0	5,2	0,3	-1,8	5,4
Services	-4,3	5,2	0,2	3,1	7,1	4,1	-4,0	2,5
Moins: Importations de biens et services	1,1	11,6	12,4	8,3	11,0	-3,5	4,1	8,1
Biens	1,0	14,3	15,9	6,6	11,4	-4,6	3,6	8,3
Services	1,2	-0,1	-3,4	17,2	9,0	2,5	6,4	7,3
Divergence statistique[2]	-488	580	625	1 620	394	174	222	-88
Produit intérieur brut aux prix du marché	2,6	5,0	3,5	2,1	2,1	3,2	2,0	2,9
<i>Demande intérieure finale</i>	5,3	2,4	3,8	4,3	6,2	2,9	3,6	3,9

1 Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, annualisée.

2 Variation en millions de dollars, aux taux annuels.

Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, en termes de dépenses[1]

	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	2003	2004
	calculées à partir de données désaisonnalisées, points de pourcentage							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0,844	0,301	0,481	0,526	0,904	0,331	1,769	1,933
Biens durables	0,227	0,065	0,093	0,117	0,199	0,105	0,164	0,232
Biens semi-durables	0,157	0,052	0,096	0,001	0,124	0,059	0,164	0,262
Biens non durables	0,169	-0,003	0,101	0,134	0,195	-0,016	0,314	0,320
Services	0,291	0,188	0,191	0,275	0,386	0,183	1,126	1,118
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,124	0,154	0,096	0,099	0,172	0,148	0,564	0,521
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,074	-0,009	-0,002	0,022	0,040	-0,011	0,118	0,126
Investissement des administrations publiques en stocks	-0,009	0,027	-0,008	-0,031	0,021	0,007	0,005	0,000
Formation brute de capital fixe des entreprises	0,195	0,124	0,310	0,344	0,328	0,224	1,033	1,174
Bâtiments résidentiels	0,133	0,096	0,112	0,083	-0,025	0,125	0,356	0,509
Ouvrages non résidentiels	-0,067	0,003	0,019	0,010	0,139	0,046	0,247	0,039
Machines et matériel	0,128	0,025	0,179	0,252	0,214	0,053	0,430	0,627
Investissement des entreprises en stocks	-0,476	-0,155	1,228	0,414	-0,577	-0,309	0,815	-0,009
Non agricoles	-0,416	-0,120	1,234	0,397	-0,550	-0,303	0,452	0,065
Agricultures	-0,060	-0,035	-0,006	0,017	-0,027	-0,006	0,363	-0,073
Exportations de biens et services	0,030	1,677	-0,274	-0,299	0,497	0,077	-0,848	1,901
Biens	0,085	1,614	-0,276	-0,337	0,413	0,027	-0,633	1,774
Services	-0,056	0,063	0,002	0,038	0,085	0,050	-0,214	0,127
Moins: Importations de biens et services	0,090	0,936	1,014	0,685	0,890	-0,304	1,460	2,707
Biens	0,071	0,937	1,065	0,457	0,765	-0,340	1,084	2,284
Services	0,019	-0,001	-0,050	0,227	0,125	0,036	0,376	0,423
Divergence statistique	-0,044	0,052	0,056	0,143	0,035	0,015	0,020	-0,007
Produit intérieur brut aux prix du marché	0,647	1,235	0,872	0,533	0,530	0,787	2,017	2,933
<i>Demande intérieure finale</i>	1,237	0,570	0,885	0,991	1,443	0,692	3,484	3,753

1 Les données en dollars enchaînés (1997) du tableau "Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage" ne s'additionnent pas. Les contributions à la variation en pourcentage du tableau ci-dessus peuvent s'additionner et fournissent une mesure de la composition de la croissance du PIB.

Produit intérieur brut, indices implicites de prix en chaîne[1]

	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	2003	2004
calculés à partir de données désaisonnalisées, (1997 = 100)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	111,7 <i>0,5</i>	112,6 <i>0,8</i>	112,8 <i>0,2</i>	113,2 <i>0,4</i>	113,5 <i>0,3</i>	114,1 <i>0,5</i>	111,0 <i>1,6</i>	112,6 <i>1,4</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	117,6 <i>0,6</i>	118,3 <i>0,6</i>	118,3 <i>0,0</i>	119,1 <i>0,7</i>	120,3 <i>1,0</i>	121,3 <i>0,8</i>	115,7 <i>2,7</i>	118,3 <i>2,3</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	102,7 <i>0,8</i>	104,7 <i>1,9</i>	105,2 <i>0,5</i>	104,7 <i>-0,5</i>	104,7 <i>0,0</i>	106,1 <i>1,3</i>	102,4 <i>-0,4</i>	104,3 <i>1,9</i>
Formation brute de capital fixe des entreprises	106,8 <i>0,8</i>	109,1 <i>2,2</i>	109,1 <i>0,0</i>	108,3 <i>-0,7</i>	109,0 <i>0,6</i>	110,0 <i>0,9</i>	106,2 <i>-0,4</i>	108,3 <i>2,0</i>
Exportations de biens et services	103,9 <i>2,1</i>	108,1 <i>4,0</i>	108,6 <i>0,5</i>	106,0 <i>-2,4</i>	105,8 <i>-0,2</i>	108,1 <i>2,2</i>	104,9 <i>-1,4</i>	106,7 <i>1,7</i>
Moins: Importations de biens et services	98,5 <i>1,0</i>	102,4 <i>4,0</i>	100,8 <i>-1,6</i>	97,3 <i>-3,5</i>	97,5 <i>0,2</i>	100,0 <i>2,6</i>	102,0 <i>-6,9</i>	99,8 <i>-2,2</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	113,1 <i>1,0</i>	114,5 <i>1,2</i>	115,4 <i>0,8</i>	115,9 <i>0,4</i>	116,4 <i>0,4</i>	117,0 <i>0,5</i>	111,4 <i>3,3</i>	114,7 <i>3,0</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>111,7</i> <i>0,5</i>	<i>112,9</i> <i>1,1</i>	<i>113,0</i> <i>0,1</i>	<i>113,2</i> <i>0,2</i>	<i>113,8</i> <i>0,5</i>	<i>114,5</i> <i>0,6</i>	<i>110,8</i> <i>1,4</i>	<i>112,7</i> <i>1,7</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

PIB par industrie

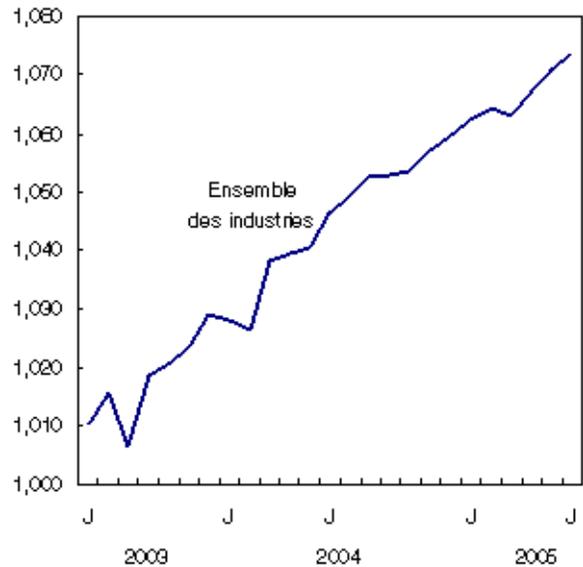
Juin 2005

L'économie canadienne a légèrement progressé de 0,2 % en juin après avoir affiché une croissance de 0,3 % en mai et de 0,4 % en avril. La hausse observée en juin est surtout attribuable aux industries productrices de services, l'activité économique ayant été ralentie par une diminution marquée de l'exploration pétrolière et gazière causée par des conditions météorologiques défavorables dans les Prairies. Les industries productrices de services ont enregistré une augmentation de 0,4 %, tandis que les industries productrices de biens ont affiché une légère baisse de 0,1%.

La production industrielle (c'est-à-dire la production des mines, des services publics et des fabricants) a diminué de 0,3 %, la baisse enregistrée dans le secteur de l'extraction minière, de pétrole et de gaz de même que la contraction de la production manufacturière ayant éclipsé le bond de 2,8 % des services publics. La production d'électricité a progressé de 3,7 %, stimulée par le début d'une vague de chaleur dans le centre du Canada qui a duré la plus grande partie de l'été. Aux États-Unis, l'indice de la production industrielle s'est accru de 0,8 %, les trois secteurs (l'extraction minière, les services publics et la fabrication) affichant une croissance.

L'activité économique en hausse

PIB milliards de dollars enchaînés (1997)



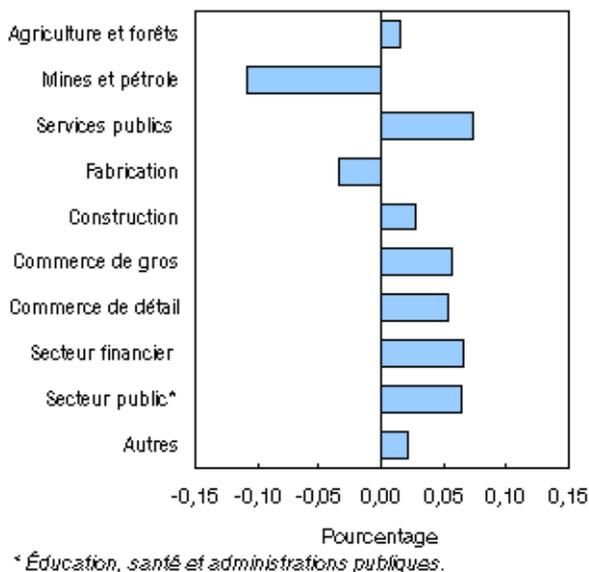
Note aux lecteurs

Les données mensuelles du produit intérieur brut (PIB) par industrie sont exprimées en dollars enchaînés avec 1997 comme année de référence. Ceci veut dire que les estimations pour chaque industrie et agrégat sont obtenues à partir d'un indice enchaîné de volume multiplié par la valeur ajoutée par l'industrie en 1997. Pour la période s'étendant de 1997 à 2001, les estimations mensuelles sont ajustés aux indices de volume Fisher enchaînés annuellement du PIB réel obtenus des tableaux d'entrées-sorties. Pour la période débutant en janvier 2002, les estimations mensuelles sont obtenues en enchaînant un indice de volume Laspeyres aux prix de 2001 à la période précédente. Ceci rend les estimations du PIB mensuel par industrie plus comparables à celles du PIB selon les dépenses, enchaînées trimestriellement. Pour plus de renseignements, consultez la page *Indices de volume en chaîne Fisher* de notre site web.

Conversion à SCIAN 2002

Avec la publication de septembre 2005 (juillet comme mois de référence), le programme du PIB mensuel par industrie utilisera le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) 2002 à la place du SCIAN 1997. Par ailleurs, nous planifions également d'introduire des modifications au niveau de détail par industrie actuellement publié. L'objectif de ces modifications est de réduire le nombre d'industries dont la contribution à l'activité économique totale s'est érodée et d'introduire davantage de détails là où elle s'est accentuée, tels que dans certaines industries de services. L'introduction de ces modifications permettra au programme du PIB mensuel de mieux refléter la structure actuelle de l'économie canadienne. De plus amples informations sur les changements envisagés seront bientôt disponibles.

Contribution des principaux secteurs industriels à la croissance totale – juin 2005



La pluie ralentit l'exploration pétrolière et gazière

La production du secteur de l'extraction minière, de pétrole et de gaz a reculé de 2,0 %, alors que les pluies de juin sur les Prairies ont très fortement ralenti l'exploration pétrolière et gazière (-12 %) par rapport au bond qu'elle avait affiché en mai (+15 %). Les mois de mars et avril avaient également enregistré une activité réduite, également attribuable au mauvais temps. Malgré ce dernier repli, le niveau de production dans le secteur de l'exploration pétrolière et gazière demeure près de ceux enregistrés dans la première moitié de 2004, et les premiers indices laissent supposer un retour aux niveaux élevés observés dans la dernière partie de 2004.

L'extraction de pétrole et de gaz a encore diminué en juin (-0,4 %), la reprise complète des activités dans les sables bitumineux à la suite des difficultés rencontrées plus tôt cette année n'étant pas prévue avant l'automne, selon des sources de l'industrie. Hormis l'extraction pétrolière et gazière, les activités minières ont subi un fléchissement de 3,0 %, la chute de la production des mines minérales non métalliques (comprenant les mines de diamants et de potasse) ayant effacé un gain de 4,5 % dans la production de minerais métalliques.

Le commerce de gros et de détail continue de progresser

Le commerce de gros a affiché une croissance de 0,9 % en juin, propulsé par la demande d'ordinateurs et d'autres appareils électroniques de même que d'articles personnels et ménagers. Les grossistes de véhicules automobiles et

les grossistes de produits divers (comme les produits chimiques et les engrais) ont toutefois enregistré les plus importantes diminutions.

Stimulé par des programmes spéciaux d'incitation à l'achat de véhicules automobiles neufs, le commerce de détail a affiché une hausse de 1,0 % grâce à la vigueur des ventes des concessionnaires automobiles en juin. Ces programmes se sont prolongés pendant l'été et des résultats provisoires indiquent que le nombre de véhicules automobiles neufs vendus a progressé de 7 % en juillet, un rythme semblable à celui de juin. En excluant les ventes de véhicules automobiles neufs, le commerce de détail a affiché une augmentation de 0,2%, le gain le plus important ayant été enregistré par les magasins d'appareils électroniques et d'électroménagers.

La construction atteint de nouveaux sommets

Les activités de construction ont progressé de 0,5 % en juin. Cette situation est en grande partie attribuable à la construction de bâtiments résidentiels (+1,0 %), qui a atteint un nouveau sommet après avoir reculé pendant les trois premiers mois de l'année. Le nombre de mises en chantier résidentielles a rebondi après avoir diminué en mai, la croissance étant surtout attribuable à une augmentation des activités de construction d'immeubles à logements multiples en milieu urbain. Les mises en chantier dans les régions urbaines ont crû au Québec et en Ontario, mais elles ont diminué ailleurs.

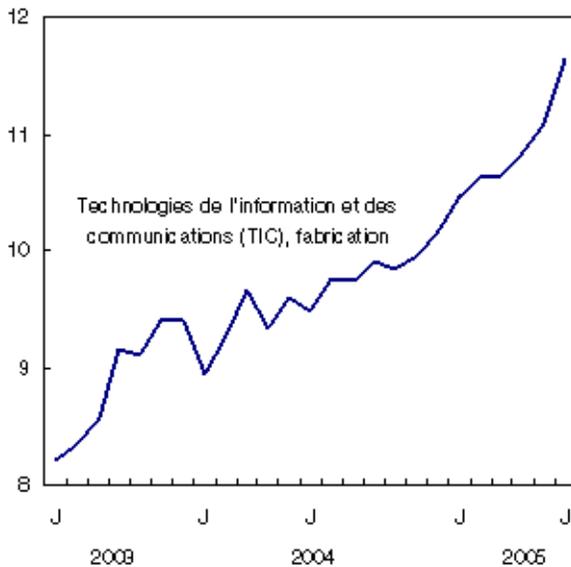
Les activités de construction de bâtiments non résidentiels se sont intensifiées de 0,5 %, la progression s'étant manifestée dans les types de construction commerciale et industrielle. La construction institutionnelle a pour sa part légèrement régressé.

Vigueur renouvelée dans la fabrication de produits des TIC

La production du secteur de la fabrication a reculé de 0,2 % en juin, 15 des 21 grands groupes, comptant pour 73 % de la production de ce secteur, affichant des diminutions. Les fabricants de machines (+3,2 %) ainsi que d'ordinateurs et de matériel électronique (+5,7 %) ont enregistré les gains les plus élevés. Les fabricants de produits des technologies de l'information et des communications (TIC) ont quant à eux manifesté une nouvelle vigueur et ont déclaré une hausse de 3,7 % de leur production depuis le début de l'année.

Un nouveau élan dans la fabrication de produits des TIC

PIB milliards de dollars enchaînés (1997)



Ces gains ont cependant été annulés par des baisses généralisées dans le secteur de la fabrication de produits chimiques (-3,5 %), du matériel de transport (-0,5 %), notamment les voitures et les véhicules automobiles légers, des produits alimentaires (-0,8 %) et des minéraux non métalliques (-2,3 %).

Autres secteurs

Le secteur financier a profité d'une demande accrue de logements et des volumes plus élevés de transactions sur les marchés boursiers du Canada. L'intermédiation financière, notamment les activités bancaires, a grimpé de 0,6 %, tandis que les activités des courtiers en valeurs mobilières et en marchandises ont augmenté de 1,4 %. Les agents et les courtiers immobiliers ont pour leur part enregistré un gain de 1,3 % en raison de la vigueur continue des ventes de maisons existantes.

Profil des industries, deuxième trimestre de 2005

L'activité économique a progressé de 0,7 % dans le deuxième trimestre de 2005, sous l'impulsion des industries productrices de services (+0,9 %), plus particulièrement les secteurs du commerce de gros et de détail, de la finance et des assurances, des services immobiliers ainsi que le secteur public (santé, éducation et administrations publiques). Les industries productrices de biens se sont accrues de 0,2 %, malgré la production manufacturière réduite. Après avoir progressé de 0,3 % en mai et de 0,4 % en avril, le trimestre s'est terminé sur une faible note. L'économie canadienne n'a cru que de 0,2 % en

juin subissant les contrecoups de la baisse de production des secteurs de l'extraction minière, pétrolière et gazière, et de la fabrication.

Le secteur du commerce de gros a progressé de 2,3 % grâce à l'augmentation des ventes de machines et de fournitures électroniques, de véhicules automobiles, d'articles personnels et ménagers et de produits divers, comme les produits chimiques et la potasse. L'activité dans le commerce de détail s'est accrue de 1,1 % pendant le deuxième trimestre, soit à un rythme deux fois moins rapide que pendant le premier trimestre. Une grande partie de cette croissance a été attribuable à l'augmentation des ventes de véhicules automobiles neufs et d'occasion. En fait, si on exclut les véhicules automobiles neufs et d'occasion, le commerce de détail a crû de 0,7 %. Les centres de rénovation et les quincailleries de même que les magasins d'appareils électroniques et d'électroménagers ont également contribué aux gains réalisés pendant le deuxième trimestre.

La production du secteur de la finance et des assurances, ainsi que celui des services immobiliers ont tous deux affiché une hausse de 0,9 %. L'intermédiation financière, comme les activités bancaires, et les activités connexes ont affiché une augmentation de 1,1 %. Les agents et les courtiers immobiliers ont enregistré une hausse de 4,4 % en raison de la vigueur du marché de la revente de maisons. D'autre part, le secteur du courtage de valeurs mobilières et de marchandises (+1,2 %) a profité d'une augmentation du nombre de transactions sur les marchés boursiers canadiens.

Le secteur public (les services d'enseignement, les soins de santé et l'assistance sociale et les administrations publiques) a progressé de 0,8 % pendant le deuxième trimestre de 2005.

La production industrielle (soit la production des fabricants, des mines et des services publics) a affiché une légère augmentation de 0,1 %. La croissance dans le secteur de l'extraction minière, de pétrole et de gaz (+1,4 %) de même que dans les services publics (+0,9 %) a été neutralisée par la faible production des fabricants (-0,4 %). Aux États-Unis, l'indice de la production industrielle s'est accru de 0,3 %, les trois secteurs (fabrication, mines et services publics) affichant une croissance.

La production du secteur de la fabrication a reculé de 0,4 % en raison surtout des pertes de la production de véhicules (-5,0 %) et de pièces (-2,1 %) automobiles. Des reculs généralisés ont été enregistrés dans les industries liées au pétrole, comme les produits chimiques (-2,4 %), les produits en plastique (-1,7 %) ainsi que les produits du pétrole et du charbon (-3,0 %). Sur les marchés internationaux, les prix du pétrole brut ont augmenté de 8,1 % au deuxième trimestre.

Seulement 10 des 21 grands groupes manufacturiers (représentant 46 % de la valeur ajoutée du secteur) ont affiché des hausses. Les plus importants gains ont été enregistrés par les fabricants de produits des TIC (+5,8 %), qui ont progressé à un rythme comparable à celui du premier trimestre. Le secteur de la production primaire d'aluminium a augmenté de 10 %, les activités ayant progressivement reprises après des mouvements de grève qui ont affecté l'industrie au second semestre de 2004.

La production du secteur de l'extraction minière, de pétrole et de gaz s'est accrue de 1,4 % après avoir affiché des replis pendant trois trimestres consécutifs. L'extraction de pétrole et de gaz a affiché une hausse de 0,8 % après avoir surmonté une partie des diverses difficultés qui ont entravé la production de ce secteur plus tôt dans l'année. La production des mines de fer a diminué de 29 % au cours du deuxième trimestre à cause des mouvements de grève. Cette chute a toutefois été plus que contrebalancée par l'augmentation de la production des mines minérales non métalliques (+12 %) (comprenant les mines de diamants et de potasse).

Les activités de construction ont progressé de 0,8 % dans le deuxième trimestre. La construction résidentielle a rebondi de 0,9 %, en partie en raison d'une augmentation du nombre d'appartements neufs, tandis que la construction de maisons unifamiliales s'est contractée. La construction de bâtiments non résidentiels a progressé de 1,3 %, un rythme semblable à celui qu'elle a affiché au premier trimestre. La construction de bâtiments industriels et commerciaux a affiché une certaine vigueur, tandis que celle de bâtiments institutionnels a diminué.

Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, mensuel[1]

	Janvier 2005	Février 2005	Mars 2005	Avril 2005	Mai 2005	Jun 2005	Jun 2004 à jun 2005
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997)							%
Ensemble des industries	1 062 316	1 064 181	1 062 979	1 067 231	1 070 767	1 073 306	
	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	2,6
Industries productrices de biens	333 819	332 778	330 920	332 038	334 043	333 787	
	<i>0,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,1</i>	1,4
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	23 924	24 533	24 562	24 467	24 334	24 512	
	<i>-0,9</i>	<i>2,5</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,7</i>	3,3
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	37 393	36 943	36 573	37 282	37 942	37 199	
	<i>-0,2</i>	<i>-1,2</i>	<i>-1,0</i>	<i>1,9</i>	<i>1,8</i>	<i>-2,0</i>	-2,8
Services publics	26 639	26 423	26 796	26 355	26 721	27 469	
	<i>-0,8</i>	<i>-0,8</i>	<i>1,4</i>	<i>-1,6</i>	<i>1,4</i>	<i>2,8</i>	8,1
Construction	60 156	60 210	60 175	60 398	60 606	60 906	
	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>	5,0
Fabrication	185 867	185 051	183 252	183 665	184 286	183 917	
	<i>0,6</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,2</i>	0,3
Industries productrices de services	729 644	732 663	733 426	736 580	738 050	740 925	
	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	3,2
Commerce de gros	68 178	69 078	69 490	70 056	70 415	71 082	
	<i>-0,2</i>	<i>1,3</i>	<i>0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	8,0
Commerce de détail	61 193	61 938	61 750	62 536	61 850	62 456	
	<i>2,4</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>1,3</i>	<i>-1,1</i>	<i>1,0</i>	5,7
Transport et entreposage	51 301	51 162	51 095	51 133	51 389	51 467	
	<i>0,9</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>0,2</i>	1,8
Industrie de l'information et industrie culturelle	43 903	44 017	44 137	44 271	44 509	44 586	
	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>0,2</i>	3,7
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	213 866	214 559	215 068	215 599	216 391	217 134	
	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	3,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	46 563	46 667	46 769	46 802	47 031	46 987	
	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,1</i>	1,3
Services administratifs et gestion des déchets	22 210	22 311	22 413	22 537	22 606	22 677	
	<i>-0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	3,1
Services d'enseignement	46 112	46 167	45 641	46 389	46 525	46 756	
	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>-1,1</i>	<i>1,6</i>	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>	2,8
Soins de santé et assistance sociale	62 767	62 888	63 054	63 130	63 179	63 474	
	<i>-0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,5</i>	1,1
Arts, spectacles et loisirs	9 313	9 455	9 403	9 321	9 289	9 256	
	<i>-1,8</i>	<i>1,5</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,4</i>	-1,8
Hébergement et services de restauration	23 619	23 725	23 687	23 717	23 752	23 828	
	<i>-0,0</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	1,9
Autres services, sauf les administrations publiques	24 706	24 807	24 859	24 895	24 870	24 886	
	<i>-0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,1</i>	1,2
Administrations publiques	57 687	57 742	57 962	58 121	58 205	58 341	
	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	1,9
Autres agrégations							
Production industrielle	250 176	248 562	246 753	247 729	249 620	248 939	
	<i>0,3</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,3</i>	0,4
Fabrication de biens non durables	74 184	73 831	73 703	73 376	73 738	72 919	
	<i>-0,6</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>-1,1</i>	-3,2
Fabrication de biens durables	111 616	111 154	109 454	110 220	110 470	110 955	
	<i>1,4</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,5</i>	<i>0,7</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	2,9
Secteur des entreprises	903 973	905 600	904 617	907 921	911 207	913 260	
	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	2,7
Secteur non commercial	158 581	158 818	158 601	159 544	159 799	160 285	
	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	1,8
Secteur des TIC, total	63 742	63 888	64 343	64 589	65 196	65 553	
	<i>0,9</i>	<i>0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	6,7

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux mensuel.

Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, trimestriel et annuel[1]

	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	2003	2004
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997)								
Industries productrices de biens	322 736	327 377	331 595	332 153	332 506	333 289	317 208	328 465
	<i>0,6</i>	<i>1,4</i>	<i>1,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>1,7</i>	<i>3,5</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	23 444	23 595	24 180	24 249	24 340	24 438	22 842	23 867
	<i>1,9</i>	<i>0,6</i>	<i>2,5</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>7,6</i>	<i>4,5</i>
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	37 680	38 163	37 968	37 640	36 970	37 474	36 797	37 863
	<i>0,0</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,9</i>	<i>-1,8</i>	<i>1,4</i>	<i>3,9</i>	<i>2,9</i>
Services publics	25 619	25 501	25 949	26 500	26 619	26 848	25 818	25 892
	<i>0,8</i>	<i>-0,5</i>	<i>1,8</i>	<i>2,1</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>-2,3</i>	<i>0,3</i>
Construction	58 168	58 319	58 815	59 503	60 180	60 637	56 273	58 701
	<i>1,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>1,2</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>4,4</i>	<i>4,3</i>
Fabrication	177 071	181 108	184 391	184 164	184 723	183 956	174 820	181 684
	<i>0,3</i>	<i>2,3</i>	<i>1,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>3,9</i>
Industries productrices de services	709 228	715 757	721 138	725 709	731 911	738 518	697 886	717 958
	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>2,5</i>	<i>2,9</i>
Commerce de gros	63 792	65 349	66 649	67 585	68 915	70 518	61 941	65 844
	<i>-0,5</i>	<i>2,4</i>	<i>2,0</i>	<i>1,4</i>	<i>2,0</i>	<i>2,3</i>	<i>5,6</i>	<i>6,3</i>
Commerce de détail	58 581	58 897	59 796	60 323	61 627	62 281	57 126	59 399
	<i>2,0</i>	<i>0,5</i>	<i>1,5</i>	<i>0,9</i>	<i>2,2</i>	<i>1,1</i>	<i>2,8</i>	<i>4,0</i>
Transport et entreposage	49 072	50 274	50 383	50 785	51 186	51 330	47 954	50 129
	<i>0,8</i>	<i>2,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>4,5</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	42 284	42 916	43 154	43 610	44 019	44 455	42 354	42 991
	<i>0,8</i>	<i>1,5</i>	<i>0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>2,3</i>	<i>1,5</i>
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	207 470	209 751	210 914	212 717	214 498	216 375	203 060	210 213
	<i>1,1</i>	<i>1,1</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>2,2</i>	<i>3,5</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	45 945	46 359	46 373	46 528	46 666	46 940	45 391	46 301
	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,6</i>	<i>3,1</i>	<i>2,0</i>
Services administratifs et gestion des déchets	21 807	21 988	22 025	22 157	22 311	22 607	21 531	21 994
	<i>0,7</i>	<i>0,8</i>	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>1,3</i>	<i>3,9</i>	<i>2,2</i>
Services d'enseignement	44 689	45 081	45 179	45 707	45 973	46 557	44 854	45 164
	<i>-0,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,2</i>	<i>1,2</i>	<i>0,6</i>	<i>1,3</i>	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>
Soins de santé et assistance sociale	62 489	62 130	63 042	62 885	62 903	63 261	61 755	62 636
	<i>0,3</i>	<i>-0,6</i>	<i>1,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>3,9</i>	<i>1,4</i>
Arts, spectacles et loisirs	9 618	9 558	9 667	9 377	9 390	9 289	9 508	9 555
	<i>0,7</i>	<i>-0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>-3,0</i>	<i>0,1</i>	<i>-1,1</i>	<i>3,8</i>	<i>0,5</i>
Hébergement et services de restauration	23 266	23 257	23 408	23 581	23 677	23 766	22 909	23 378
	<i>-0,2</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>-1,7</i>	<i>2,0</i>
Autres services, sauf les administrations publiques	24 413	24 529	24 559	24 725	24 791	24 884	24 184	24 556
	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>0,1</i>	<i>0,7</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>1,8</i>	<i>1,5</i>
Administrations publiques	57 042	57 131	57 523	57 403	57 797	58 222	56 438	57 275
	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>2,9</i>	<i>1,5</i>
Autres agrégations								
Production industrielle	241 580	245 842	248 988	248 848	248 497	248 763	238 435	246 314
	<i>0,3</i>	<i>1,8</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,7</i>	<i>3,3</i>
Fabrication de biens non durables	73 212	74 183	74 933	74 458	73 906	73 344	72 913	74 196
	<i>0,4</i>	<i>1,3</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,7</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,0</i>	<i>1,8</i>
Fabrication de biens durables	103 661	106 761	109 321	109 589	110 741	110 548	101 679	107 333
	<i>0,3</i>	<i>3,0</i>	<i>2,4</i>	<i>0,2</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>5,6</i>
Secteur des entreprises	874 441	885 791	894 163	898 920	904 730	910 796	858 512	888 329
	<i>0,7</i>	<i>1,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>2,2</i>	<i>3,5</i>
Secteur non commercial	156 519	156 439	157 743	158 040	158 667	159 876	155 550	157 185
	<i>0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,8</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>2,2</i>	<i>1,1</i>
Secteur des TIC, total	60 472	61 276	62 150	62 785	63 991	65 113	57 076	61 671
	<i>2,8</i>	<i>1,3</i>	<i>1,4</i>	<i>1,0</i>	<i>1,9</i>	<i>1,8</i>	<i>3,8</i>	<i>8,0</i>

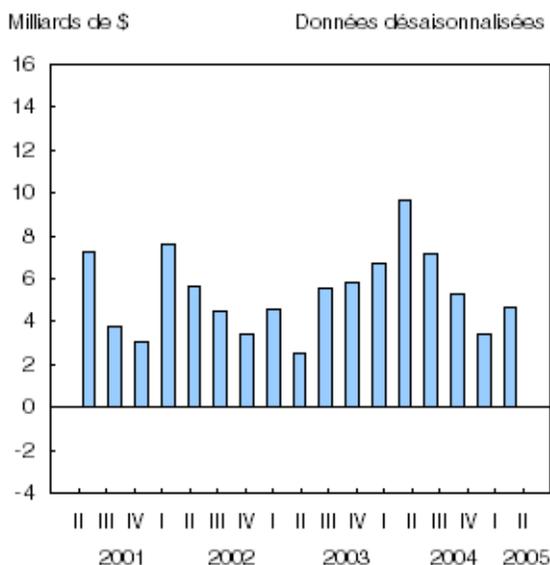
1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Balance des paiements internationaux

Deuxième trimestre de 2005

L'excédent du compte courant du Canada avec le reste du monde, après désaisonnalisation, a progressé de 1,3 milliard de dollars au deuxième trimestre de 2005 pour s'établir à 4,7 milliards de dollars. Cette augmentation faisait suite à trois baisses consécutives de l'excédent du compte courant et s'explique principalement par des exportations de marchandises plus élevées.

Majoration du compte courant après trois trimestres à la baisse



Pour le compte capital et financier (non désaisonné), l'actif international du Canada a de nouveau progressé plus vite que son passif vis-à-vis de l'étranger. Cette croissance de l'actif à l'étranger est surtout attribuable aux investissements de portefeuille sous forme de titres d'emprunt et d'actions étrangers. Le passif du Canada

avec le reste du monde a poursuivi sa croissance en dépit d'une interruption des vigoureux investissements de portefeuille étrangers observés au cours des six trimestres précédents.

Compte courant

Rebondissement de l'excédent au titre des marchandises

L'excédent commercial au chapitre des marchandises a crû de 1,3 milliard de dollars pour se fixer à 14,1 milliards de dollars au deuxième trimestre à la faveur d'une augmentation plus marquée de la valeur des exportations que des importations. L'excédent au titre des marchandises avait chuté à chacun des trois trimestres précédents.

Pour ce qui est des exportations, le gain le plus vigoureux est survenu dans les produits de l'énergie, qui ont atteint leur plus forte valeur depuis le premier trimestre de 2001. Ce sont les prix plus élevés de la plupart de ces produits qui ont une fois de plus été le facteur dominant. L'augmentation de la demande de produits du charbon a aussi favorisé la progression de la valeur exportée des produits de l'énergie.

Pour un deuxième trimestre d'affilée, les exportations de machines et de matériel ont affiché une hausse substantielle. Le matériel de télédiffusion, de télécommunications et matériel connexe a atteint sa plus forte valeur en quatre ans, quoique celle-ci demeure à la moitié seulement du sommet atteint à la fin de 2000.

Note aux lecteurs

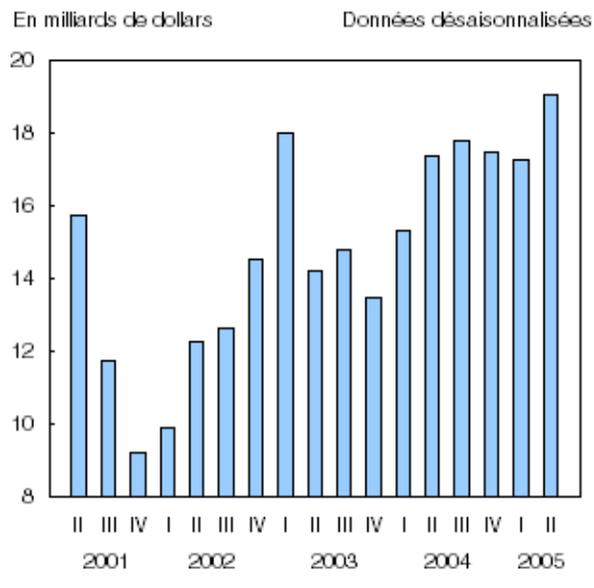
La **balance des paiements** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents. Elle comprend le **compte courant** et le **compte capital et financier**.

Le **compte courant** couvre les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements, et les transferts courants. Les transactions telles les exportations et les revenus d'intérêt correspondent à des recettes alors que les importations et les versements d'intérêt correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Canada enregistre un **surplus** ou un **déficit** au compte courant.

Le **compte capital et financier** porte principalement sur les transactions liées à des instruments financiers. L'actif et le passif financiers découlant des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles : les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissement. Ces investissements appartiennent soit à des résidents canadiens (actif du Canada), soit à des étrangers (passif du Canada). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital et négatives si elles représentent une sortie de capital du Canada.

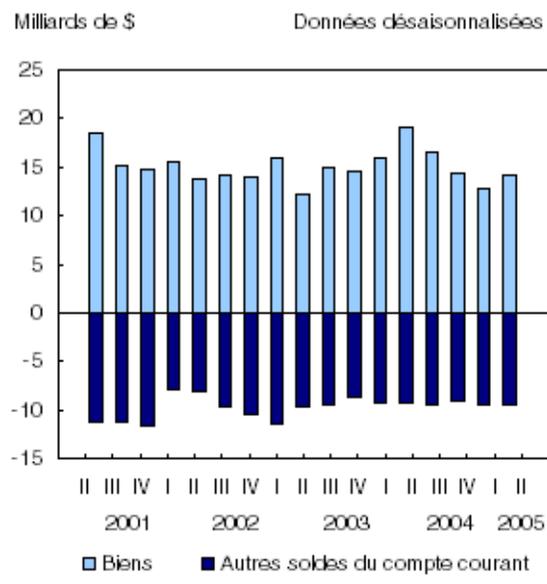
Un solde du compte courant en surplus ou en déficit doit correspondre à une sortie ou à une entrée de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes doit donner zéro. En fait, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes de la balance des paiements s'égalisent rarement. La **divergence statistique** est l'entrée ou la sortie nette non observée qui vient combler cet écart.

Les plus fortes exportations de produits de l'énergie en quatre ans



En revanche, la valeur des exportations de produits de l'automobile a continué à régresser, surtout celle des châssis et des voitures particulières qui a atteint son plus faible niveau depuis le deuxième trimestre de 1998.

Le surplus des biens domine les autres soldes



La forte augmentation des importations de machines et de matériel est surtout attribuable aux avions, moteurs et pièces, qui ont enregistré leur niveau le plus élevé depuis 2002, et des autres équipements et matériels de communications.

La huitième augmentation consécutive de la valeur des importations de produits de l'énergie est aussi tributaire en grande partie des prix. Tout comme pour les exportations, la demande plus élevée de produits du charbon et d'autres produits connexes a aussi favorisé la hausse de la valeur des importations énergétiques.

Encore une légère hausse du déficit au titre des services

Comme au cours des deux derniers trimestres, le déficit au chapitre des services a légèrement progressé avec une hausse de 0,2 milliard de dollars, cette fois-ci sous l'impulsion d'un déficit accru provenant des services de voyage et commerciaux. Pour ces deux catégories de services, les paiements se sont accrus plus rapidement que les recettes.

Les Canadiens ont continué à dépenser davantage dans leurs voyages vers des pays autres que les États-Unis. Le nombre de Canadiens qui ont visité ces pays a fait un bond de 12 % au cours de la dernière année. Pendant le trimestre, un plus grand nombre de touristes provenant d'autres pays que les États-Unis ont visité le Canada, d'où une hausse des recettes, alors que les voyages entre le Canada et les États-Unis n'ont presque pas bougé.

Le déficit au titre des revenus de placement s'amplifie légèrement

Le déficit au titre des revenus de placement a augmenté de 0,2 milliard de dollars pour s'établir à 6,0 milliards de dollars, niveau autour duquel le déficit se maintient depuis deux ans. Les recettes et les paiements ont tous deux augmenté au deuxième trimestre.

Les dividendes versés aux investisseurs étrangers sur leurs investissements directs au Canada ont en partie remonté après avoir subi une forte diminution au premier trimestre. Le gain est surtout attribuable au secteur des produits chimiques. Toutefois, ces investisseurs ont enregistré pendant le trimestre un fléchissement des bénéfices réinvestis provenant de leurs avoirs canadiens.

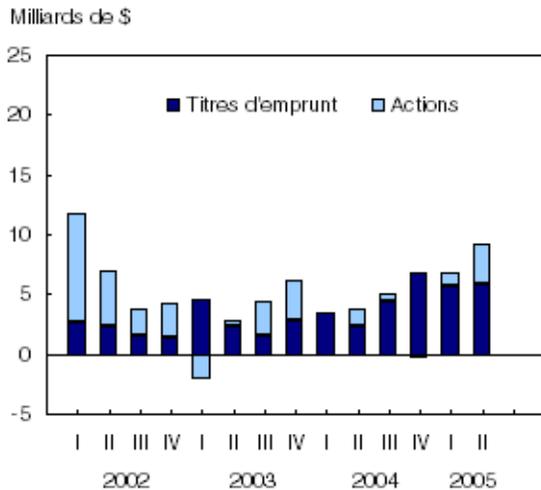
Pour le troisième trimestre d'affilée, les paiements d'intérêt sur les obligations canadiennes en portefeuille sont demeurés inchangés à 5,9 milliards de dollars.

Compte financier

Poursuite de la forte demande canadienne pour des titres étrangers

Au deuxième trimestre, les Canadiens ont acheté des titres étrangers pour une valeur de 9,1 milliards de dollars, ce qui représente le montant trimestriel le plus élevé des trois dernières années. Jusqu'ici en 2005, les investisseurs canadiens ont acheté pour 16,0 milliards de dollars de titres étrangers; au cours de la même période l'an dernier, leurs achats n'atteignaient pas la moitié de ce montant. Il convient de souligner que la limite de contenu étranger à l'égard des véhicules de placement canadiens à imposition reportée a été supprimée à la fin du trimestre.

Sommet depuis trois ans pour les actifs canadiens de portefeuille



1. Signes renversés de la balance des paiements.

Près des deux tiers des placements sont allés dans des titres d'emprunt étrangers et le reste, dans des actions étrangères. Le placement de 3,3 milliards de dollars dans les actions étrangères était le plus élevé depuis le deuxième trimestre de 2002. Les placements du trimestre courant ont surtout visé des actions américaines étant donné que les investisseurs canadiens ont vendu une partie de leurs avoirs outre-mer qu'ils détenaient sous forme d'actions.

Concernant les titres d'emprunt étrangers, la forte demande canadienne d'obligations étrangères s'est poursuivie pour un troisième trimestre d'affilée. Des achats supplémentaires de 4,8 milliards de dollars ont fait grimper à 16,9 milliards de dollars le total des placements au cours des trois trimestres. Au deuxième trimestre, les obligations américaines ont presque accaparé 90 %, les obligations du Trésor américain ont été les préférées. Après deux trimestres de faibles investissements, la demande d'instruments du marché monétaire étranger a fait un bond pour s'établir à 1,1 milliard de dollars, les investisseurs canadiens se tournant vers les instruments des pays d'outre-mer alors qu'ils vendaient une partie de leurs effets américains.

L'investissement direct à l'étranger modère à nouveau

L'investissement direct canadien à l'étranger a de nouveau été modéré, s'établissant à 7,7 milliards de dollars. L'investissement pour le trimestre s'explique surtout par des hausses des fonds de roulement car les acquisitions furent négatives. Autrement dit, les investisseurs canadiens ont vendu une partie de leurs avoirs à l'étranger. L'investissement dans le secteur financier a de nouveau dominé le trimestre. Bien que l'investissement ait

surtout été dirigé vers les États-Unis, les acquisitions négatives ont entraîné un désinvestissement considérable en Europe continentale.

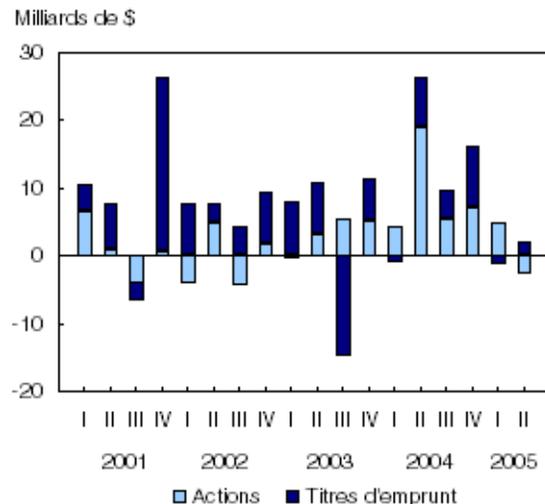
L'investissement direct étranger au Canada demeure timide après un premier trimestre vigoureux

L'investissement direct étranger s'est établi à 4,8 milliards de dollars au deuxième trimestre, près de la moitié de ce qu'il était au premier. À nouveau pendant ce trimestre, les acquisitions nettes ont figuré pour environ la moitié de l'investissement; dans les deux années précédentes, les investisseurs étrangers avaient revendu à des résidents canadiens une partie de leurs avoirs, imprimant ainsi aux acquisitions nettes un mouvement négatif. Pour le trimestre, près des quatre cinquièmes de l'investissement est venu d'Europe et des États-Unis, alors qu'au niveau des secteurs industriels il était bien réparti, le secteur de l'énergie et les minéraux métalliques prédominait.

Les avoirs étrangers de titres canadiens demeurent inchangés

Les investisseurs étrangers ont acheté pour 2,2 milliards de titres d'emprunt canadiens mais se sont départis d'un montant légèrement plus élevé d'actions canadiennes, leurs avoirs en bout de ligne demeurant à peu près inchangés pendant le trimestre. Ces opérations faisaient suite à une série de vigoureux investissements dans des titres canadiens qui avaient commencé au quatrième trimestre de 2003 et totalisé 70 milliards de dollars.

Fin de la forte demande dans les titres canadiens de portefeuille

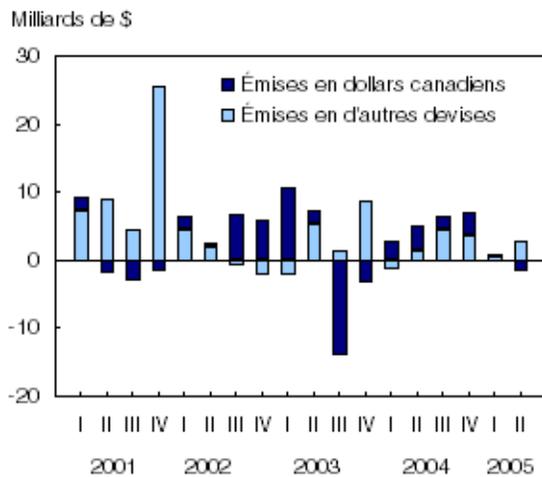


Pendant le trimestre, les investisseurs étrangers ont diminué leurs avoirs d'actions canadiennes de 2,5 milliards de dollars – premier désinvestissement trimestriel depuis le trimestre d'ouverture de 2003. Ce désinvestissement s'est produit entièrement dans les

émissions en circulation et a été accompagné d'une baisse des avoirs étrangers sous forme d'actions dans un vaste éventail de secteurs industriels.

Les investisseurs étrangers ont acheté pour seulement 1,2 milliard de dollars d'obligations canadiennes au deuxième trimestre, un faible montant pour un deuxième trimestre d'affilée. Sur le plan des devises, les non-résidents ont acheté des obligations libellées en devises (2,9 milliards de dollars), mais ont vendu des obligations libellées en dollars canadiens (1,7 milliard de dollars). Il s'agissait là d'un revirement par rapport aux cinq derniers trimestres, où ils avaient acquis des obligations pour une valeur de presque 12 milliards de dollars en dollars canadiens.

L'investissement dans les obligations canadiennes est partagé



Jusqu'ici cette année, les investisseurs étrangers ont acheté des obligations canadiennes pour un montant de seulement 1,9 milliard de dollars, comparativement à des achats de 16,1 milliards de dollars et de 6,7 milliards de dollars pendant la même période en 2003 et 2004 respectivement. La composition de ces avoirs continue de s'éloigner des obligations fédérales, qui ont diminué de 4,7 milliards de dollars depuis le début de l'année. Entre-temps, les investisseurs étrangers continuent à acheter les obligations émises par les autres secteurs de l'économie canadienne. Pendant la même période, les taux d'intérêt à long terme au Canada ont fléchi sous ceux des États-Unis pour la première fois en plus de quatre ans, alors que le dollar canadien chutait de 1,59 cents US.

Les investisseurs étrangers ont augmenté leur avoir total sous forme d'instruments du marché monétaire canadien au deuxième trimestre de 2005 grâce à des achats de 1,0 milliard de dollars qui ont partiellement neutralisé les ventes du premier trimestre qui s'étaient fixées à 1,9 milliard de dollars. Au deuxième trimestre, les placements ont surtout été constitués de titres d'entreprises fédérales dont la plus grande partie ont été acquis par des investisseurs européens.

Les prêts dominent l'entrée de capitaux pour les autres investissements

Une entrée nette de capitaux de 4 milliards de dollars a été enregistrée dans le compte des autres investissements, principalement due aux opérations liées aux prêts. Les non-résidents ont repayé une partie de leurs prêts détenus au Canada alors que les résidents canadiens ont augmenté leur passif en emprunts auprès des non-résidents. Les opérations sur les dépôts ont été importantes mais presque entièrement contrebalancées puisque l'actif-dépôts des Canadiens a cru légèrement plus rapidement que leur passif-dépôts vis-à-vis les non-résidents.

Le dollar canadien a continué à perdre du terrain par rapport au dollar américain pendant le deuxième trimestre, cédant plus de un cent pour clôturer à 81,61 cents US. Toutefois, pour le deuxième trimestre d'affilée, le dollar canadien a fait bonne figure par rapport aux autres principales devises, surtout le franc suisse, l'euro et la livre.

Balance des paiements

	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	2003	2004
données non désaisonnalisées, millions de dollars								
Compte courant								
Recettes								
Biens et services	115 395	129 792	125 875	119 889	119 982	130 463	459 697	490 950
Biens	101 679	114 377	107 439	105 639	105 619	114 438	400 175	429 134
Services	13 716	15 415	18 436	14 250	14 363	16 024	59 522	61 816
Revenus de placements	8 469	10 004	9 841	10 072	9 483	9 895	29 999	38 385
Investissements directs	4 549	5 716	5 429	5 629	4 912	5 145	13 733	21 324
Investissements de portefeuille	2 232	2 388	2 426	2 655	2 695	2 774	9 414	9 701
Autres investissements	1 688	1 900	1 985	1 788	1 877	1 976	6 853	7 361
Transferts courants	1 998	1 683	1 644	1 946	2 010	1 706	6 614	7 272
Recettes du compte courant	125 862	141 479	137 360	131 907	131 476	142 063	496 310	536 607
Paiements								
Biens et services	103 804	114 596	110 101	109 065	111 547	120 552	413 523	437 566
Biens	84 764	95 853	91 319	91 140	91 906	101 042	342 608	363 076
Services	19 040	18 743	18 782	17 925	19 641	19 510	70 915	74 490
Revenus de placements	15 083	16 274	16 136	15 827	15 807	15 823	57 991	63 321
Investissements directs	6 220	7 697	7 484	7 155	6 851	7 210	22 387	28 556
Investissements de portefeuille	6 938	7 017	6 999	6 795	6 822	6 855	28 980	27 749
Autres investissements	1 925	1 560	1 653	1 877	2 134	1 758	6 625	7 016
Transferts courants	2 179	1 442	1 538	1 786	2 970	1 517	6 398	6 944
Paiements du compte courant	121 066	132 312	127 774	126 679	130 323	137 891	477 913	507 830
Soldes								
Biens et services	11 591	15 196	15 774	10 823	8 436	9 911	46 174	53 384
Biens	16 915	18 524	16 120	14 499	13 714	13 397	57 567	66 058
Services	-5 324	-3 328	-346	-3 676	-5 278	-3 486	-11 393	-12 674
Revenus de placements	-6 614	-6 271	-6 295	-5 756	-6 323	-5 928	-27 992	-24 935
Investissements directs	-1 671	-1 981	-2 055	-1 526	-1 939	-2 065	-8 654	-7 232
Investissements de portefeuille	-4 705	-4 629	-4 572	-4 141	-4 127	-4 081	-19 566	-18 048
Autres investissements	-237	340	332	-89	-257	218	228	345
Transferts courants	-181	242	107	160	-960	189	215	328
Solde du compte courant	4 797	9 167	9 585	5 228	1 153	4 172	18 397	28 777
Compte capital et financier[1]								
Compte capital	933	1 209	1 118	1 148	1 333	1 318	3 977	4 407
Compte financier	-6 756	-7 560	-5 024	-7 571	-10 443	-8 283	-20 108	-26 912
Actif du Canada, flux nets								
Investissements directs canadiens à l'étranger	-7 173	-28 228	-14 216	-12 120	-9 932	-7 658	-30 058	-61 737
Investissements de portefeuille	-3 348	-3 780	-5 046	-6 349	-6 881	-9 137	-15 720	-18 523
Obligations étrangères	-2 612	-3 057	-3 030	-6 563	-5 565	-4 769	-7 974	-15 262
Actions étrangères	163	-1 498	-644	387	-1 112	-3 291	-4 438	-1 592
Effets du marché monétaire étranger	-899	776	-1 372	-174	-204	-1 077	-3 308	-1 669
Autres investissements	2 729	-14 073	5 082	2 744	-15 252	-4 269	-20 395	-3 518
Prêts	-611	-1 886	911	4 935	-694	3 488	7 586	3 349
Dépôts	725	-7 432	7 147	-7 938	-8 747	-5 926	-22 646	-7 497
Réserves internationales	-236	243	-517	3 937	-3 437	585	4 693	3 427
Autres actifs	2 850	-4 998	-2 459	1 810	-2 374	-2 416	-10 028	-2 797
Total de l'actif du Canada, flux nets	-7 792	-46 080	-14 179	-15 726	-32 065	-21 064	-66 173	-83 778
Passif du Canada, flux nets								
Investissements directs étrangers au Canada	7 221	-5 649	8 408	-1 793	9 381	4 841	8 896	8 187
Investissements de portefeuille	3 374	26 348	9 726	16 023	3 560	-300	20 322	55 471
Obligations canadiennes	1 635	5 054	6 373	7 001	720	1 186	8 293	20 063
Actions canadiennes	4 351	18 914	5 450	7 123	4 778	-2 463	13 491	35 838
Effets du marché monétaire canadien	-2 612	2 380	-2 097	1 900	-1 939	978	-1 461	-430
Autres investissements	-9 559	17 821	-8 979	-6 076	8 682	8 240	16 846	-6 792
Emprunts	1 198	4 024	-6 876	-1 414	7 528	2 925	1 422	-3 067
Dépôts	-10 519	14 714	-1 095	-3 654	-1 236	5 187	18 318	-554
Autres passifs	-238	-917	-1 008	-1 008	2 390	128	-2 894	-3 171
Total du passif du Canada, flux nets	1 036	38 520	9 155	8 154	21 622	12 781	46 064	56 865
Total du compte capital et financier, flux nets	-5 824	-6 351	-3 906	-6 424	-9 109	-6 966	-16 132	-22 505
Divergence statistique	1 027	-2 816	-5 679	1 196	7 956	2 794	-2 265	-6 272

1 Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Compte courant

	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	2003	2004
données désaisonnalisées au taux trimestriel, millions de dollars								
Recettes								
Biens et services	116 334	126 433	126 065	122 118	123 485	126 377	459 697	490 950
Biens	101 208	110 929	110 564	106 434	107 523	110 249	400 175	429 134
Services	15 127	15 504	15 501	15 684	15 962	16 127	59 522	61 816
Voyages	3 999	4 172	4 210	4 329	4 218	4 234	14 776	16 709
Transports	2 614	2 806	2 923	2 711	2 864	2 924	9 836	11 053
Services commerciaux	8 153	8 139	7 977	8 271	8 428	8 542	33 475	32 540
Services gouvernementaux	361	387	392	373	452	426	1 434	1 513
Revenus de placements	8 771	9 874	9 786	9 954	9 681	9 766	29 999	38 385
Investissements directs	4 815	5 639	5 456	5 414	5 076	5 089	13 733	21 324
Intérêts	118	153	160	149	121	162	339	581
Bénéfices	4 697	5 486	5 295	5 265	4 955	4 926	13 394	20 743
Investissements de portefeuille	2 234	2 337	2 403	2 727	2 689	2 721	9 414	9 701
Intérêts	499	585	603	673	858	910	2 108	2 359
Dividendes	1 735	1 752	1 801	2 053	1 830	1 811	7 306	7 342
Autres investissements	1 722	1 899	1 927	1 813	1 916	1 956	6 853	7 361
Transferts courants	1 787	1 842	1 847	1 796	1 805	1 874	6 614	7 272
Privé	687	634	675	634	615	627	2 473	2 629
Officiel	1 100	1 209	1 172	1 161	1 190	1 248	4 141	4 642
Total des recettes	126 892	138 150	137 698	133 868	134 971	138 017	496 310	536 607
Paiements								
Biens et services	103 730	110 825	112 334	110 677	113 876	115 699	413 523	437 566
Biens	85 195	91 924	93 955	92 001	94 671	96 114	342 608	363 076
Services	18 535	18 901	18 380	18 675	19 206	19 585	70 915	74 490
Voyages	5 183	5 356	5 085	5 216	5 624	5 713	18 805	20 839
Transports	3 764	3 979	4 050	4 051	4 177	4 251	14 333	15 844
Services commerciaux	9 354	9 326	9 006	9 170	9 166	9 382	36 826	36 857
Services gouvernementaux	233	239	239	238	238	239	950	950
Revenus de placements	14 864	15 897	16 527	16 034	15 537	15 799	57 991	63 321
Investissements directs	6 268	7 155	7 711	7 422	6 869	7 004	22 387	28 556
Intérêts	559	565	569	565	566	570	1 898	2 259
Bénéfices	5 708	6 590	7 141	6 858	6 303	6 434	20 489	26 297
Investissements de portefeuille	6 935	7 013	7 002	6 799	6 807	6 860	28 980	27 749
Intérêts	6 161	6 232	6 209	6 014	5 972	6 070	25 850	24 616
Dividendes	774	781	793	785	835	790	3 129	3 134
Autres investissements	1 661	1 729	1 814	1 812	1 861	1 935	6 625	7 016
Transferts courants	1 615	1 775	1 669	1 884	2 191	1 853	6 398	6 944
Privé	918	977	957	1 004	1 022	1 064	3 474	3 855
Officiel	698	798	713	880	1 169	789	2 925	3 089
Total des paiements	120 209	128 497	130 530	128 594	131 604	133 351	477 913	507 830
Soldes								
Biens et services	12 604	15 608	13 731	11 441	9 609	10 678	46 174	53 384
Biens	16 012	19 005	16 609	14 432	12 853	14 135	57 567	66 058
Services	-3 408	-3 397	-2 879	-2 991	-3 243	-3 457	-11 393	-12 674
Voyages	-1 184	-1 184	-875	-887	-1 407	-1 478	-4 029	-4 130
Transports	-1 151	-1 173	-1 127	-1 340	-1 313	-1 326	-4 497	-4 791
Services commerciaux	-1 201	-1 188	-1 029	-899	-738	-840	-3 352	-4 317
Services gouvernementaux	128	148	153	135	214	187	484	563
Revenus de placements	-6 093	-6 022	-6 741	-6 080	-5 856	-6 033	-27 992	-24 935
Investissements directs	-1 453	-1 516	-2 255	-2 008	-1 793	-1 915	-8 654	-7 232
Intérêts	-441	-412	-409	-416	-444	-408	-1 559	-1 678
Bénéfices	-1 012	-1 104	-1 846	-1 593	-1 348	-1 507	-7 095	-5 554
Investissements de portefeuille	-4 701	-4 676	-4 599	-4 073	-4 118	-4 139	-19 566	-18 048
Intérêts	-5 663	-5 647	-5 607	-5 340	-5 114	-5 160	-23 743	-22 256
Dividendes	962	971	1 008	1 268	995	1 021	4 177	4 208
Autres investissements	61	170	113	1	55	21	228	345
Transferts courants	172	67	177	-88	-386	22	215	328
Privé	-231	-343	-282	-370	-407	-437	-1 001	-1 226
Officiel	402	411	459	281	21	459	1 216	1 554
Compte courant	6 683	9 653	7 168	5 274	3 367	4 666	18 397	28 777

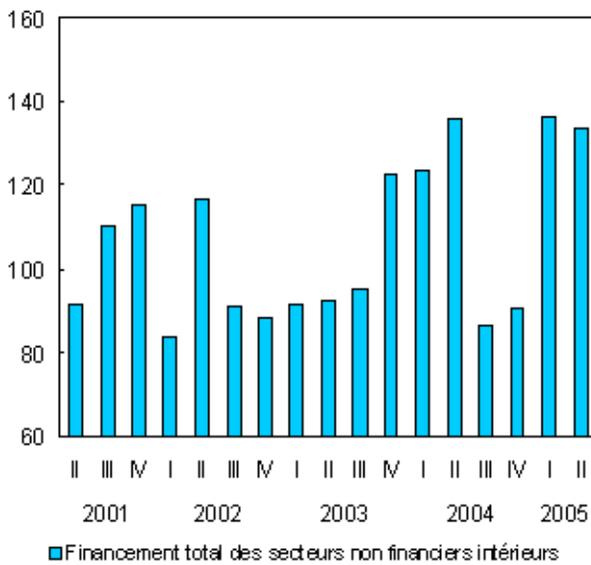
Flux financiers

Deuxième trimestre de 2005

La demande globale de crédit a diminué au deuxième trimestre de 2005, le financement total obtenu par les secteurs non financiers intérieurs sur les marchés de crédit se chiffrant à 133,7 milliards de dollars (données désaisonnalisées aux taux annuels), comparativement à 136,3 milliards de dollars le trimestre précédent. Ce recul est majoritairement dû à une diminution significative de la demande de fonds du secteur public suite à une réduction du passif de l'administration fédérale.

L'emprunt total fléchit légèrement

Milliards de dollars, données désaisonnalisées au taux annuel



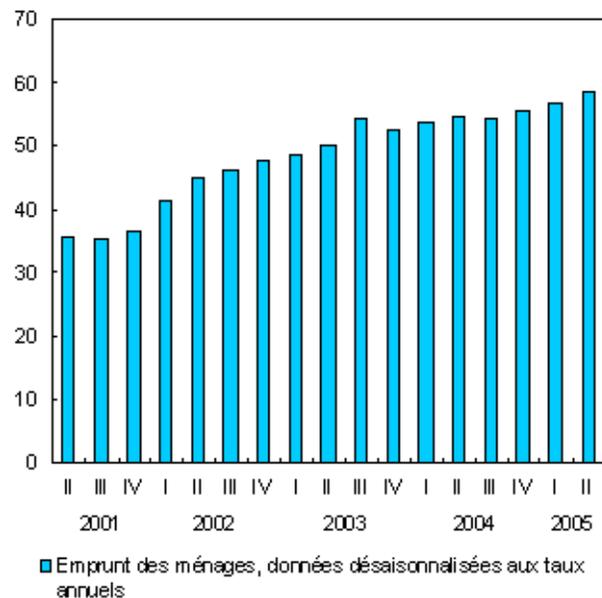
Le deuxième trimestre a été marqué par un relâchement des conditions monétaires et une diminution des taux hypothécaires sur les marchés financiers. Bien que le cours du dollar canadien ait diminué légèrement depuis la fin du premier trimestre, il était encore au-dessus de la barre des 80 cents à la fin de la période. De meilleurs résultats sur le marché boursier, imputables à la hausse des prix des métaux et de l'énergie, sont un autre fait saillant du trimestre.

La demande de crédit des ménages demeure à la hausse

La croissance de la demande de prêts hypothécaires des ménages a été entraînée par une reprise de la construction résidentielle ainsi qu'un regain d'activité sur le marché de la revente, et a été favorisée par la faiblesse des taux d'intérêt. La demande de crédit à la consommation des ménages est demeurée vigoureuse, suite à une croissance des dépenses personnelles en biens durables.

L'emprunt des ménages continue d'augmenter

Milliards de dollars



La croissance des prêts hypothécaires et du crédit à la consommation a continué d'augmenter plus rapidement que celle du revenu personnel disponible, le ratio étant passé de 107,1 % au premier trimestre à 107,8 % ce trimestre. Cet accroissement a été tempéré partiellement par la diminution des frais de service de la dette, les taux hypothécaires ayant baissé. Étant donné la désépargne des ménages (soit une épargne personnelle négative) pour

Note aux lecteurs

Les *Comptes des flux financiers* (CFF) mesurent les prêts et les emprunts nets en examinant les opérations financières par secteur de l'économie. Les CFF mesure l'investissement financier net qui correspond à la différence entre les actifs financiers et les passifs financiers (p. ex. les achats nets moins les émissions nettes de titres).

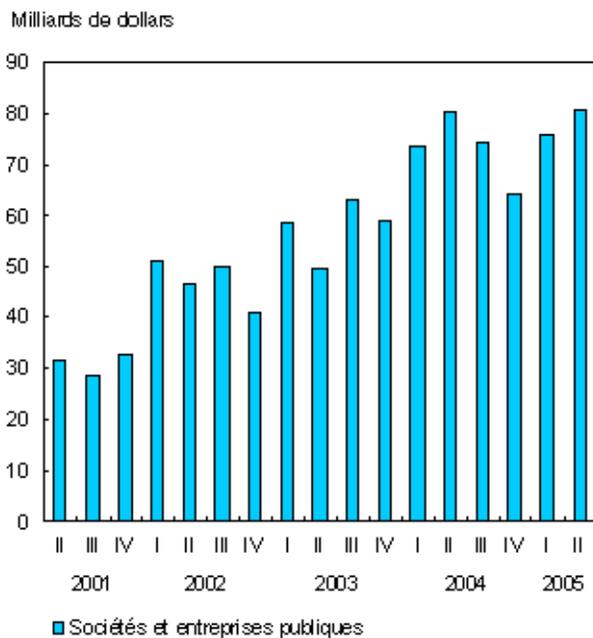
Les nouveaux tableaux présentent des données des opérations financières par secteur et illustrent le flux des fonds selon les instruments financiers. Ces tableaux montrent également le lien entre les activités financières et non financières de l'économie qui associent les estimations d'épargne et de formation d'actifs non financiers (p. ex. l'investissement en construction résidentielle neuve) aux opérations financières sous-jacentes.

un second trimestre consécutif et la croissance de l'investissement dans les logements, le déficit du secteur des particuliers a continué de se creuser durant le trimestre.

Les sociétés continuent d'augmenter leur excédent

L'excédent des sociétés a de nouveau augmenté au deuxième trimestre. Prolongeant une tendance de cinq ans, le secteur des sociétés a continué de fournir des fonds correspondant à des montants substantiels au reste de l'économie. Cependant, la demande de financement des sociétés privées non financières a augmenté durant le trimestre, comme en témoigne le recours à l'emprunt et à l'émission d'actions.

L'excédent des sociétés continue d'augmenter



La demande de fonds des administrations publiques est à la baisse

La demande globale d'emprunt du secteur des administrations publiques a diminué fortement. Durant le premier trimestre, l'administration fédérale a emprunté à court terme afin de procéder à des paiements plus élevés au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux. Au deuxième trimestre, cette dette a été remboursée au moyen de fonds excédentaires. Toutefois, l'emprunt des autres paliers de l'administration publique a augmenté.

Emprunt total des administrations publiques diminues

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels

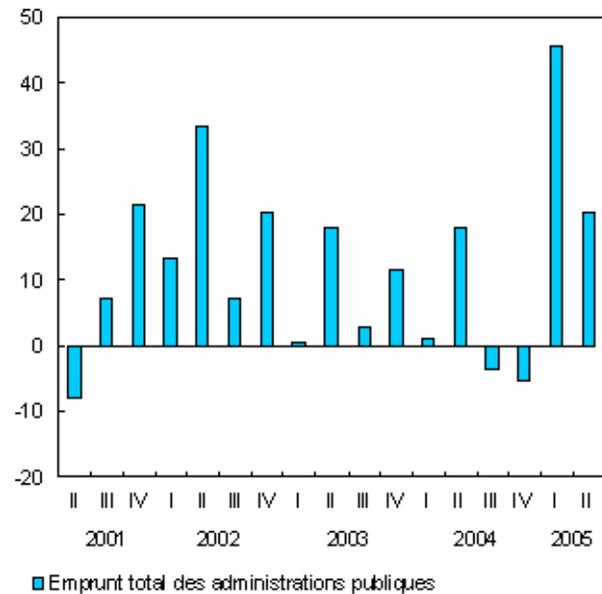


Tableau sommaire du marché financier

	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	2003	2004
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
Financement:								
Particuliers et entreprises individuelles	56 864	56 720	56 160	57 708	62 180	61 448	55 170	56 863
Crédit à la consommation	20 020	20 528	20 416	21 068	21 492	21 220	19 528	20 508
Emprunts bancaires	900	1 648	952	912	3 052	1 100	1 177	1 103
Autres emprunts	2 472	600	804	1 412	2 456	2 080	2 685	1 322
Hypothèques	33 472	33 944	33 988	34 316	35 180	37 048	31 780	33 930
Sociétés privées non financières	69 196	60 580	34 088	40 644	35 348	48 748	40 424	51 127
Emprunts bancaires	10 644	7 964	6 868	6 336	488	8 464	-894	7 953
Autres emprunts	-980	-3 076	-7 320	-3 308	1 516	3 748	-2 854	-3 671
Autres effets à court terme	760	3 036	-3 768	9 968	4 616	84	-10 084	2 499
Hypothèques	5 576	6 368	6 772	7 052	7 036	6 792	5 272	6 442
Obligations	20 960	19 964	19 852	3 484	14 464	13 836	18 513	16 065
Actions	32 236	26 324	11 684	17 112	7 228	15 824	30 471	21 839
Entreprises publiques non financières	-3 672	556	8	-2 520	-6 956	3 292	-3 366	-1 407
Emprunts bancaires	-828	256	-132	1 384	-864	-320	384	170
Autres emprunts	-1 700	1 212	1 224	356	-400	1 820	1 486	273
Autres effets à court terme	-2 684	1 092	-824	-2 220	-2 896	-220	-1 347	-1 159
Hypothèques	-8	0	-4	-4	0	12	-6	-4
Obligations	1 544	-2 008	-252	-2 032	-2 796	2 000	-3 883	-687
Actions	4	4	-4	-4	0	0	0	0
Administration fédérale	-10 464	-13 516	-21 920	-28 688	31 920	-5 288	-1 567	-18 647
Emprunts bancaires	192	120	120	128	192	108	106	140
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	-5 724	3 380	-716	2 840	33 264	-3 800	12 231	-55
Obligations d'épargne du Canada	4	-1 128	-1 428	-3 220	-3 180	-1 392	-1 290	-1 443
Autres obligations	-4 936	-15 888	-19 896	-28 436	1 644	-204	-12 614	-17 289
Autres paliers d'administration publique	11 492	31 668	18 236	23 420	13 760	25 544	9 785	21 204
Emprunts bancaires	-1 488	-40	-704	224	408	-444	265	-502
Autres emprunts	1 508	504	1 268	1 068	1 224	440	630	1 087
Autres effets à court terme	-20 092	26 168	-5 828	-8 500	-12 476	-6 348	-690	-2 063
Hypothèques	16	-24	-20	0	32	-16	-13	-7
Obligations provinciales	29 296	2 684	22 180	28 988	23 280	29 704	8 757	20 787
Obligations municipales	2 224	2 356	1 316	1 616	1 260	2 192	813	1 878
Autres obligations	28	20	24	24	32	16	23	24
Financement total des secteurs non financiers intérieurs	123 416	136 008	86 572	90 564	136 252	133 744	100 446	109 140
Crédit à la consommation	20 020	20 528	20 416	21 068	21 492	21 220	19 528	20 508
Emprunts bancaires	9 420	9 948	7 104	8 984	3 276	8 908	1 038	8 864
Autres emprunts	1 300	-760	-4 024	-472	4 796	8 088	1 947	-989
Effets à court terme, Canada	-5 724	3 380	-716	2 840	33 264	-3 800	12 231	-55
Autres effets à court terme	-22 016	30 296	-10 420	-752	-10 756	-6 484	-12 121	-723
Hypothèques	39 056	40 288	40 736	41 364	42 248	43 836	37 033	40 361
Obligations	49 120	6 000	21 796	424	34 704	46 152	10 319	19 335
Actions	32 240	26 328	11 680	17 108	7 228	15 824	30 471	21 839

Comptes sectoriels - particuliers et entreprises individuelles

	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	2003	2004
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	952 876	966 364	975 424	986 128	994 776	1 009 304	930 093	970 198
	1,2	1,4	0,9	1,1	0,9	1,5	3,4	4,3
Rémunération des salariés	633 052	641 204	647 288	654 312	661 864	671 856	617 753	643 964
	1,0	1,3	0,9	1,1	1,2	1,5	4,2	4,2
Revenu net des entreprises individuelles[1]	81 496	83 712	85 068	85 296	85 324	85 480	78 438	83 893
	1,8	2,7	1,6	0,3	0,0	0,2	4,4	7,0
Intérêts, dividendes et revenus divers de placements	106 216	108 576	108 452	109 756	111 124	112 052	105 051	108 250
	1,1	2,2	-0,1	1,2	1,2	0,8	-0,9	3,0
Transferts courants en provenance des administrations publiques	128 044	129 028	130 616	132 944	132 600	136 012	125 153	130 158
	1,3	0,8	1,2	1,8	-0,3	2,6	2,9	4,0
Transferts courants en provenance des sociétés	1 320	1 312	1 304	1 284	1 404	1 396	1 225	1 305
	0,0	-0,6	-0,6	-1,5	9,3	-0,6	-5,8	6,5
Transferts courants en provenance des non-résidents	2 748	2 532	2 696	2 536	2 460	2 508	2 473	2 628
	19,9	-7,9	6,5	-5,9	-3,0	2,0	-1,3	6,3
Dépenses	942 636	952 076	964 600	978 712	997 904	1 012 776	913 031	959 506
	1,9	1,0	1,3	1,5	2,0	1,5	4,3	5,1
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	708 200	717 384	724 980	734 376	748 520	756 532	687 791	721 235
	2,0	1,3	1,1	1,3	1,9	1,1	4,8	4,9
Transferts courants aux administrations publiques	219 232	219 132	224 088	228 356	232 796	239 232	210 540	222 702
	1,6	-0,0	2,3	1,9	1,9	2,8	2,4	5,8
Transferts courants aux sociétés	12 488	12 776	12 696	13 008	13 536	13 824	12 074	12 742
	1,2	2,3	-0,6	2,5	4,1	2,1	10,9	5,5
Transferts courants aux non-résidents	2 716	2 784	2 836	2 972	3 052	3 188	2 626	2 827
	1,8	2,5	1,9	4,8	2,7	4,5	6,5	7,7
Épargne	10 240	14 288	10 824	7 416	-3 128	-3 472	17 062	10 692
	-39,1	39,5	-24,2	-31,5	...	...	-28,8	-37,3
Revenu disponible[2]	733 644	747 232	751 336	757 772	761 980	770 072	719 553	747 496
	1,1	1,9	0,5	0,9	0,6	1,1	3,7	3,9
Taux d'épargne	1,4	1,9	1,4	1,0	-0,4	-0,5	2,4	1,4

Épargne brute et transferts de capitaux	49 340	54 728	51 736	48 572	39 716	39 504	54 609	51 094
	-9,9	10,9	-5,5	-6,1	-18,2	-0,5	-8,3	-6,4
Épargne	10 240	14 288	10 824	7 416	-3 128	-3 472	17 062	10 692
	-39,1	39,5	-24,2	-31,5	...	...	-28,8	-37,3
Provisions pour consommation de capital	37 080	37 664	38 160	38 684	39 204	39 752	35 790	37 897
	2,0	1,6	1,3	1,4	1,3	1,4	5,0	5,9
Transferts nets de capitaux	2 020	2 776	2 752	2 472	3 640	3 224	1 757	2 505
	27,5	37,4	-0,9	-10,2	47,2	-11,4	19,7	42,6
Moins: Acquisition de capital non financier	98 544	101 552	103 488	105 612	109 164	112 752	89 882	102 299
	4,3	3,1	1,9	2,1	3,4	3,3	14,4	13,8
Prêt net	-49 204	-46 824	-51 752	-57 040	-69 448	-73 248	-35 273	-51 205

Transactions: actifs financiers	13 832	11 292	10 224	-800	-5 596	-7 980	17 324	8 637

Argent et dépôts	30 516	37 884	21 124	22 228	15 172	21 620	20 734	27 938

Titres de dette canadiens	-16 884	-10 400	-19 952	-21 112	-16 648	8 244	-5 276	-17 087

Actions de sociétés et fonds mutuels	3 944	-3 664	1 828	-484	6 328	-1 444	-1 539	406

Assurance-vie et rentes	43 480	34 708	34 320	19 144	32 384	29 884	23 561	32 913

Autres actifs financiers	-47 224	-47 236	-27 096	-20 576	-42 832	-66 284	-20 156	-35 533

Transactions: passif	59 312	56 188	60 816	55 880	64 336	63 192	53 864	58 049

Crédit à la consommation	20 020	20 528	20 416	21 068	21 492	21 220	19 528	20 508

Emprunts bancaires et autres emprunts	3 372	2 248	1 756	2 324	5 508	3 180	3 862	2 425

Hypothèques	33 472	33 944	33 988	34 316	35 180	37 048	31 780	33 930

Comptes à payer	2 448	-532	4 656	-1 828	2 156	1 744	-1 306	1 186

Investissement financier net	-45 480	-44 896	-50 592	-56 680	-69 932	-71 172	-36 540	-49 412

Divergence du secteur	-3 724	-1 928	-1 160	-360	484	-2 076	1 267	-1 793

1 Somme du revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris.

2 Revenu total moins transferts courants aux administrations publiques.

Comptes sectoriels - sociétés et entreprises publiques: total

	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	2003	2004
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	298 784	318 156	326 440	331 640	333 040	335 608	290 514	318 755
	2,8	6,5	2,6	1,6	0,4	0,8	7,9	9,7
Bénéfices des sociétés avant impôts	163 128	177 176	178 804	181 484	184 580	188 828	147 592	175 148
	8,4	8,6	0,9	1,5	1,7	2,3	8,7	18,7
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	11 836	11 324	12 084	12 124	12 692	12 344	11 630	11 842
	2,5	-4,3	6,7	0,3	4,7	-2,7	0,9	1,8
Ajustement de la valeur des stocks	-4 444	-5 856	796	2 828	84	-2 224	5 075	-1 669

Intérêts, dividendes et recettes diverses[1]	61 464	69 168	68 904	69 172	69 132	69 664	60 132	67 177
	0,8	12,5	-0,4	0,4	-0,1	0,8	1,8	11,7
Intérêts sur la dette de consommation	12 488	12 776	12 696	13 008	13 536	13 824	12 074	12 742
	1,2	2,3	-0,6	2,5	4,1	2,1	10,9	5,5
Intérêts sur la dette publique[2]	54 312	53 568	53 156	53 024	53 016	53 172	54 011	53 515
	0,1	-1,4	-0,8	-0,2	-0,0	0,3	-2,1	-0,9
Dépenses	217 640	229 480	230 156	237 428	232 276	236 124	215 322	228 676
	1,1	5,4	0,3	3,2	-2,2	1,7	3,1	6,2
Intérêts, dividendes et paiements divers	172 960	181 148	181 228	187 492	181 596	184 152	172 948	180 707
	0,2	4,7	0,0	3,5	-3,1	1,4	1,0	4,5
Impôts directs	43 188	46 684	47 416	48 408	49 056	50 336	40 963	46 424
	5,0	8,1	1,6	2,1	1,3	2,6	13,8	13,3
Autres transferts courants	1 492	1 648	1 512	1 528	1 624	1 636	1 411	1 545
	-3,1	10,5	-8,3	1,1	6,3	0,7	-11,1	9,5
Épargne	81 144	88 676	96 284	94 212	100 764	99 484	75 192	90 079
	7,6	9,3	8,6	-2,2	7,0	-1,3	24,7	19,8
Épargne brute et transferts de capitaux	192 544	202 052	213 072	209 268	216 292	217 716	182 011	204 234
	4,4	4,9	5,5	-1,8	3,4	0,7	11,6	12,2
Épargne	81 144	88 676	96 284	94 212	100 764	99 484	75 192	90 079
	7,6	9,3	8,6	-2,2	7,0	-1,3	24,7	19,8
Provisions pour consommation de capital	108 896	110 632	111 892	112 892	114 280	115 768	105 345	111 078
	1,5	1,6	1,1	0,9	1,2	1,3	5,1	5,4
Transferts nets de capitaux	2 504	2 744	4 896	2 164	1 248	2 464	1 474	3 077
	41,0	9,6	78,4	-55,8	-42,3	97,4	-43,8	108,8
Moins: Acquisition de capital non financier	119 248	121 888	138 892	145 276	140 456	137 064	124 477	131 326
	-4,9	2,2	14,0	4,6	-3,3	-2,4	7,3	5,5
Prêt net	73 296	80 164	74 180	63 992	75 836	80 652	57 534	72 908

Transactions: actifs financiers	341 236	420 308	308 204	291 348	414 800	439 036	235 098	340 274

<i>Dont:</i>								
Crédit à la consommation	20 020	20 528	20 416	21 068	21 492	21 220	19 528	20 508

Prêts bancaires et autres prêts	25 172	32 680	21 096	23 880	9 352	13 320	-586	25 707

Hypothèques	42 848	47 436	42 860	45 096	45 432	46 724	39 689	44 560

Effets à court terme	-18 964	15 308	-4 408	-7 724	27 268	-24 248	-2 166	-3 947

Obligations	117 708	27 568	38 032	32 720	70 232	86 116	45 481	54 007

Actions	13 376	31 188	32 380	10 876	16 540	28 644	7 792	21 955

Investissements étrangers	-1 796	36 988	18 704	9 952	46 132	42 204	23 352	15 962

Transactions: passif	276 452	347 344	237 808	227 252	332 160	351 208	178 747	272 214

<i>Dont:</i>								
Argent et dépôts	52 764	122 960	88 036	83 252	78 804	118 400	49 963	86 753

Emprunts bancaires et autres emprunts	14 976	16 672	4 068	15 844	9 224	15 036	-6 576	12 890

Effets à court terme	-8 492	-408	-3 600	8 708	9 596	-5 876	-15 700	-948

Obligations	80 824	63 852	59 800	42 764	51 248	62 816	56 191	61 810

Actions	45 492	51 604	22 324	11 404	55 648	28 816	33 279	32 706

Assurance-vie et rentes	41 096	29 580	30 076	18 152	29 608	24 376	22 000	29 726

Investissement financier net	64 784	72 964	70 396	64 096	82 640	87 828	56 351	68 060

Divergence du secteur	8 512	7 200	3 784	-104	-6 804	-7 176	1 183	4 848

1 Comprend les intérêts et les dividendes reçus des non-résidents.

2 L'intérêt sur la dette publique passe par le secteur des sociétés aux autres secteurs de l'économie en raison d'un manque d'information sur l'offre et l'emploi des titres de dette des administrations.

Comptes sectoriels - administrations publiques

	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	2003	2004
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	508 448	517 184	526 428	534 948	540 500	549 940	493 786	521 752
	1,5	1,7	1,8	1,6	1,0	1,7	4,7	5,7
Impôts sur revenus	195 232	199 100	204 132	208 712	213 284	220 252	185 920	201 794
	2,6	2,0	2,5	2,2	2,2	3,3	3,3	8,5
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	61 780	61 820	62 280	62 916	63 540	64 456	60 094	62 199
	1,0	0,1	0,7	1,0	1,0	1,4	5,7	3,5
Impôts sur production et importations	161 720	164 268	166 252	168 024	169 580	171 444	158 354	165 066
	0,6	1,6	1,2	1,1	0,9	1,1	4,5	4,2
Autres transferts courants en provenance des particuliers	9 808	9 732	9 780	9 784	9 788	9 852	9 626	9 776
	1,1	-0,8	0,5	0,0	0,0	0,7	4,3	1,6
Revenus de placements	39 872	41 736	43 228	44 980	42 872	42 676	40 902	42 454
	0,9	4,7	3,6	4,1	-4,7	-0,5	9,9	3,8
Ventes de biens et services[1]	40 036	40 528	40 756	40 532	41 436	41 260	38 890	40 463
	1,8	1,2	0,6	-0,5	2,2	-0,4	5,2	4,0
Dépenses	497 104	500 188	502 596	508 588	515 420	520 368	485 971	502 119
	1,3	0,6	0,5	1,2	1,3	1,0	4,4	3,3
Dépenses courantes brutes en biens et services[1]	284 600	288 568	290 112	292 708	298 592	302 520	275 521	288 997
	1,3	1,4	0,5	0,9	2,0	1,3	5,6	4,9
Transferts courants	148 668	148 708	150 224	154 080	155 196	156 064	145 669	150 420
	1,9	0,0	1,0	2,6	0,7	0,6	5,7	3,3
Intérêts sur la dette publique	63 836	62 912	62 260	61 800	61 632	61 784	64 781	62 702
	-0,3	-1,4	-1,0	-0,7	-0,3	0,2	-3,2	-3,2
Épargne	11 344	16 996	23 832	26 360	25 080	29 572	7 815	19 633
	13,7	49,8	40,2	10,6	-4,9	17,9	29,8	151,2
Épargne brute et transferts de capitaux	33 524	39 556	44 156	50 148	49 684	53 656	31 028	41 846
	1,4	18,0	11,6	13,6	-0,9	8,0	8,6	34,9
Épargne	11 344	16 996	23 832	26 360	25 080	29 572	7 815	19 633
	13,7	49,8	40,2	10,6	-4,9	17,9	29,8	151,2
Provisions pour consommation de capital	22 972	23 244	23 500	23 832	24 160	24 500	22 467	23 387
	1,0	1,2	1,1	1,4	1,4	1,4	3,5	4,1
Transferts nets de capitaux	-792	-684	-3 176	-44	444	-416	746	-1 174
	...	...	...	...	...	...	-11,8	...
Moins: Acquisition de capital non financier	32 520	33 376	33 428	33 124	33 932	34 348	30 968	33 112
	3,4	2,6	0,2	-0,9	2,4	1,2	4,3	6,9
Prêt net	1 004	6 180	10 728	17 024	15 752	19 308	60	8 734

Transactions: actifs financiers	20 860	35 484	1 676	12 124	97 236	56 252	25 916	17 536

Argent et dépôts	-7 244	2 764	5 680	-7 380	5 740	952	56	-1 545

Prêts	2 136	7 196	7 404	5 892	8 848	2 648	4 263	5 657

Titres canadiens	-4 016	35 092	-3 120	18 452	32 196	11 480	8 062	11 602

Autres actifs financiers	29 984	-9 568	-8 288	-4 840	50 452	41 172	13 535	1 822

Transactions: passif	19 420	25 724	-5 280	3 772	77 476	35 992	24 763	10 909

Emprunts bancaires et autres emprunts	212	584	684	1 420	1 824	104	1 001	725

Effets à court terme	-25 816	29 548	-6 544	-5 660	20 788	-10 148	11 541	-2 118

Obligations	24 772	-11 700	1 692	-1 576	21 476	29 920	-5 913	3 297

Autres passifs	20 252	7 292	-1 112	9 588	33 388	16 116	18 134	9 005

Investissement financier net	1 440	9 760	6 956	8 352	19 760	20 260	1 153	6 627

Divergence du secteur	-436	-3 580	3 772	8 672	-4 008	-952	-1 093	2 107

1 Dans le PIB, les dépenses courantes des administrations sont enregistrées sur une base nette, c'est-à-dire après déduction des ventes de biens et services. Dans les comptes sectoriels des administrations, les ventes de biens et services aux autres secteurs sont montrées séparément sous les revenus, les dépenses courantes sont donc enregistrées sur une base brute, ce qui laisse l'épargne inchangée.

Comptes sectoriels - non-résidents

	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	2003	2004
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	469 464	503 000	506 844	505 008	514 080	522 560	470 199	496 079
	0,9	7,1	0,8	-0,4	1,8	1,6	-3,2	5,5
Ventes de biens (importations)	340 772	367 712	375 832	368 000	378 680	384 480	342 611	363 079
	1,4	7,9	2,2	-2,1	2,9	1,5	-4,0	6,0
Ventes de services (importations)	74 936	76 404	74 268	75 460	77 656	79 288	71 759	75 267
	1,2	2,0	-2,8	1,6	2,9	2,1	1,2	4,9
Intérêts, dividendes et recettes diverses	47 292	51 784	50 068	54 008	48 980	51 380	49 431	50 788
	-3,0	9,5	-3,3	7,9	-9,3	4,9	-5,4	2,7
Transferts courants	6 464	7 100	6 676	7 540	8 764	7 412	6 398	6 945
	1,6	9,8	-6,0	12,9	16,2	-15,4	7,4	8,5
Dépenses	494 552	540 124	536 540	521 656	527 224	539 912	489 451	523 218
	1,9	9,2	-0,7	-2,8	1,1	2,4	-3,9	6,9
Achats de biens (exportations)	404 808	443 740	442 276	425 736	430 088	441 000	400 176	429 140
	2,6	9,6	-0,3	-3,7	1,0	2,5	-3,4	7,2
Achats de services (exportations)	62 064	63 624	63 672	64 400	65 592	66 376	61 090	63 440
	-0,4	2,5	0,1	1,1	1,9	1,2	-4,6	3,8
Intérêts, dividendes et paiements divers	20 532	25 392	23 208	24 336	24 324	25 036	21 575	23 367
	-5,4	23,7	-8,6	4,9	-0,0	2,9	-11,4	8,3
Transferts courants	7 148	7 368	7 384	7 184	7 220	7 500	6 610	7 271
	10,3	3,1	0,2	-2,7	0,5	3,9	-4,0	10,0
Épargne	-25 088	-37 124	-29 696	-16 648	-13 144	-17 352	-19 252	-27 139

Épargne brute et transferts de capitaux	-28 820	-41 960	-34 168	-21 240	-18 476	-22 624	-23 229	-31 547

Épargne	-25 088	-37 124	-29 696	-16 648	-13 144	-17 352	-19 252	-27 139

Transferts nets de capitaux	-3 732	-4 836	-4 472	-4 592	-5 332	-5 272	-3 977	-4 408

Prêt net[1]	-28 820	-41 960	-34 168	-21 240	-18 476	-22 624	-23 229	-31 547

Transactions: actifs financiers	9 188	80 268	51 552	41 728	61 540	25 900	36 204	45 684

Argent et dépôts	-25 880	34 752	-3 968	3 832	-6 324	-5 520	6 028	2 184

Prêts	-1 444	-7 724	-8 504	-5 772	4 524	804	-2 716	-5 861

Effets à court terme	-7 032	7 332	-1 344	440	-648	-3 040	-2 172	-151

Obligations	-3 384	20 480	34 980	26 124	-1 204	4 352	7 895	19 550

Actions	32 484	48 712	25 712	36 448	26 312	-14 876	13 492	35 839

Autres actifs financiers	14 444	-23 284	4 676	-19 344	38 880	44 180	13 677	-5 877

Transactions: passif	29 932	118 096	78 312	57 496	94 008	62 816	57 168	70 959

Réserves officielles	-1 440	-1 072	2 456	-13 648	11 388	-1 832	-4 694	-3 426

Argent et dépôts	10 104	5 180	-888	17 724	9 304	11 568	6 874	8 030

Emprunts bancaires et autres emprunts	7 304	12 648	13 488	4 412	6 168	-1 548	2 674	9 463

Investissements étrangers	-5 432	28 904	22 716	15 656	46 160	36 024	25 019	15 461

Autres passifs	19 396	72 436	40 540	33 352	20 988	18 604	27 295	41 431

Investissement financier net	-20 744	-37 828	-26 760	-15 768	-32 468	-36 916	-20 964	-25 275

Divergence du secteur	-8 076	-4 132	-7 408	-5 472	13 992	14 292	-2 265	-6 272

1 Ce compte présente la position des non-résidents en regard de leurs transactions avec les résidents canadiens et ce, pour l'épargne ainsi que le prêt ou l'emprunt net. Conséquemment, le signe de ces agrégats est inversé par rapport à ce qui figure dans la balance des paiements internationaux du Canada.

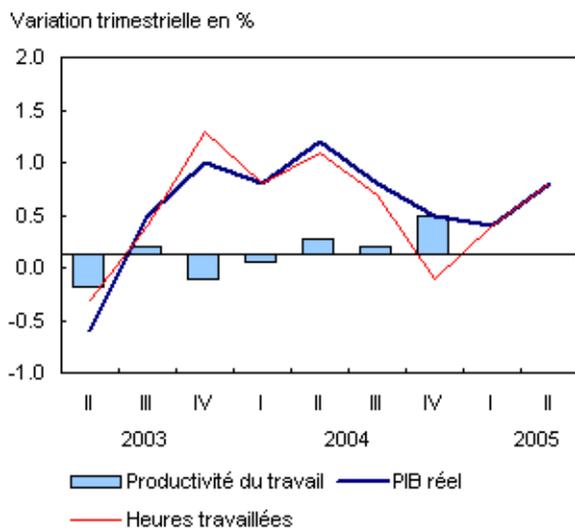
Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Deuxième trimestre de 2005

La croissance de la productivité du travail dans les entreprises canadiennes est demeurée stagnante pour un deuxième trimestre consécutif, prolongeant ainsi une léthargie qui a débuté en 2003.

Au sud de la frontière, la croissance de la productivité dans les entreprises américaines au deuxième trimestre a affiché un maigre 0,1%, pour la première fois depuis le quatrième trimestre de 2003. Il s'agit d'un net ralentissement par rapport à la hausse de 0,7% du premier trimestre.

La productivité n'a pas varié au cours des deux derniers trimestres



Note aux lecteurs

Ce chapitre offre une analyse de la productivité pour l'ensemble du secteur des entreprises, ses 15 principales industries de la classification à deux chiffres ainsi que le secteur des biens et celui des services. Depuis le communiqué de juin dernier, les mesures trimestrielles de la productivité de l'ensemble de l'économie, du secteur des entreprises et du secteur non commercial ont été disponibles à partir du premier trimestre de 1981, tandis que celles au niveau industriel commencent seulement à partir du premier trimestre de 1997.

L'utilisation du terme «productivité» fait référence à la productivité du travail. Les calculs des taux de croissance sur la productivité et ses variables connexes sont fondés sur des indices arrondis à la décimale.

Pour plus de renseignements au sujet du programme de productivité, consultez la page *Aperçu du programme de recherche et une description des publications* de notre site Web. Vous pouvez aussi obtenir une copie d'une note technique au sujet des estimations trimestrielles de la productivité en envoyant un message à productivite.mesures@statcan.ca.

Révisions

Pour cette diffusion, les estimations canadiennes ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2005 au niveau agrégé et au premier trimestre de 2004 au niveau industriel.

Aux États-Unis, le Bureau of Labor Statistics a procédé récemment à des révisions de ses estimations de productivité du travail pour la période de 2002 à 2004 afin d'incorporer celles des Comptes nationaux américains du Bureau of Economic Analysis.

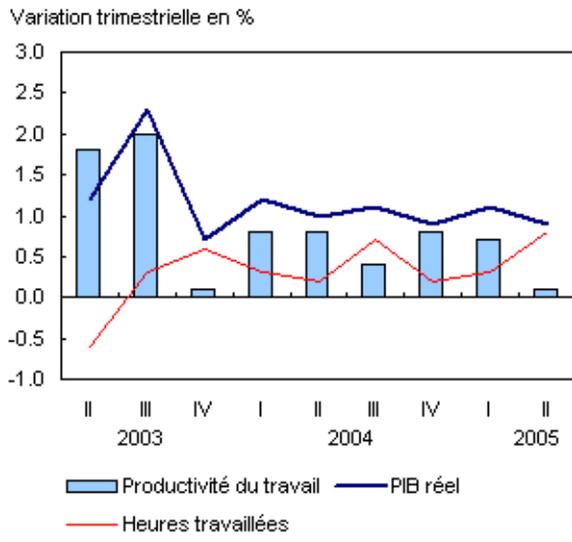
La **productivité du travail** est évaluée comme le rapport de la production au facteur main-d'oeuvre (heures travaillées). Les estimations trimestrielles de la productivité sont construites à partir des indices en chaîne de type Fisher du PIB, ou de la valeur ajoutée, du secteur des entreprises. La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée avec prudence, puisque ces estimations reflètent les variations d'autres facteurs de production en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production.

La **rémunération pour tous les emplois** incorpore tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation de leurs services rendus. Cela inclut les salaires et les traitements, le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés ainsi qu'un revenu implicite du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

Le **coût unitaire de main-d'oeuvre** représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération du travail à la valeur ajoutée réelle. Il correspond également au ratio de la rémunération par heure travaillée et de la productivité du travail. Le coût unitaire de main-d'oeuvre augmentera lorsque la rémunération horaire s'accroîtra plus rapidement que la productivité du travail.

Le **coût unitaire de main d'oeuvre en dollars américains**: Il est égal au ratio du coût unitaire de main d'oeuvre canadien par le taux de change. Ce dernier correspond à la valeur du dollar américain exprimée en dollars canadiens.

La croissance de la productivité américaine ralentit



La productivité, mesurée par le produit intérieur brut (PIB) réel par heure travaillée, s'améliore lorsque le PIB s'accroît plus rapidement que les heures travaillées. Les gains de productivité contribuent à la hausse du niveau de vie à long terme.

Au Canada, les entreprises ont doublé leur cadence de production au deuxième trimestre, reflétant en grande partie l'augmentation du nombre d'heures travaillées. En conséquence, la productivité canadienne a connu une croissance nulle.

Puisque la productivité n'a affiché aucun gain, la croissance de l'activité économique au Canada au cours du premier semestre de 2005 était attribuable entièrement à l'augmentation du nombre d'heures travaillées. Au deuxième trimestre, la totalité de la progression de l'emploi se situe dans le travail à temps plein.

Cependant, le dollar canadien ayant freiné sa remontée durant les deux premiers trimestres de 2005, les entreprises canadiennes ont pu accroître leurs exportations durant cette période en bénéficiant de la stabilisation leurs coûts unitaires de main-d'oeuvre face à leurs homologues américaines.

La productivité n'a presque pas varié dans le secteur des services et celui des biens

Sur une base trimestrielle, la productivité dans le secteur des services a connu une croissance nulle au deuxième trimestre, alors qu'elle a fléchi légèrement dans le secteur des biens.

La production et les heures travaillées dans le secteur des services ont connu un rythme similaire de croissance au deuxième trimestre, de sorte que la productivité dans ce secteur n'a pas varié. La même situation était observée au trimestre précédent.

Du côté du secteur des biens, la productivité a reculé de 0,1% au deuxième trimestre, après quatre trimestres de hausse. Au deuxième trimestre, l'activité économique dans le secteur des biens s'est faiblement accrue de 0,2%, alors que les heures travaillées ont augmenté de 0,3%, après deux trimestres de recul et d'augmentation nulle.

Presque toutes les industries qui composent le secteur des biens ont enregistré une décroissance de leur productivité au deuxième trimestre, à l'exception des industries manufacturières où une légère accélération de la productivité a été observée. Ce secteur a connu une croissance de sa productivité de 0,9 % au deuxième trimestre suite à un gain de 0,6% au premier trimestre.

Les fabricants continuent d'ajuster à la baisse leurs effectifs pour faire face à celle de leur production. Au deuxième trimestre, ils ont vu leur production reculer de 0,4%, en grande partie sous l'effet du déclin de la production de véhicules et de pièces automobiles.

Du côté du secteur des services, l'absence de productivité reflète l'amélioration de la productivité dans le commerce de gros, dans les industries de l'hébergement et des services de restauration et dans l'industrie de l'information de l'industrie culturelle, qui sont entièrement annulées par le recul de la productivité dans chacune des industries restantes composant le secteur des services.

Après une hausse de 2,0% au premier trimestre, les activités du commerce de gros ont progressé de 2,3 % au deuxième trimestre, en raison surtout de l'augmentation des ventes de machines et de fournitures électroniques, de véhicules automobiles, d'articles personnels et ménagers et de produits divers, comme les produits chimiques et la potasse.

Les coûts unitaires de main-d'œuvre en hausse du côté des entreprises

Avec une augmentation trimestrielle de 0,7% de la rémunération horaire et une absence de gains de productivité, les coûts unitaires de main-d'oeuvre des entreprises ont connu une hausse de 0,7 % au deuxième trimestre de 2005. Il s'agit d'une légère accélération par rapport à la hausse de 0,5 % affichée au trimestre précédent.

Les coûts unitaires de la main-d'œuvre permettent de mesurer les pressions inflationnistes dans les salaires, en indiquant les changements relatifs entre la rémunération horaire et la productivité.

Après avoir augmenté d'à peine 0,1% au premier trimestre, les coûts de main-d'oeuvre par unité produite dans le secteur des services ont rebondi de 0,9 % au deuxième trimestre. Du côté du secteur des biens, les coûts unitaires de main d'œuvre ont augmenté de 0,6% au deuxième trimestre, ce qui représentait un léger ralentissement par rapport à la hausse de 0,8% enregistrée au premier trimestre.

Les industries qui ont enregistré les baisses les plus marquées au chapitre des coûts unitaires de main d'œuvre d'avril à juin étaient celles du commerce de gros, et des services professionnels, scientifiques et techniques. À l'opposé, les augmentations les plus importantes ont été enregistrées dans le secteur de l'hébergement et de services de restauration, dans le commerce de détail, dans le secteur des services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement, et dans celui du transport et entreposage.

Au deuxième trimestre de 2005, le secteur de la fabrication a enregistré une hausse de 0,5 % de ses coûts de main-d'œuvre par unité produite, comparativement à un recul de 0,2 % au trimestre précédent.

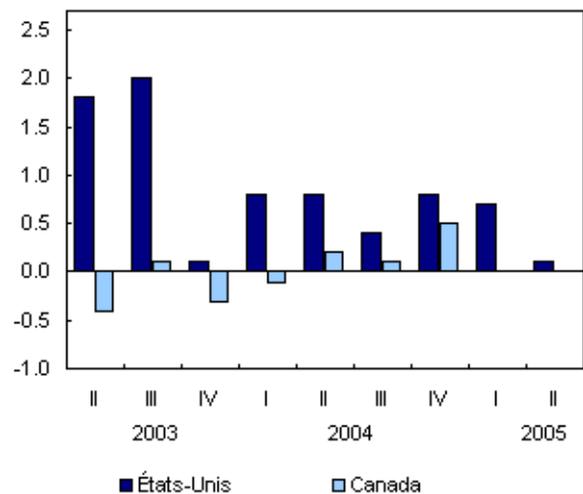
Une productivité nulle qui se prolonge depuis deux ans

En moyenne, la productivité du travail au Canada n'a presque pas varié au cours des deux dernières années. La croissance nulle enregistrée en 2004 s'est avérée la plus faible depuis 1996, alors que l'augmentation en 2003 s'était chiffrée à seulement 0,2 %.

En revanche, avant de prendre une pause au deuxième trimestre, la productivité dans les entreprises américaines a progressé en moyenne de 0,7% au cours des cinq trimestres précédents.

Les deux pays n'ont enregistré aucun gain de productivité

Variation trimestrielle en %

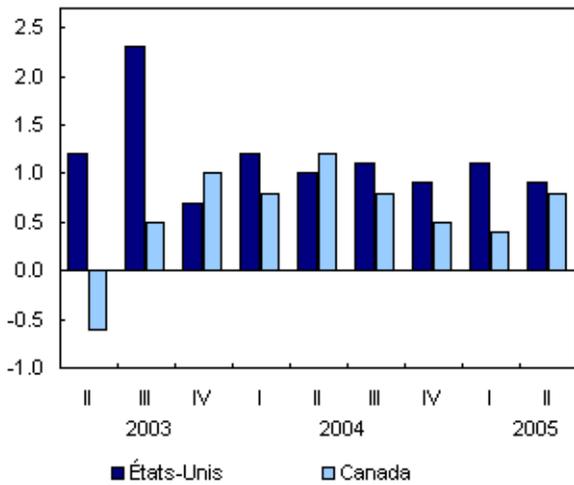


La croissance du PIB des entreprises canadiennes s'est accélérée pour s'établir à 0,8 % au deuxième trimestre, soit le double du rythme atteint au trimestre précédent (+0,4 %).

La robustesse soutenue des dépenses des consommateurs et la reprise du secteur du logement sont en grande partie à l'origine de cette amélioration. Après avoir progressé au cours des quatre trimestres précédents, le fléchissement des importations au deuxième trimestre a également contribué à l'ardeur du PIB canadien.

Une croissance similaire du PIB dans les deux pays

Variation trimestrielle en %

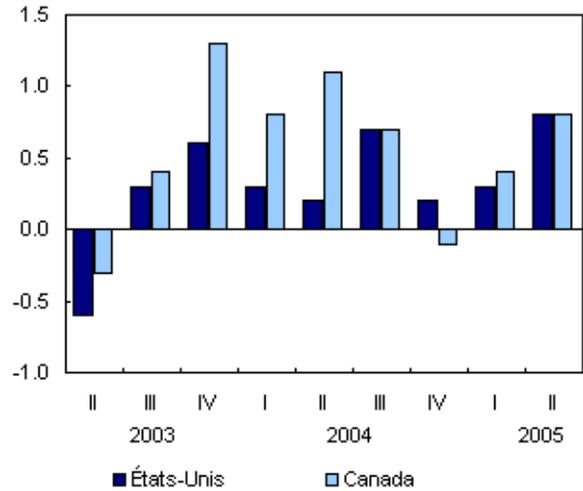


Du côté des entreprises américaines, la croissance du PIB a connu un léger ralentissement, passant de 1,1% au premier trimestre à 0,9% au deuxième trimestre. Lors des six derniers trimestres, la croissance du PIB américain a été très stable, fluctuant entre 0,9% et 1,2%.

La croissance du PIB aux États-Unis a dépassé celle du Canada pour un quatrième trimestre d'affilée. Durant cette période, la vigueur de l'activité économique américaine a reposé essentiellement sur les dépenses des consommateurs et les investissements des entreprises.

Les heures travaillées accélèrent au Canada et aux États-Unis

Variation trimestrielle en %



Au cours des deux trimestres de 2005, les heures travaillées ont augmenté au même rythme dans les deux pays. La croissance des heures travaillées a doublé au deuxième trimestre, s'élevant à 0,8% dans chaque pays.

Augmentation des coûts unitaires de main-d'œuvre canadiens en dollars américains

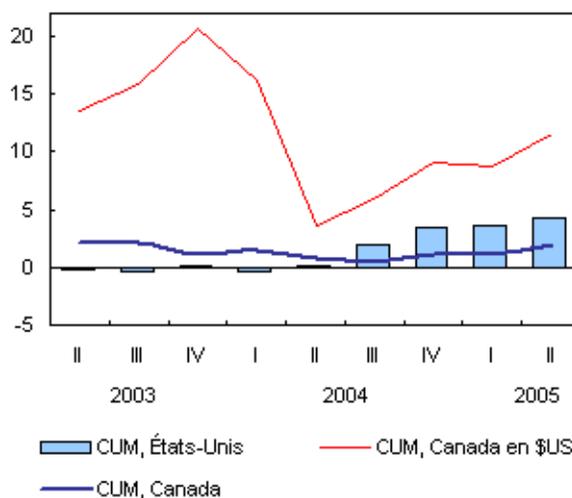
Sans l'effet du taux de change, le coût de la main-d'oeuvre pour produire une unité du PIB dans les entreprises canadiennes a augmenté sur une base annuelle de 2,0% au deuxième trimestre. Il s'agit d'une accélération par rapport à l'augmentation de 1,1% enregistrée au cours de chacun des deux trimestres précédents.

Aux États-Unis, les entreprises ont vu leurs coûts unitaires de main-d'oeuvre augmenter pour un quatrième trimestre consécutif. D'une année à l'autre, leur coût unitaire de main-d'oeuvre a affiché une hausse de 4,3 % au deuxième trimestre de 2005. L'augmentation des coûts de main-d'oeuvre par unité du PIB dans les entreprises américaines s'est accélérée graduellement au cours des quatre derniers trimestres.

Cependant, le Canada perd totalement cette position avantageuse lorsque les coûts unitaires de main-d'oeuvre sont ajustés en fonction du taux de change.

Les coûts unitaire de main-d'oeuvre canadiens en \$US continuent d'augmenter

Variation en % d'une année à l'autre



L'appréciation de 8,6 % du dollar canadien face à la devise américaine au deuxième trimestre par rapport au même trimestre de 2004, s'est traduite par une forte hausse de 11,5 % du coût unitaire de main-d'oeuvre exprimé en dollars américains. Cela représente plus du double de la hausse de 4,3% aux États-Unis.

Compte tenu de cette détérioration de la compétitivité au chapitre des coûts, les exportations canadiennes ont ralenti sur une base annuelle pour s'établir à peine à 0,1% au deuxième trimestre, après avoir bondi de 4,3% au premier trimestre de 2005.

Comparaison de la croissance annuelle de la productivité du travail dans le secteur des entreprises avant et après révision

	Canada	États-Unis	
		Avant révision	Après révision
variation annuelle en %			
1981-2004	1,4	2,2	2,2
1981-2000	1,5	1,9	1,9
2000-2004	0,9	3,8	3,5
2000	3,4	2,8	2,8
2001	1,5	2,5	2,5
2002	2,1	4,3	4,0
2003	0,2	4,4	3,9
2004	0,0	3,9	3,4

Source: Les données américaines proviennent du Bureau of Labor Statistics dans NEWS, Productivity and Costs - deuxième trimestre de 2005 qui a paru le 7 septembre.

Des révisions à la baisse de la croissance de productivité aux États-Unis

Les données diffusées aujourd'hui comprennent les révisions du PIB aux États-Unis pour la période de 2002 à 2004. Quant aux révisions de 2001-2004 du PIB au Canada, les données ont déjà été diffusées dans Le Quotidien du 9 juin.

Dans l'ensemble, les révisions des données américaines ont eu pour effet de diminuer le taux de croissance de la productivité du travail aux États-Unis pour chacune des trois dernières années. L'ampleur des révisions à la baisse est de 0,3 % pour 2002 et de 0,5 % pour 2003 et 2004.

Même si l'ampleur des révisions pour ces deux dernières années est importante, cela n'a pas renversé les résultats qui ont été rapportés ces dernières années sur les écarts de croissance de productivité entre le Canada et les États-Unis.

Les révisions ont entraîné un changement à moyen terme puisque la croissance annuelle moyenne de la productivité américaine pour la période de 2000-2004 est passée de 3,8 % à 3,5 %. Malgré cette révision, la croissance de la productivité américaine demeure presque quatre fois plus élevée que celle du Canada qui s'est chiffrée à 0,9 % durant la même période.

Secteur des entreprises: Productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis[1]

	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005
données désaisonnalisées						
variation en % d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Productivité du travail	-0,1	0,2	0,1	0,5	0,0	0,0
PIB réel	0,8	1,2	0,8	0,5	0,4	0,8
Heures travaillées	0,8	1,1	0,7	-0,1	0,4	0,8
Rémunération horaire	0,4	0,0	0,2	1,3	0,5	0,7
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,5	-0,1	0,0	0,8	0,5	0,7
Taux de change[2]	0,2	3,2	-3,9	-6,6	0,5	1,4
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	0,3	-3,2	4,1	7,9	0,0	-0,7
États-Unis						
Productivité du travail	0,8	0,8	0,4	0,8	0,7	0,1
PIB réel	1,2	1,0	1,1	0,9	1,1	0,9
Heures travaillées	0,3	0,2	0,7	0,2	0,3	0,8
Rémunération horaire	1,0	0,8	1,6	2,7	1,2	0,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,3	-0,1	1,3	1,9	0,4	0,7
variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Productivité du travail	-0,6	-0,1	-0,1	0,7	0,8	0,6
PIB réel	1,6	3,5	3,9	3,4	3,0	2,5
Heures travaillées	2,2	3,7	4,0	2,6	2,2	1,8
Rémunération horaire	0,8	0,5	0,3	1,9	2,0	2,7
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,4	0,8	0,5	1,1	1,1	2,0
Taux de change[2]	-12,7	-2,8	-5,3	-7,2	-6,9	-8,6
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	16,2	3,5	6,0	9,0	8,7	11,5
États-Unis						
Productivité du travail	4,9	3,8	2,1	2,8	2,7	2,0
PIB réel	5,5	5,3	4,0	4,2	4,1	4,1
Heures travaillées	0,6	1,4	1,8	1,4	1,3	2,0
Rémunération horaire	4,5	3,6	4,1	6,3	6,4	6,4
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-0,4	-0,2	1,9	3,4	3,6	4,3
variation en % par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
Canada						
Productivité du travail	-0,4	0,7	0,4	2,1	0,0	0,0
PIB réel	3,2	5,1	3,4	1,8	1,5	3,1
Heures travaillées	3,2	4,6	2,8	-0,3	1,7	3,1
Rémunération horaire	1,7	0,0	0,7	5,4	2,0	2,6
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,9	-0,4	0,0	3,0	1,9	3,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	1,1	-12,3	17,3	35,5	0,0	-2,6
États-Unis						
Productivité du travail	3,4	3,4	1,4	3,1	2,9	0,7
PIB réel	4,9	4,0	4,4	3,6	4,4	4,0
Heures travaillées	1,5	0,6	3,0	0,5	1,4	3,2
Rémunération horaire	4,2	3,3	6,5	11,3	4,7	3,3
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,8	-0,1	5,0	7,9	1,7	2,6

1 Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2 Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.

3 La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Secteur des entreprises: Quelques variables associées au marché du travail[1]

	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005
données désaisonnalisées						
variation en % d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Tous les emplois	0,2	0,7	0,5	0,3	0,6	0,8
Heures travaillées	0,8	1,1	0,7	-0,1	0,4	0,8
Heures moyennes	0,7	0,4	0,2	-0,4	-0,2	0,0
Part du travail[2]	-0,7	-1,6	-1,0	0,3	0,2	0,2
États-Unis						
Tous les emplois	0,3	0,6	0,5	0,3	0,7	0,5
Heures travaillées	0,3	0,2	0,7	0,2	0,3	0,8
Heures moyennes	0,1	-0,4	0,2	-0,2	-0,3	0,3
Part du travail[2]	-0,7	-0,9	1,0	1,3	-0,2	0,0
variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Tous les emplois	1,2	2,2	2,3	1,7	2,2	2,3
Heures travaillées	2,2	3,7	4,0	2,6	2,2	1,8
Heures moyennes	1,0	1,3	1,6	0,9	0,0	-0,4
Part du travail[2]	0,0	-3,1	-3,5	-2,9	-2,0	-0,2
États-Unis						
Tous les emplois	0,4	1,6	1,7	1,6	2,0	2,0
Heures travaillées	0,6	1,4	1,8	1,4	1,3	2,0
Heures moyennes	0,2	-0,1	0,2	-0,3	-0,7	0,0
Part du travail[2]	-2,2	-2,8	-0,5	0,7	1,2	2,2
variation en % par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
Canada						
Tous les emplois	0,7	2,8	2,1	1,4	2,4	3,4
Heures travaillées	3,2	4,6	2,8	-0,3	1,7	3,1
Heures moyennes	2,9	1,6	0,8	-1,6	-0,8	0,0
Part du travail[2]	-2,9	-6,2	-3,8	1,3	0,9	0,9
États-Unis						
Tous les emplois	1,0	2,4	2,1	1,0	2,7	2,0
Heures travaillées	1,5	0,6	3,0	0,5	1,4	3,2
Heures moyennes	0,4	-1,6	0,8	-0,8	-1,2	1,2
Part du travail[2]	-2,8	-3,6	4,2	5,4	-0,8	0,0

1 Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2 Il s'agit du rapport de la rémunération totale des travailleurs au PIB aux prix du marché en dollars courants.

3 La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Productivité du travail par industrie

	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	2003	2004
données désaisonnalisées								
Secteur des entreprises - biens	113,0	113,4	114,3	114,8	114,9	114,8	114,0	113,9
	-0,6	0,4	0,8	0,4	0,1	-0,1	-0,2	-0,1
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	132,3	134,0	140,8	139,2	136,9	132,4	130,7	136,6
	0,8	1,3	5,1	-1,1	-1,7	-3,3	5,8	4,5
Construction	106,4	104,1	102,7	102,3	103,6	103,3	108,6	103,9
	-1,5	-2,2	-1,3	-0,4	1,3	-0,3	-0,9	-4,4
Fabrication	120,8	122,4	124,7	126,5	127,3	128,5	120,4	123,6
	-0,2	1,3	1,9	1,4	0,6	0,9	1,5	2,7
Secteur des entreprises - services	114,0	114,0	113,7	114,6	114,9	114,9	114,0	114,1
	0,4	0,0	-0,3	0,8	0,3	0,0	0,3	0,1
Commerce de gros	130,0	132,1	132,2	132,7	135,5	140,9	126,7	131,8
	0,0	1,6	0,1	0,4	2,1	4,0	2,3	4,0
Commerce de détail	120,9	120,8	121,1	122,5	122,8	121,9	121,8	121,3
	1,2	-0,1	0,2	1,2	0,2	-0,7	1,8	-0,4
Transport et entreposage	111,7	113,1	113,5	116,3	117,7	117,0	110,1	113,7
	0,2	1,3	0,4	2,5	1,2	-0,6	-0,2	3,3
Industrie de l'information et industrie culturelle	110,3	113,8	107,9	108,4	107,4	108,2	114,4	110,1
	0,4	3,2	-5,2	0,5	-0,9	0,7	-2,6	-3,8
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	108,4	109,5	106,9	106,2	105,7	105,0	107,6	107,8
	1,2	1,0	-2,4	-0,7	-0,5	-0,7	-3,1	0,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	121,8	121,9	120,6	120,9	120,3	118,5	123,3	121,3
	0,2	0,1	-1,1	0,2	-0,5	-1,5	3,7	-1,6
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	91,7	90,4	88,3	89,0	89,2	88,4	93,9	89,9
	-1,1	-1,4	-2,3	0,8	0,2	-0,9	-1,3	-4,3
Hébergement et services de restauration	104,0	103,4	103,9	104,4	104,1	106,5	101,9	103,9
	-0,3	-0,6	0,5	0,5	-0,3	2,3	-3,3	2,0
Autres services commerciaux	110,1	106,5	109,6	110,4	109,4	107,3	111,0	109,2
	0,3	-3,3	2,9	0,7	-0,9	-1,9	0,7	-1,6

Coût unitaire de main d'oeuvre par industrie

	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	2003	2004
	données désaisonnalisées							
Secteur des entreprises - biens	108,0	107,6	106,8	108,1	109,0	109,6	107,1	107,6
	0,7	-0,4	-0,7	1,2	0,8	0,6	1,7	0,5
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	109,9	104,9	100,6	101,7	103,3	102,6	112,2	104,3
	-0,7	-4,5	-4,1	1,1	1,6	-0,7	-14,1	-7,0
Construction	109,8	112,8	113,7	115,1	116,4	117,0	107,2	112,9
	0,9	2,7	0,8	1,2	1,1	0,5	2,9	5,3
Fabrication	99,1	97,4	96,0	96,6	96,4	97,0	100,1	97,3
	0,1	-1,7	-1,4	0,6	-0,2	0,6	2,1	-2,8
Secteur des entreprises - services	104,7	104,8	105,2	105,7	105,8	106,7	104,0	105,1
	0,2	0,1	0,4	0,5	0,1	0,9	2,0	1,1
Commerce de gros	89,3	87,2	86,0	87,3	86,0	82,1	91,6	87,5
	-0,1	-2,4	-1,4	1,5	-1,5	-4,5	-1,0	-4,5
Commerce de détail	102,6	105,0	104,3	103,3	102,1	105,9	101,6	103,8
	-0,2	2,3	-0,7	-1,0	-1,2	3,7	3,5	2,2
Transport et entreposage	105,5	104,7	106,1	105,6	105,3	107,4	107,5	105,5
	-0,4	-0,8	1,3	-0,5	-0,3	2,0	2,1	-1,9
Industrie de l'information et industrie culturelle	102,9	102,9	102,3	102,9	102,8	104,7	101,2	102,8
	0,0	0,0	-0,6	0,6	-0,1	1,8	0,4	1,6
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	105,0	104,6	105,6	105,9	107,3	109,2	104,1	105,3
	-0,2	-0,4	1,0	0,3	1,3	1,8	2,7	1,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	106,2	104,4	104,4	106,7	108,2	107,0	104,0	105,4
	1,1	-1,7	0,0	2,2	1,4	-1,1	-2,9	1,3
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	125,3	127,1	128,4	129,9	131,2	135,4	119,4	127,7
	2,2	1,4	1,0	1,2	1,0	3,2	1,4	6,9
Hébergement et services de restauration	112,1	116,1	118,9	115,9	116,1	121,7	117,5	115,8
	-3,9	3,6	2,4	-2,5	0,2	4,8	6,6	-1,4
Autres services commerciaux	107,1	108,3	109,6	111,1	113,0	111,1	102,8	109,0
	0,8	1,1	1,2	1,4	1,7	-1,7	3,8	6,1

Bilan des investissements internationaux

Deuxième trimestre de 2005

Le passif net des Canadiens envers les non-résidents a atteint son plus bas niveau en deux décennies au cours du deuxième trimestre, lorsque l'actif de la nation à l'étranger a franchi le cap du billion de dollars pour la première fois. Le passif net du Canada à l'étranger, soit la différence entre l'actif et le passif étrangers, s'élevait à 153,8 milliards de dollars, soit 7,1 milliards de dollars de moins qu'à la fin du premier trimestre. Ce passif net a dégringolé de 15 % depuis la fin de 2004, alors qu'il s'établissait à 181,1 milliards de dollars.

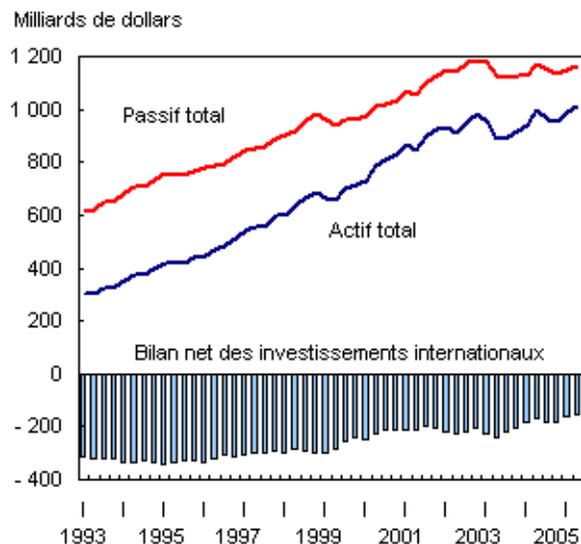
Ce recul est en grande partie attribuable à l'appréciation de 2,1 % de l'actif international, qui a atteint 1 009,1 milliards de dollars. L'actif international du Canada a ainsi franchi pour la première fois la marque du billion de dollars.

En ce qui a trait au passif, l'augmentation de l'investissement direct étranger au Canada et du passif-dépôts explique la hausse de 1,2 % du passif international du Canada, qui est passé à 1 162,9 milliards de dollars.

Par conséquent, le passif net à l'étranger à la fin de juin représentait 11,4 % du produit intérieur brut du Canada, une diminution de 12,1 % par rapport à la fin de mars. Ce ratio a décliné constamment depuis qu'il a atteint 20,1 % il y a deux ans.

Durant le deuxième trimestre, le dollar canadien a perdu du terrain par rapport au dollar américain, mais en a gagné par rapport aux autres principales devises.

Bilan des investissements internationaux du Canada



Actif : Bond important des investissements directs canadiens à l'étranger et des avoirs en obligations étrangères

L'investissement direct canadien à l'étranger a augmenté de 9,4 milliards de dollars depuis mars pour atteindre 462,0 milliards de dollars à la fin de juin. Cette augmentation provenait surtout d'injections de capitaux à long terme et de bénéfices réinvestis dans les filiales existantes à l'étranger.

Note aux lecteurs

Nouvelle série sur les instruments du marché monétaire

L'investissement de portefeuille dans les titres étrangers (actif du Canada) a été élargi et il comprend maintenant les instruments du marché monétaire étranger. La nouvelle série commence au premier trimestre de 2002. Ces instruments étaient inclus précédemment dans l'actif sous « Autres investissements », et ils demeurent dans cette catégorie pour les périodes antérieures au premier trimestre de 2002.

Estimations supplémentaires fondées sur la valeur marchande

Au premier trimestre de 2005, les investissements totaux de portefeuille (actions, obligations et instruments du marché monétaire) sont disponibles à la valeur marchande. Ces séries supplémentaires font partie d'une initiative pluriannuelle visant à améliorer l'information du bilan pour tous les secteurs de l'économie. L'analyse qui suit porte sur des données fondées sur la valeur comptable, en attendant qu'un jeu complet d'estimations fondées sur la valeur marchande soit disponible.

Les estimations selon la valeur au marché des investissements directs étrangers, dont la diffusion était prévue initialement en juin 2005, seront disponibles en juin 2006. Diverses méthodes visant à mieux mesurer les investissements directs étrangers à la valeur au marché sont à l'étude à l'échelle internationale. Les recommandations d'experts en investissements directs seront disponibles au cours de 2005 et serviront de guide à l'établissement de la méthodologie du Canada.

Réévaluation de la monnaie

La valeur de l'actif et du passif libellée en devise étrangère est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

L'investissement direct canadien aux États-Unis a augmenté et se situe à 213,3 milliards de dollars, ce qui représente plus de 46 % des investissements directs canadiens totaux à l'étranger.

Après un bond de 8 %, les avoirs canadiens en obligations étrangères s'élevaient à 67,8 milliards de dollars, un sommet inégalé. Les Canadiens ont acheté des obligations étrangères pour une valeur de 4,8 milliards de dollars au deuxième trimestre, un trimestre actif pour ce type d'instrument. Presque toute cette augmentation fut dirigée vers les obligations américaines.

Les avoirs canadiens en obligations étrangères ont plus que doublé depuis le début du siècle, signe que les investisseurs canadiens s'intéressent de plus en plus aux obligations étrangères, particulièrement les américaines. Les avoirs canadiens en actions étrangères sont demeurés presque inchangés à 185,6 milliards de dollars à la fin de juin car les acquisitions nettes d'actions étrangères faites au deuxième trimestre ont été neutralisées par les effets de la variation du taux de change.

Les avoirs canadiens en actions américaines ont augmenté de 3,7 milliards de dollars à 99,6 milliards de dollars à la fin de juin. Au cours du trimestre, l'indice S & P 500 a gagné environ 1 %.

Les réserves internationales du Canada sont tombées à 41,8 milliards de dollars, un recul de 1,3 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent. Parallèlement, l'actif-dépôts des Canadiens a bondi de 6,5 milliards de dollars pour atteindre un niveau record de 128,9 milliards de dollars.

Passif : Investissement direct étranger record au Canada

L'investissement direct étranger au Canada, qui représente environ un tiers du passif total, a augmenté de 5,2 milliards de dollars pour atteindre un niveau record de 376,7 milliards de dollars. Les investisseurs directs étrangers ont augmenté leur position au Canada, surtout à la suite d'acquisitions et de bénéfices réinvestis dans les filiales existantes.

Les investissements directs étrangers en provenance des États-Unis se sont élevés à 244,3 milliards de dollars, ce qui représente près des deux tiers de l'investissement direct étranger total au Canada.

Pour un troisième trimestre consécutif, les avoirs étrangers en titres canadiens—obligations, actions et instruments du marché monétaire—ont progressé légèrement au cours du deuxième trimestre, plus précisément de 1,5 milliard de dollars, pour se situer à 535,8 milliards de dollars.

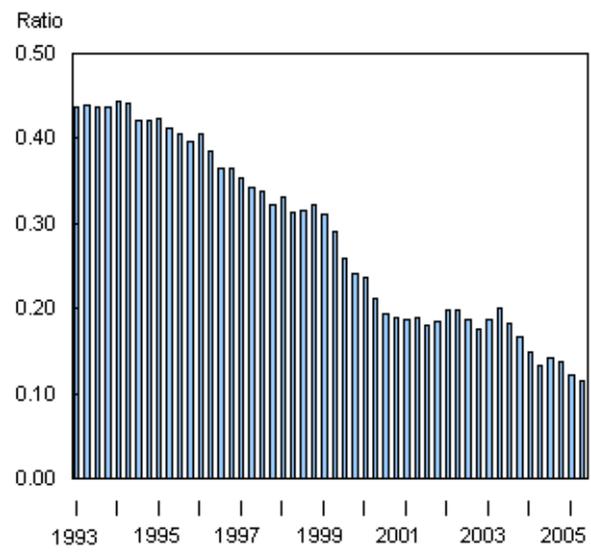
Il y a eu peu de variation dans chaque type de titre. Les avoirs étrangers en obligations canadiennes ont atteint 406,6 milliards de dollars, une hausse de 1,4 milliard de dollars par rapport à la fin de mars. Les avoirs étrangers en instruments du marché monétaire canadien ont augmenté de 1,1 milliard de dollars pour s'établir à 19,7 milliards de dollars.

Les investisseurs étrangers se sont départis d'actions canadiennes au deuxième trimestre. À la fin de juin, la valeur des actions qu'ils détenaient atteignait 109,5 milliards de dollars, un repli de 1,0 milliard de dollars.

Si la position en actions canadiennes détenues à l'étranger a diminué, l'indice composite S&P/TSX, qui représente le rendement du marché boursier canadien, a gagné plus de 3 % au cours du trimestre.

En dernier lieu, le passif-dépôts vis-à-vis les non-résidents a augmenté de 6,0 milliards de dollars pour atteindre 181,2 milliards de dollars.

Passif international net du Canada par rapport au PIB



Bilan des investissements internationaux en fin de période

	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	2003	2004
millions de dollars								
Actif								
Investissements directs canadiens à l'étranger	415 555	450 253	443 568	445 063	452 589	462 038	403 444	445 063
Investissements de portefeuille								
Obligations étrangères	48 220	51 882	52 377	57 471	62 949	67 770	45 137	57 471
<i>Obligations étrangères à la valeur marchande</i>	<i>52 844</i>	<i>55 081</i>	<i>56 859</i>	<i>61 941</i>	<i>67 528</i>	<i>74 647</i>	<i>48 293</i>	<i>61 941</i>
Actions étrangères	197 214	199 868	190 024	186 678	185 744	185 640	194 889	186 678
<i>Actions étrangères à la valeur marchande</i>	<i>364 914</i>	<i>373 539</i>	<i>349 024</i>	<i>368 926</i>	<i>367 333</i>	<i>375 657</i>	<i>352 318</i>	<i>368 926</i>
Marché monétaire étranger	12 268	11 359	11 398	11 079	11 017	12 169	10 953	11 079
<i>Marché monétaire étranger à la valeur marchande</i>	<i>12 286</i>	<i>11 373</i>	<i>11 413</i>	<i>11 108</i>	<i>11 040</i>	<i>12 194</i>	<i>10 977</i>	<i>11 108</i>
Autres investissements								
Prêts	65 298	69 721	62 403	56 047	59 348	57 762	58 426	56 047
Provisions	-11 079	-11 187	-11 006	-10 879	-10 805	-10 905	-11 612	-10 879
Dépôts	110 136	119 976	108 076	112 460	122 401	128 892	109 877	112 460
Réserves internationales	46 116	46 349	44 652	40 315	43 072	41 769	45 690	40 315
Autres actifs	55 506	59 990	60 452	57 202	61 521	63 926	61 436	57 202
Total de l'actif								
à la valeur comptable	939 236	998 211	961 943	955 436	987 836	1 009 062	918 241	955 436
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 111 576</i>	<i>1 175 095</i>	<i>1 125 441</i>	<i>1 142 183</i>	<i>1 174 027</i>	<i>1 205 980</i>	<i>1 078 849</i>	<i>1 142 183</i>
Passif								
Investissements directs étrangers au Canada	359 704	356 167	365 789	365 675	371 470	376 711	354 466	365 675
Investissements de portefeuille								
Obligations canadiennes	410 856	419 910	408 158	405 091	405 240	406 619	405 742	405 091
<i>Obligations canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>451 654</i>	<i>442 302</i>	<i>440 963</i>	<i>437 692</i>	<i>437 185</i>	<i>447 826</i>	<i>436 244</i>	<i>437 692</i>
Actions canadiennes	85 225	103 239	105 598	108 554	110 504	109 511	83 316	108 554
<i>Actions canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>193 996</i>	<i>211 998</i>	<i>220 492</i>	<i>242 326</i>	<i>256 689</i>	<i>261 980</i>	<i>181 582</i>	<i>242 326</i>
Marché monétaire canadien	18 843	20 852	18 111	19 621	18 628	19 710	21 388	19 621
<i>Marché monétaire canadien à la valeur marchande</i>	<i>18 946</i>	<i>20 939</i>	<i>18 191</i>	<i>19 707</i>	<i>18 695</i>	<i>19 832</i>	<i>21 523</i>	<i>19 707</i>
Autres investissements								
Emprunts	52 463	54 074	42 876	39 743	45 455	46 953	54 504	39 743
Dépôts	174 599	191 379	185 607	175 970	175 243	181 225	183 139	175 970
Autres passifs	22 550	22 434	22 063	21 910	22 228	22 175	21 858	21 910
Total du passif								
à la valeur comptable	1 124 240	1 168 055	1 148 202	1 136 563	1 148 768	1 162 904	1 124 412	1 136 563
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 273 912</i>	<i>1 299 293</i>	<i>1 295 981</i>	<i>1 303 023</i>	<i>1 326 965</i>	<i>1 356 702</i>	<i>1 253 316</i>	<i>1 303 023</i>
Bilan net des investissements internationaux								
à la valeur comptable	-185 005	-169 844	-186 258	-181 127	-160 932	-153 842	-206 171	-181 127
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>-162 336</i>	<i>-124 198</i>	<i>-170 540</i>	<i>-160 840</i>	<i>-152 938</i>	<i>-150 722</i>	<i>-174 467</i>	<i>-160 840</i>

Comptes du bilan national

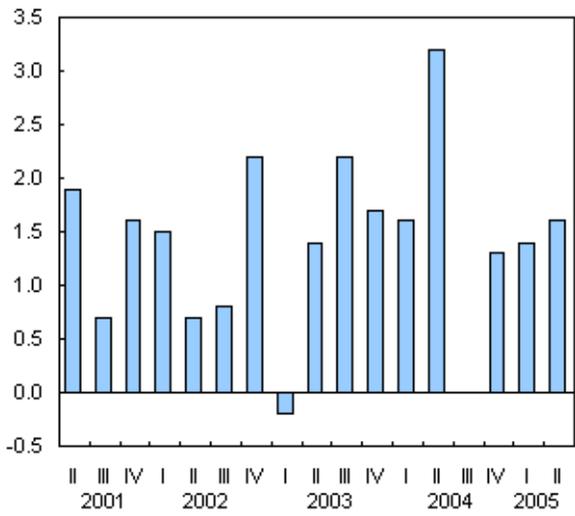
Deuxième trimestre de 2005

La croissance de la valeur nette nationale s'accélère

La valeur nette nationale a atteint 4,4 billions de dollars à la fin du deuxième trimestre, soit 135 000 dollars par habitant. L'augmentation de la valeur nette est attribuable à une hausse du patrimoine national (actifs non financiers de l'ensemble de l'économie) et à une nouvelle diminution de la dette extérieure nette. La croissance de la valeur nette nationale s'est accélérée, ayant atteint 1,6 % au deuxième trimestre, dans une large mesure en raison d'une plus forte progression du patrimoine national et du recul de la dette extérieure nette, qui a été plus modeste toutefois qu'au premier trimestre. La croissance s'est établie en moyenne à 1,4 % au cours des dix derniers trimestres.

La croissance de la valeur nette nationale s'accélère

Variation en %, données non désaisonnalisées



La dette nette des Canadiens envers les non-résidents (les sommes dues aux non-résidents moins les actifs des Canadiens à l'étranger) a diminué au deuxième trimestre, mais à un rythme plus lent que celui enregistré au cours de la période précédente, donnant lieu à une troisième baisse d'affilée. La valeur des actifs canadiens à

l'étranger, qui sont généralement libellés en devises étrangères, a augmenté du fait notamment de la dépréciation du dollar canadien vis-à-vis le dollar américain durant le trimestre, tandis que la dette des Canadiens envers les non-résidents a crû plus modestement.

La plus forte performance de l'économie au deuxième trimestre s'est reflétée dans l'accélération de la croissance du patrimoine national (+1,5 %). Globalement, l'augmentation de la valeur des biens immobiliers résidentiels représentait plus de la moitié de la hausse du patrimoine national durant le trimestre. La vigueur du marché de revente et des activités de rénovation de même qu'une croissance plus modeste de la construction de logements neufs ont contribué à la croissance enregistrée dans le secteur immobilier résidentiel. L'augmentation de l'investissement des entreprises en machines et matériel ainsi que l'investissement en construction non résidentielle ont également contribué à la hausse du patrimoine national.

La valeur nette des ménages continue d'augmenter grâce aux biens immobiliers et aux actions

Le taux d'épargne personnelle a été au-dessous de zéro durant le trimestre. Malgré ce taux d'épargne négatif, la valeur nette des ménages a continué d'augmenter (+1,8 %) à un rythme plus vigoureux qu'au trimestre précédent.

Le changement de la valeur nette des ménages était attribuable de façon presque égale à l'augmentation de la valeur marchande des actions et des biens immobiliers résidentiels. Les hausses des marchés boursiers sont venues accroître la valeur des actions détenues par les particuliers et la vigueur soutenue du secteur de l'habitation a contribué au renchérissement de la valeur des biens immobiliers résidentiels des ménages. Les augmentations des avoirs des ménages ont cependant été épongées en partie par un passif plus important.

Les ménages ont continué de s'endetter, la demande de crédit aux fins de consommation et d'hypothèques augmentant par rapport au trimestre précédent. Soutenue

Note aux lecteurs

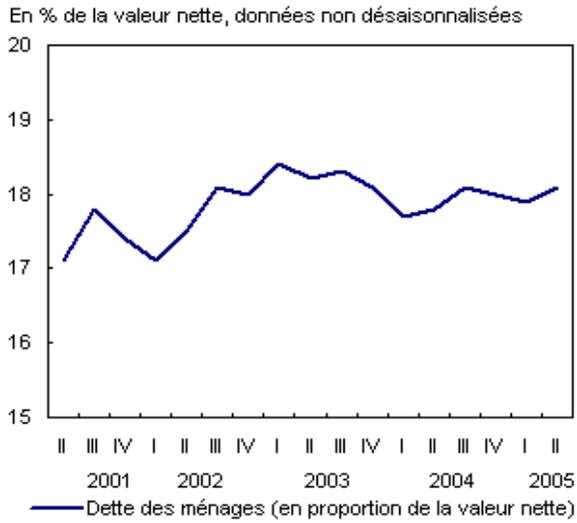
Les comptes du bilan national regroupent les bilans des divers secteurs de l'économie. Ils se composent des actifs non financiers dans les divers secteurs de l'économie et de l'encours des engagements financiers. Le **patrimoine national** est la somme des actifs non financiers — soit les actifs produits, les terrains entourant les bâtiments et les terres agricoles — de tous les secteurs de l'économie. La **valeur nette nationale** est le patrimoine moins la dette extérieure nette (l'endettement envers les non-résidents moins la dette de ces derniers à notre égard). On peut aussi la définir comme étant la somme de la valeur nette des particuliers, des sociétés et des administrations publiques. Les séries trimestrielles disponibles remontent au premier trimestre de 1990.

Des estimations fondées sur la valeur marchande sont disponibles depuis juin 2004. Pour de plus amples renseignements, consulter *Estimations du bilan à la valeur marchande*. (www.stacan.ca/francais/freepub/13-605-XIF/2003001/conceptual/2004marketvalue_f.htm).

Une mesure annuelle du patrimoine national incluant certaines ressources naturelles est offerte dans CANSIM, tableau 378-0005. Les estimations des ressources naturelles ont été révisées jusqu'à 1961 en raison des améliorations de la méthodologie.

par des taux d'intérêt peu élevés, la croissance de la dette totale des ménages a continué d'être supérieure à celle du revenu personnel disponible. Ainsi, le ratio d'endettement est passé de 107,1 % au premier trimestre à 107,8 % au deuxième trimestre. Les ménages canadiens ont environ 1,08 dollars de dette pour chaque dollar de revenu disponible. En outre, le ratio de la dette des ménages en proportion de leur valeur nette a légèrement augmenté pour s'établir à 18,1 % durant le trimestre.

Augmentation de l'endettement des ménages



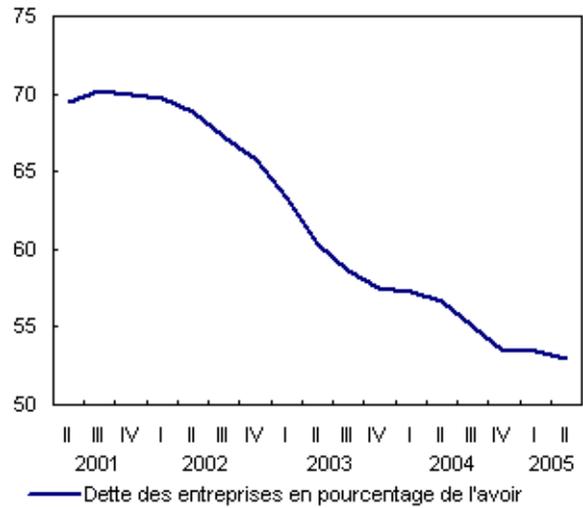
L'endettement des sociétés diminue

Depuis 2000, les sociétés ont tiré plus de fonds de leurs opérations internes qu'elles n'en avaient besoin pour financer leurs acquisitions d'actifs non financiers. Cette série d'excédents entraînés par les bénéfices explique que le secteur des sociétés a été un prêteur net de fonds au reste de l'économie. En outre, les sociétés ont utilisé ces fonds excédentaires pour restructurer leurs bilans, principalement en remboursant leurs emprunts.

Pour les sociétés privées non financières, la dette en pourcentage de l'avoir (à la valeur comptable) a poursuivi au cours de ce trimestre sa longue tendance à la baisse.

L'endettement des sociétés continue de diminuer

En % de l'avoir, données non désaisonnalisées



Le ratio de la dette des administrations publiques au PIB est à son point le plus bas des vingt dernières années

La dette nette des administrations publiques (le total des passifs financiers moins le total des actifs financiers) a baissé légèrement, ce secteur enregistrant un autre excédent au deuxième trimestre. La dette nette des administrations publiques, exprimée en pourcentage du PIB, a encore diminué pour atteindre son point le plus bas des vingt dernières années. La dette nette représente maintenant environ la moitié du PIB.

Comptes du bilan national[1]

	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	2003	2004
valeur marchande, données non désaisonnalisées, milliards de dollars								
Valeur nette national								
Patrimoine national	4 203 <i>1,2</i>	4 293 <i>2,1</i>	4 341 <i>1,1</i>	4 386 <i>1,0</i>	4 439 <i>1,2</i>	4 504 <i>1,5</i>	4 153 <i>4,6</i>	4 386 <i>5,6</i>
Dettes nettes extérieures	-162 <i>...</i>	-124 <i>...</i>	-170 <i>...</i>	-161 <i>...</i>	-153 <i>...</i>	-151 <i>...</i>	-174 <i>...</i>	-161 <i>...</i>
Valeur nette nationale	4 041 <i>1,6</i>	4 169 <i>3,2</i>	4 170 <i>0,0</i>	4 225 <i>1,3</i>	4 286 <i>1,4</i>	4 353 <i>1,6</i>	3 979 <i>5,2</i>	4 225 <i>6,2</i>
Valeur nette nationale par habitant (dollars)	126 900 <i>1,4</i>	130 500 <i>2,8</i>	130 200 <i>-0,2</i>	131 700 <i>1,2</i>	133 300 <i>1,2</i>	135 000 <i>1,3</i>	125 200 <i>4,2</i>	131 700 <i>5,2</i>

1 La première ligne représente la série elle-même exprimée en milliards de dollars. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Bilan national, valeur marchande

	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	2003	2004
Millions de dollars en fin de trimestre								
Total des actifs	13 113 587	13 387 385	13 499 765	13 758 425	14 024 049	14 304 645	12 810 692	13 758 425
Actifs non financiers	4 203 410	4 292 782	4 340 565	4 386 039	4 439 351	4 503 742	4 153 483	4 386 039
Immeubles résidentiels	1 138 582	1 172 206	1 191 166	1 204 005	1 220 185	1 243 164	1 113 011	1 204 005
Construction non résidentielle	1 016 884	1 024 940	1 035 690	1 045 854	1 058 184	1 067 032	1 010 436	1 045 854
Machines et matériel	408 405	412 034	412 924	414 394	416 068	421 782	407 558	414 394
Biens de consommation durables	344 388	351 105	351 961	360 073	360 604	366 352	345 833	360 073
Stocks	192 871	190 634	198 459	198 332	205 068	205 022	190 613	198 332
Terrains	1 102 280	1 141 863	1 150 365	1 163 381	1 179 242	1 200 390	1 086 032	1 163 381
Actifs financiers nets	-162 232	-124 112	-170 462	-160 751	-152 871	-150 598	-174 329	-160 751
Actifs financiers	8 910 177	9 094 603	9 159 200	9 372 386	9 584 698	9 800 903	8 657 209	9 372 386
Réserves officielles	46 116	46 349	44 653	40 314	43 072	41 769	45 689	40 314
Or et devises étrangères	40 282	40 768	39 530	35 204	38 137	37 631	39 615	35 204
Position de réserve au FMI	4 723	4 448	4 035	3 999	3 827	3 044	4 988	3 999
Droits de tirage spéciaux	1 111	1 133	1 088	1 111	1 108	1 094	1 086	1 111
Argent et dépôts bancaires	710 717	736 946	748 316	768 021	791 872	825 971	698 232	768 021
Autres dépôts	180 098	184 597	187 244	190 916	194 721	198 021	179 943	190 916
Devises et dépôts étrangers	95 539	95 874	91 630	91 809	84 873	90 754	89 082	91 809
Crédit à la consommation	225 488	232 727	238 581	243 883	246 098	254 312	223 549	243 883
Comptes à recevoir	229 741	232 281	230 810	231 056	233 929	237 176	226 154	231 056
Prêts bancaires	183 392	189 259	191 813	191 363	197 123	198 701	175 890	191 363
Autres prêts	192 929	197 256	199 459	205 421	204 378	211 630	191 253	205 421
Effets à court terme, Canada	108 160	108 085	108 852	110 759	122 886	116 345	108 420	110 759
Autres effets à court terme	155 755	155 938	152 173	150 174	149 770	151 646	161 896	150 174
Hypothèques	639 525	653 697	665 394	674 495	682 800	697 282	633 179	674 495
Obligations fédérales	292 893	284 998	275 955	271 203	278 347	280 227	291 115	271 203
(dont les OÉC)	21 330	21 208	21 063	19 462	19 086	18 866	20 468	19 462
Obligations provinciales	290 987	285 090	297 475	306 557	309 638	319 510	272 350	306 557
Obligations municipales	37 168	36 687	37 315	37 965	37 947	39 491	35 052	37 965
Autres obligations	296 955	305 071	316 678	325 646	341 251	361 343	296 391	325 646
Assurances-vie et rentes	1 093 274	1 094 412	1 103 720	1 129 545	1 138 462	1 157 806	1 050 370	1 129 545
Créances, entreprises privées	1 064 367	1 132 311	1 131 120	1 136 285	1 156 244	1 168 327	1 045 040	1 136 285
Créances, administrations publiques	189 856	192 022	189 661	184 782	187 469	184 321	182 661	184 782
Actions	1 699 269	1 729 117	1 755 748	1 845 372	1 910 362	1 966 208	1 616 135	1 845 372
Investissements étrangers	437 330	450 514	427 714	448 799	456 208	474 823	425 170	448 799
Autres éléments de l'actif	740 618	751 372	765 619	788 021	817 248	825 240	709 638	788 021
Passif et valeur nette	13 113 587	13 387 385	13 499 765	13 758 425	14 024 049	14 304 645	12 810 692	13 758 425
Passif	9 072 409	9 218 715	9 329 662	9 533 137	9 737 569	9 951 501	8 831 538	9 533 137
Argent et dépôts bancaires	725 328	752 438	764 613	784 249	806 908	838 944	712 462	784 249
Autres dépôts	180 098	184 597	187 244	190 916	194 721	198 021	179 943	190 916
Devises et dépôts étrangers	97 377	100 211	100 780	97 679	85 944	90 272	100 917	97 679
Crédit à la consommation	225 488	232 727	238 581	243 883	246 098	254 312	223 549	243 883
Comptes à payer	230 227	232 289	233 741	234 408	237 382	238 781	227 727	234 408
Emprunts bancaires	160 408	164 101	165 237	165 623	170 387	172 666	154 913	165 623
Autres emprunts	196 660	198 484	196 849	201 619	201 762	208 461	196 580	201 619
Effets à court terme, Canada	116 764	116 791	115 921	118 787	131 062	124 756	118 941	118 787
Autres effets à court terme	164 613	167 296	162 479	161 072	159 783	161 744	171 625	161 072
Hypothèques	639 872	654 060	665 745	674 846	683 151	697 634	633 535	674 846
Obligations fédérales	357 001	349 555	339 964	330 880	336 450	336 264	355 312	330 880
(dont les OÉC)	21 330	21 208	21 063	19 462	19 086	18 866	20 468	19 462
Obligations provinciales	426 539	411 602	422 032	432 694	437 575	451 940	404 443	432 694
Obligations municipales	40 418	40 168	40 938	41 691	41 498	43 252	38 317	41 691
Autres obligations	536 687	544 139	556 624	565 719	580 081	608 437	524 780	565 719
Assurances-vie et rentes	1 093 274	1 094 412	1 103 720	1 129 545	1 138 462	1 157 806	1 050 370	1 129 545
Créances, entreprises privées	449 114	456 082	451 622	442 718	448 689	451 722	443 682	442 718
Créances, administrations publiques	189 856	192 022	189 661	184 782	187 469	184 321	182 661	184 782
Actions	2 504 552	2 576 808	2 630 545	2 743 952	2 830 653	2 902 525	2 395 199	2 743 952
Autres éléments du passif	738 133	750 933	763 366	788 074	819 494	829 643	716 582	788 074
Valeur nette	4 041 178	4 168 670	4 170 103	4 225 288	4 286 480	4 353 144	3 979 154	4 225 288

Tableau sommaire du marché du crédit

	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	2003	2004
Millions de dollars en fin de trimestre								
Passif de:								
Particuliers et entreprises individuelles	861 812	880 433	896 315	909 453	919 962	940 357	852 741	909 453
Crédit à la consommation	225 488	232 727	238 581	243 883	246 098	254 312	223 549	243 883
Emprunts bancaires	34 743	34 908	34 666	34 896	36 404	35 822	33 306	34 896
Autres emprunts	72 474	72 489	72 522	73 002	73 841	74 139	71 415	73 002
Hypothèques	529 107	540 309	550 546	557 672	563 619	576 084	524 471	557 672
Sociétés privées non financières	555 800	565 310	561 850	559 098	569 321	578 578	545 185	559 098
Emprunts bancaires	108 762	110 638	112 598	113 301	113 001	115 644	106 069	113 301
Autres emprunts	75 927	75 082	72 933	72 612	72 151	73 471	77 407	72 612
Autres effets à court terme	39 467	39 575	39 595	38 351	43 477	42 674	36 092	38 351
Hypothèques	102 886	104 432	105 901	107 475	109 526	111 295	101 254	107 475
Obligations	228 758	235 583	230 823	227 359	231 166	235 494	224 363	227 359
Entreprises publiques non financières	65 073	65 181	64 702	64 506	63 193	64 110	65 599	64 506
Emprunts bancaires	2 886	2 949	2 702	2 936	3 095	2 962	2 748	2 936
Autres emprunts	5 806	5 718	6 168	6 213	6 354	6 542	5 945	6 213
Autres effets à court terme	6 225	7 169	6 785	5 843	5 214	5 134	7 002	5 843
Hypothèques	99	97	97	97	96	98	99	97
Obligations fédérales	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations provinciales	48 274	47 079	46 802	47 001	46 051	46 926	48 028	47 001
Obligations municipales	121	121	121	121	121	121	121	121
Autres obligations	1 662	2 048	2 027	2 295	2 262	2 327	1 656	2 295
Administration fédérale	431 473	427 432	419 903	410 612	426 405	417 600	430 411	410 612
Emprunts bancaires	100	100	100	100	100	100	103	100
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	116 764	116 791	115 921	118 787	131 062	124 756	118 941	118 787
Obligations fédérales	314 609	310 541	303 882	291 725	295 243	292 744	311 367	291 725
Obligations d'épargne du Canada	21 330	21 208	21 063	19 462	19 086	18 866	20 468	19 462
Autres obligations	293 279	289 333	282 819	272 263	276 157	273 878	290 899	272 263
Autres paliers d'administration publique	381 206	391 093	395 662	401 499	401 882	409 481	378 671	401 499
Emprunts bancaires	3 899	3 863	3 856	3 873	3 871	3 697	4 339	3 873
Autres emprunts	12 058	12 079	12 610	12 840	13 167	13 276	11 398	12 840
Autres effets à court terme	13 932	22 797	19 682	18 398	12 348	13 724	21 066	18 398
Hypothèques	2 045	2 045	2 045	2 045	2 045	2 045	2 054	2 045
Obligations provinciales	310 140	310 122	316 903	323 519	329 598	335 234	300 892	323 519
Obligations municipales	37 285	38 334	38 707	38 959	38 982	39 628	37 081	38 959
Autres obligations	1 847	1 853	1 859	1 865	1 871	1 877	1 841	1 865
Financement total des secteurs non financiers canadiens	2 295 364	2 329 449	2 338 432	2 345 168	2 380 763	2 410 126	2 272 607	2 345 168
Crédit à la consommation	225 488	232 727	238 581	243 883	246 098	254 312	223 549	243 883
Emprunts bancaire	150 390	152 458	153 922	155 106	156 471	158 225	146 565	155 106
Autres emprunts	166 265	165 368	164 233	164 667	165 513	167 428	166 165	164 667
Effets à court terme, Canada	116 764	116 791	115 921	118 787	131 062	124 756	118 941	118 787
Autres effets à court terme	59 624	69 541	66 062	62 592	61 039	61 532	64 160	62 592
Hypothèques	634 137	646 883	658 589	667 289	675 286	689 522	627 878	667 289
Obligations	942 696	945 681	941 124	932 844	945 294	954 351	925 349	932 844
Non-résidents	56 817	60 036	59 425	58 363	59 077	59 128	54 595	58 363
Emprunts bancaires	22 984	25 158	25 846	25 740	26 736	26 035	20 977	25 740
Autres emprunts	33 833	34 878	33 579	32 623	32 341	33 093	33 618	32 623
Hypothèques	0	0	0	...	0	0	...	...
Emprunts totaux à l'exclusion des institutions financières canadiennes	2 352 181	2 389 485	2 397 857	2 403 531	2 439 840	2 469 254	2 327 202	2 403 531
Institutions financières canadiennes	424 331	437 732	443 677	460 217	474 678	495 942	412 703	460 217
Emprunts bancaires	10 018	11 643	11 315	10 517	13 916	14 441	8 348	10 517
Autres emprunts	30 395	33 116	32 616	36 952	36 249	41 033	30 415	36 952
Autres effets à court terme	104 989	97 755	96 417	98 480	98 744	100 212	107 465	98 480
Hypothèques	5 735	7 177	7 156	7 557	7 865	8 112	5 657	7 557
Obligations	273 194	288 041	296 173	306 711	317 904	332 144	260 818	306 711
Total des fonds empruntés = total des fonds offerts	2 776 512	2 827 217	2 841 534	2 863 748	2 914 518	2 965 196	2 739 905	2 863 748
Actif de:								
Particuliers et entreprises individuelles	129 698	119 073	120 875	114 003	115 604	114 992	138 672	114 003
Entreprises non financières	75 275	74 709	75 085	74 502	73 712	75 903	73 298	74 502
Administrations publiques	193 063	198 371	204 038	203 392	212 572	219 022	189 900	203 392
Non-résidents	457 217	467 758	448 023	445 112	444 741	446 901	456 994	445 112
Institutions financières canadiennes	1 946 478	1 992 397	2 018 429	2 051 317	2 092 450	2 132 727	1 906 279	2 051 317